

FRANCE — À AMIENS, SUR LES PAS
DE JULES VERNE **GASTRONOMIE** —
CUEILLETES ENGAGÉES AU CACHEMIRE



**HAWAII UN BILAN
AU GOÛT
DE GENDRES**



**Courrier
international**

N°1711 du 17 au 23 août 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
Australie 6,90 €, Espagne 5,30 €,
DOM 5,90 €, France 4,90 €, Grèce
Grande-Bretagne 5,30 €, Israël 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 900 ¥,
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 21 000 CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 11 000 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 36 000 CFA.

SOMMET DES BRICS LA FIN DU ROI DOLLAR?

*L'idée de s'affranchir du billet vert et de l'hégémonie occidentale
séduit le Sud global, bien au-delà du groupe des Brics.
Mais est-ce vraiment réalisable? Les réponses de la presse internationale.*



M 03183 - 1711 - F: 4,90 €



LES SENTINELLES

Des voix d'ailleurs
pour un monde
en commun

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCASTS PRÉFÉRÉE



**LES CHOIX
DE "COURRIER"
VIRGINIE LEPETIT**

Sommet des Brics : la fin du roi dollar ?

Au commencement étaient les Bric, quatre pays à forte croissance économique, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, groupés dans cet acronyme apparu en 2001 sous la plume d'un économiste de Goldman Sachs. En 2011, le groupe s'étoffe avec l'arrivée d'un nouveau membre, l'Afrique du Sud. Et ce "club des cinq" pèse lourd : plus de 42 % de la population mondiale, 23 % du produit intérieur brut mondial et 18 % du commerce international. Un commerce international dans lequel les transactions restent majoritairement libellées en dollars. C'est notamment ce point qui sera discuté au sommet des Brics,

à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 22 au 24 août : est-il possible de s'affranchir du dollar, en créant, par exemple, une monnaie commune ? Une question éminemment politique, posée dès juin par le président brésilien Lula. En effet, le billet vert, hégémonique, est une arme économique puissante. Les sanctions qui s'exercent sur la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine en sont la démonstration. De fait, la Russie – dont le président, Vladimir Poutine, sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale, sera absent du sommet – semble être le membre des Brics le plus favorable à cette idée. Mais est-ce un projet réaliste ? se demande le journaliste sud-africain Peter Fabricius dans l'article du **Daily Maverick** qui ouvre ce dossier. Certes, le dollar est déjà en recul dans les transactions internationales... notamment dans les pays du Golfe. Le royaume saoudien affirmait d'ailleurs en début

d'année être prêt à libeller certaines transactions dans d'autres monnaies que le dollar. Mais quelles monnaies ? Une réponse se dessine si l'on examine les chiffres de ces derniers mois. Entre février 2022, juste avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et février 2023, la part du dollar est passée de 86,8 % à 84,3 % des transactions mondiales, tandis que celle du yuan augmentait de 2 % à 4,5 %. Et c'est bien là tout le problème. Pour Iraj Abedian, directeur général de Pan-African Investment and Research Services, un cabinet de conseil et de recherche économique de premier plan établi en Afrique du Sud, "l'idée d'une monnaie spécifique aux Brics est une démarche essentiellement politique de la part de la Chine pour asseoir sa position dans le monde, en partant du principe que cette monnaie serait en grande partie fondée sur le yuan chinois", rapporte le **Daily Maverick**. La solution ? Une monnaie numérique unique, propose

dans le quotidien russe **Moskovski Komsomolets** l'analyste Natalia Miltchakova. Cela éviterait selon elle l'hégémonie financière d'un autre pays. À terme même, si chaque pays des Brics émettait sa monnaie nationale numérique, "une devise commune ne serait peut-être plus indispensable". Pour la Russie, cela réduirait les risques liés aux sanctions, augmenterait le prestige du rouble numérique et attirerait encore plus de pays au sein des Brics, soit "autant de nouveaux partenaires et de marchés pour Moscou". L'élargissement du groupe des Brics à de nouveaux pays est précisément le second volet du sommet à venir : 67 pays du Sud global ont été invités par Pretoria pour assister à l'ouverture et à certains événements du sommet. Et une vingtaine se sont déjà portés candidats pour rejoindre le groupe. Le problème, relève le **Financial Times**, réside dans les équilibres au sein des Brics. "La Chine est le seul des cinq

États à avoir passé un cap, sur le plan tant économique que diplomatique. C'est d'ailleurs Pékin qui souhaite ardemment élargir le club. Mais si les États qui entrent sont redevables à la Chine [...], alors les Brics ressembleront moins à un groupe de pression en faveur des pays du Sud qu'au fan-club d'une puissance hégémonique en devenir." Et si le désalignement passe par une dédollarisation de l'économie, alors il faut s'attendre à ce que la transformation soit longue... Et "ça ne sera pas un processus pacifique", prévient l'ancien Premier ministre de Taïwan, Chen Chong, dans le journal taïwanais **Yuanjian**. Un processus dont les prémices s'écriront peut-être lors du sommet de Johannesburg. Bonne lecture.

En couverture :
Dollar : dessin de **Rob Dobi** paru dans **Politico**, Arlington.
Hawaii : dessin de **Bob Englehart**, États-Unis/
Cagle Cartoons.



Sommaire



DESSIN DE KIANOUSH, IRAN

ALGÉRIE p. 8
**Journalisme
année zéro**

En 2019, la presse algérienne a su traduire le jaillissement démocratique du Hirak. Mais la reprise en main du pouvoir sous l'ère Tebboune est allée de pair avec une féroce répression des médias indépendants, raconte un journaliste algérien.

360°

Militant des saveurs Prateek Sadhu et ses impossibles cueillettes

Ce chef relève le défi de cuisiner les produits de sa région natale, le Cachemire insien, fragilisée par la guerre et la répression.

p. 38

VOYAGE EN FRANCE p. 22

Quatre mille pas chez Jules Verne

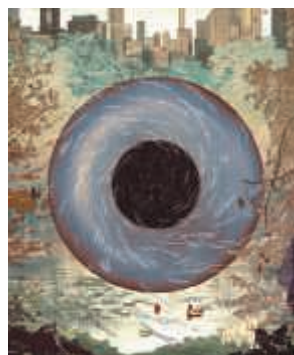
Pour rendre hommage au père de la science-fiction, Amiens lui a dédié un parcours. Le **South China Morning Post** découvre ainsi une ville que l'auteur a marquée de son empreinte.

SCIENCES

p. 32

Nous laissons notre ADN partout

Le matériel génétique humain présent dans l'environnement recèle une mine d'informations. Les utilisations potentielles de ces données – notamment par les forces de l'ordre – inquiètent les spécialistes des libertés individuelles, explique le **New York Times**.



DESSIN D'ISABEL SELIGER, ÉTATS-UNIS/NYT

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien.
- The Atlantic** Washington, mensuel.
- Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Gatopardo** Mexico, mensuel.
- History Today** Londres, mensuel.
- Knack** Bruxelles, hebdomadaire.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- The New Arab** (newarab.com) Londres, en ligne.
- New Lines Magazine** (newlinesmag.com) Washington, en ligne.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Público** Lisbonne, quotidien.
- South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien.
- Il Venerdì di Repubblica** Rome, hebdomadaire.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. États-Unis. Hawaii pleure sur ses cendres

D'un continent à l'autre

8. Algérie. Journalisme année zéro

11. Niger. Menaces, sursis et trahison

12. Chine. La Dalifornie, fragile paradis

14. Belgique. Une nuit avec les brigades anti-SUV

16. Ukraine. La guerre divise aussi les mafieux

17. Italie. Dans le Trentin, qui a peur du grand méchant ours ?

18. Irak. La corruption fait flamber l'immobilier

19. Israël. L'exode des médecins

20. États-Unis. Le moine qui attend un "dieu de l'IA"

22. France. Quatre mille pas chez Jules Verne

À la une

24. Brics : le dollar, non merci !

Transversales

32. Sciences. Nous laissons notre ADN partout

34. Environnement. Pour l'amour des tortues

36. Économie. En Inde, on trafique bien les cheveux

37. Signaux. Overdose de touristes

360°

38. Militants des saveurs.

Pateek Sadhu et ses impossibles cueillettes au Cachemire

42. Voyage. Virée mystique dans le Hoggar

46. Histoire. Une librairie de la paix en temps de guerre



SUR NOTRE SITE

Vu de l'étranger. Brics, un sommet pour se construire

Après notre dossier de la semaine, suivez le sommet des Brics, à Johannesburg, du 22 à 24 août. Au menu des discussions : une réflexion sur la possibilité d'une monnaie commune et l'élargissement à d'autres pays du Sud global.

La France vue de l'étranger. À vélo, un retraité s'improvise facteur

Vincent Berthelot s'est lancé sur les routes de France à vélo avec une idée : distribuer des lettres de la main à la main. De quoi créer des liens avec ceux qu'il croise sur son chemin, raconte **The Christian Science Monitor**.

Le Courrier des recettes. Trois plats de Yotam Ottolenghi pour une journée ensoleillée

"L'été, j'ai envie de repas colorés", écrit le chef israélo-britannique dans sa chronique du **Guardian**. Retrouvez trois de ses recettes ce week-end sur notre site : daurade au four, boulgour aux poivrons rouges et salsa à la coriandre ; courgettes rôties à la harissa et au yaourt ; et pastèque, sirop au citron vert et sel aux épices.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Réveil Courrier

Chaque matin à 6 heures, 7 jours sur 7
le meilleur de la presse étrangère

reveil.courrierinternational.com





Depuis n'importe quel appareil,
rendez-vous sur
reveil.courrierinternational.com



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📞

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Août 2023. Commission paritaire n° 0727 C 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daouda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Christine Chaumau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) Yuta Yagishita (Japon). MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abrama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bêléil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Héroul, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallat (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Mauty, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abélès, Christophe Alexandre, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Etienne Bianchi, Anne-Dominique Boule, François Burkard, Guillaume Deneufbourg, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougeot, Derwell Queffelec, Maëlys Sourt, Leslie Souvanlasy, Isabelle Taudière

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmes, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Laurent Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudeumont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaux (cheffe de produit abo numérique)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international. Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.





L'actualité
expliquée en
infographies
et en cartes.



Chaque semaine,
les cinq infos
qu'il ne fallait
pas manquer
en vidéos
ou en images.



Pop culture,
géopolitique, sports,
société, sciences...
Un nouveau format
à retrouver chaque
jour sur notre site
et notre application.



Des articles plus
pédagogiques
et plus ludiques
à partir de la
presse étrangère.

Courrier Stories

L'info prend de la hauteur



7 jours dans le monde

États-Unis. Hawaii pleure sur ses cendres

Près de cent personnes ont péri dans les incendies qui ont ravagé Lahaina, sur l'île de Maui. Un drame qui, selon ce journaliste originaire d'Hawaii, devrait inciter l'archipel à devenir "le fer de lance de la lutte pour le climat".



CAGLE CARTOONS

—The New York Times, extraits (New York)

La catastrophe qui vient de rayer de la carte la ville de Lahaina, sur l'île de Maui, laisse le goût amer de la sidération. Des feux de forêt se sont trouvés attisés par un lointain ouragan, et du jour au lendemain une cité historique a disparu, réduite à un tas de cendres fumantes. Un paysage tropical chamarré est redessiné en gris et noir. Au moins [93] personnes ont trouvé la mort, et l'île compte de nombreux disparus.

Un ouragan vient donc de brûler une ville – voilà qui est troublant, et effrayant. Quand on a vécu à Hawaii, on est familier des catastrophes brutales, capables d'anéantir une communauté en une semaine, une journée, un clin d'œil. Vivre dans cet État qui est le mien, ou l'aimer à distance comme je le fais, c'est connaître la menace constante des ouragans, des tsunamis, des séismes et des volcans.

Mais des feux de forêt meurtriers ? C'était nouveau pour Hawaii, et rien ne sera plus jamais pareil. Nous ne saurons sans doute jamais avec certitude

si Lahaina a payé [pour] les péchés de l'humanité contre l'environnement, mais nous savons déjà que le dérèglement climatique accentue la chaleur et la sécheresse dans l'archipel tout entier, et que des espèces végétales invasives ont pu proliférer. Sur Maui, la sécheresse a augmenté le risque de feux et fait de ces plantes autant de combustibles prêts à s'embraser. Puis un ouragan est venu souffler sur les flammes.

La crise planétaire n'est certainement pas la faute d'Hawaii, mais, comme tant d'autres îles exposées à l'élévation du niveau de la mer, l'archipel est soumis à des dangers inouïs, et il doit prendre des mesures. Ces violents incendies sur Maui et sur l'île d'Hawaii sont venus rappeler avec brutalité à quel point l'archipel doit être un fer de lance de la lutte pour le climat, et encourager et nourrir cette conscience écologique qui fait tant défaut dans d'autres États américains.

Lahaina devra apaiser son chagrin et panser ses blessures avant de pouvoir se réinventer.

✓ Kamehameha I^{er}, premier roi de l'archipel d'Hawaii (1810-1819). Dessin de Bob Englehart, États-Unis.

L'État d'Hawaii s'emploiera à réduire les risques d'incendie et à améliorer ses capacités de lutte contre le feu. Lahaina se reconstruira, ses habitants reviendront. Mais c'est une chose d'acheter des camions de pompiers et de diminuer l'emprise des plantes invasives, et c'en est une tout autre d'atteindre la résilience face au changement climatique – c'est un véritable imbroglio de problèmes coûteux, à tous les échelons et dans toutes les régions de l'État.

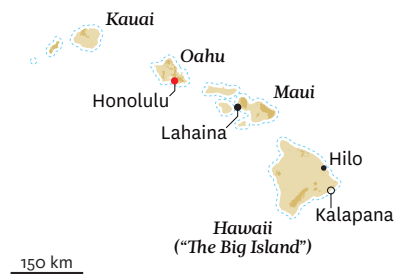
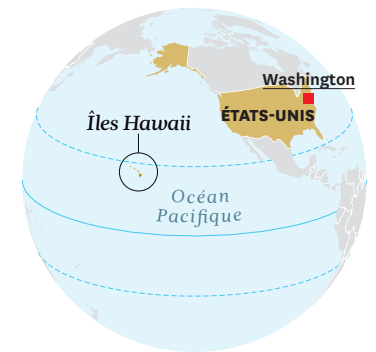
Des paysages défigurés. Les populations de la côte nord d'Oahu sauront-elles se mettre à l'abri de la montée des océans avant qu'il soit trop tard ? Comment les cultivateurs de fleurs et de fruits d'Hawaii et de Maui apprendront-ils à vivre avec les sécheresses prolongées ? Que se passera-t-il si les récifs coralliens meurent, si les arbres endémiques et les oiseaux tropicaux disparaissent, si les grandes tendances météorologiques changent, si cessent les alizés rafraîchissants ?

Hawaii est ambitieux, et a même été le premier État à s'engager à atteindre 100 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2045. Mais la route est encore longue. Il va tout d'abord lui falloir s'affranchir de sa dépendance aux importations de pétrole et de charbon. Selon l'Agence d'information sur l'énergie américaine, l'État consomme presque sept fois plus d'énergie qu'il n'en produit, et le pétrole d'importation représente à lui seul 80 % de sa consommation d'énergie. En 2022, seuls 29 % de la production totale de l'État était issue des énergies renouvelables, et 17 % de l'électricité était solaire.

Pour Lahaina, on peut formuler l'espoir d'une reconstruction, et même d'une réinvention. Cette ville qui fut la capitale du royaume d'Hawaii pourrait devenir le modèle d'un avenir durable.

L'économie de l'archipel repose depuis longtemps sur des secteurs qui, s'ils alimentent la prospérité, nourrissent aussi de graves problèmes. La pêche à la baleine fut une manne autant qu'une tragédie écologique. La culture de la canne à sucre et de l'ananas a mutilé les paysages. Le tourisme, qui fait vivre l'État depuis plus d'un siècle, mais alimente aussi un développement excessif, la marchandisation de la culture hawaïenne et la production en masse de pacotilles, les a aussi défigurés. Les bateaux de croisière qui viennent s'amarrer à Lahaina et dans d'autres ports de l'archipel sont d'énormes pollueurs.

Lahaina devra apaiser son chagrin et panser ses blessures avant de pouvoir se réinventer, certes, mais Hawaii en a vu d'autres. Les Hawaïens autochtones, frappés de plein fouet par les maladies importées par les Occidentaux, ont connu un fort déclin démographique. Puis avec les immigrants venus sur les plantations



SOURCE : OPENSTREETMAP ET CONTRIBUTEURS

au début du xx^e siècle, à l'image de mes grands-parents arrivés d'Okinawa, ils ont bâti une société multiculturelle fondée sur la tolérance et l'hospitalité. Dans leur diversité, les Hawaïens ont ainsi traversé ensemble de nombreuses catastrophes. Ma mère a vu sa ville de Hilo ravagée en 1946 et en 1960 par des tsunamis qui ont marqué toute sa génération. En 1990, le village de Kalapana a été englouti sous 15 à 25 mètres de lave.

Les liens qui unissent les familles à travers tout l'archipel sont assez forts pour que les Hawaïens se protègent les uns les autres et protègent leur terre, comme ils l'ont déjà fait. Je leur fais confiance pour trouver à leurs problèmes des solutions autres que l'exil. Mais à défaut de bouger, il va falloir qu'ils se bougent. Et qu'ils suivent les conseils de l'écologiste hawaïen Jeffrey Mikulina, qui met en garde contre les "inertatives", ces grandes idées vertes qui ne mènent nulle part.

—Lawrence Downes, publié le 12 août

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien

nytimes.com

Avec 1600 journalistes et quelque 5 millions d'abonnés au total en 2020, c'est le premier quotidien du pays. La famille Ochs-Sulzberger, qui, en 1896, a pris le contrôle de ce journal créé en 1851, est toujours à la tête du quotidien de centre gauche.

Les cartes rebattues



ARGENTINE — À la surprise générale, l'économiste ultralibéral, libertaire et "antisystème" Javier Milei, âgé de 52 ans,

est arrivé largement en tête des primaires pour la présidentielle, le 13 août, reléguant aux 2^e et 3^e places les candidats traditionnels de droite et de gauche. "Choc électoral", résume le lendemain **La Nación** en une. Lors de ces primaires, les Argentins étaient appelés à sélectionner les partis qui pourront participer à la présidentielle du 22 octobre, ainsi que leurs candidats. "L'irruption de Javier Milei, fort de près d'un tiers des voix, va obliger tout le monde à réévaluer ses propos, son comportement et, surtout, ses propositions", souligne le quotidien conservateur.

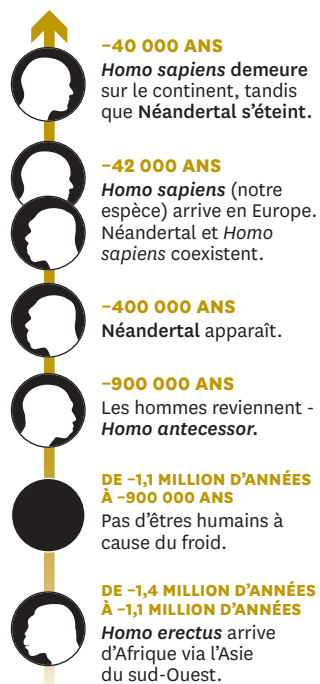
Les taxis se rebiffent

AFRIQUE DU SUD — Au moins cinq morts, des bus incendiés, des magasins pillés, des automobilistes caillassés... Pendant une semaine, les taxis collectifs du Cap, en guerre contre de nouvelles réglementations qui multiplient le nombre d'infractions entraînant la mise en fourrière de leurs véhicules, ont conduit une grève marquée par des violences, que l'hebdomadaire **Mail & Guardian** résume sous le titre : "La fureur de la route". Le 10 août, un accord fragile a été trouvé avec la municipalité, mais la situation reste tendue.

Extinction glaciale

PALÉOANTHROPOLOGIE — Une étude publiée le 10 août dans **Science** remet en cause l'idée selon laquelle les humains auraient vécu en Europe sans discontinuer depuis leur arrivée, il y a 1,4 million d'années. Un changement de régime de températures, entraînant des conditions glaciales, se serait produit il y a environ 1,1 million d'années. "Cette variation brutale des conditions climatiques pourrait avoir provoqué l'extinction des premiers humains dans le sud de l'Europe", décrypte le site d'information **Earth**. Puis, explique Chris Stringer, coauteur de l'étude, "l'Europe aurait été recolonisée, il y a environ 900 000 ans, par des hommes plus résistants".

Nouvelle frise chronologique des êtres humains [homininés] en Europe



SOURCE : BBC

ÉQUATEUR

Descente aux enfers

Fernando Villavicencio, qui était candidat à la présidentielle du 20 août prochain, a été assassiné par des tueurs à gages. Un crime sans doute lié aux cartels de drogue, qui plongent le pays dans une spirale de violence.

L'Équateur se rend aux urnes, le 20 août, sous le régime de l'état d'urgence. Des militaires sont notamment mobilisés sur l'ensemble du territoire. C'est la première conséquence de l'assassinat, le 9 août, de l'un des huit candidats à la présidentielle, dans un pays qui s'enfoncé depuis quelques années dans une vague de violence extrême liée au trafic de drogue. Fernando Villavicencio a été tué de trois balles dans la tête, au sortir d'un meeting de campagne dans la capitale, Quito. Les trois assassins - dont l'un est décédé lors d'échanges de tirs avec des membres de l'escorte du candidat - ont criblé de balles la voiture du candidat, qui n'était pas blindée.

Le lendemain, six hommes de nationalité colombienne ont été arrêtés, accusés d'avoir organisé le magnicide (l'assassinat d'une personne importante), qui a également fait neuf blessés, dont une candidate à l'Assemblée nationale, et a laissé le pays sous le choc. "Les trois balles n'ont pas seulement ôté la vie à un candidat à la présidence, écrit, dans un éditorial, le grand quotidien conservateur du pays **El Universo**. Elles ont laissé l'Équateur sans voix, impuissant, bouleversé, indigné." Outre l'état d'urgence, Guillermo Lasso, le président sortant - qui ne se représente pas -, a décrété trois jours de deuil national : "Le crime organisé est allé très loin, il devra en répondre avec tout le poids de la loi."

"Il s'agit d'un magnicide sans précédent dans l'histoire de l'Équateur, commente le site indépendant **Primicias**. Le pays suit le chemin de la violence, liée au trafic de drogue, qu'ont connue la Colombie et le Mexique." Enclavé entre la Colombie et le Pérou, principaux producteurs de cocaïne du monde, l'Équateur s'enfoncé depuis au moins cinq ans dans une spirale de violence qui semble imparable. Cette violence, qui avait commencé par des affrontements entre les forces de l'ordre et des groupes armés à la frontière de la Colombie, s'est étendue dans les prisons à travers les gangs financés par les cartels mexicains, ainsi que la mafia albanaise, et déborde aujourd'hui dans les rues du pays.

Dans une analyse récente, le site latino-américain transversal **Connectas** faisait ce bilan "paradoxal" : "En 2016, l'Équateur affichait le chiffre le plus bas d'homicides depuis le début du siècle, 959, ce qui en faisait l'un des pays les plus sûrs d'Amérique latine. Mais, en 2022, les assassinats atteignaient un triste record - 4 450." Un record qui devrait être largement dépassé cette année, avec près de 20 homicides par jour :

"Une descente aux enfers liée au trafic de drogue." **El Universo** poursuit : "Les mafias qui ont tué Fernando Villavicencio veulent semer la terreur dans le pays. Les réponses ne peuvent plus se contenter d'être tièdes,

les citoyens ne demandent plus de la fermeté, ils l'exigent en criant."

Qualifié par le site **El País América** de "journaliste de profession et homme politique par conviction", Fernando Villavicencio, 59 ans, avait été reporter d'investigation avant de se lancer dans la politique, jusqu'à être élu député en 2021 avant de se porter

"Les mafias veulent semer la terreur. Les réponses ne peuvent plus être tièdes, les citoyens exigent la fermeté en criant."

El Universo, QUOTIDIEN CONSERVATEUR

candidat à la présidence autour du mouvement centriste Construye ("Construis"). "Il avait fait campagne autour de la lutte contre les mafias et le trafic de drogue" et contre la corruption dans la classe politique. Il avait été récemment menacé de mort par l'un des chefs locaux du cartel mexicain de Sinaloa et arrivait, selon les sondages, en quatrième ou cinquième position du scrutin. Son mouvement a désigné pour le remplacer Christian Zurita, l'un de ses amis, également journaliste d'investigation.

Si l'on en croit les sondages, la gauche pourrait revenir au pouvoir avec cette élection du 20 août, derrière la candidate Luisa González, du parti de l'ex-président Rafael Correa (2007-2017), condamné pour corruption à huit ans de prison par contumace et réfugié en Belgique. Un second tour est prévu le 15 octobre.

—**Courrier international**

74 874

MAISONS ONT ÉTÉ RÉDUITES EN CENDRES par la junte birmane depuis son coup d'État en février 2021, rapporte **The Irrawaddy**. Les militaires visent avant tout les bastions de la résistance, qui contrôlerait près de la moitié du territoire birman. Aux abois, la junte n'a cessé d'intensifier sa répression, multipliant les bombardements aériens, les tirs d'artillerie et, donc, la destruction de villages.

d'un continent à l'autre.

afrique



Asie	12
Europe	14
Moyen-Orient...	18
Amériques.....	20
France	22

Algérie. Journalisme année zéro

Le Hirak, en 2019, a été un jaillissement démocratique qui a trouvé écho dans la presse algérienne. Mais désormais, la reprise en main du pouvoir va de pair avec une féroce répression des médias indépendants. Ce journaliste revient sur ce mouvement et la chape de plomb qui s'est abattue sous l'ère Tebboune.



—New Lines Magazine, extraits (Washington)

Il y a des moments dans l'histoire où les peuples se soulèvent et changent leur destin. Nous vivons un de ces moments", martèle Ihsane El-Kadi, directeur éditorial d'Interface Médias, dans la salle de conférences remplie à craquer de mes collègues – des journalistes de Radio M, de *Maghreb émergent* et du *HuffPost Algérie*, le noyau dur des médias francophones en ligne d'Algérie.

Nous sommes à la fin du mois de février 2019, deux jours après que des millions de protestataires ont déferlé dans les rues d'Alger pour renverser le

président Abdelaziz Bouteflika, à la dérive. Une déferlante qui se fera connaître sous le nom de Hirak ["mouvement", en arabe].

Ihsane El-Kadi embrasse du regard la salle de conférences. "Et ce moment changera pour toujours vos vies de journalistes", poursuit-il, gravement. N'importe quoi semble possible. Tout semble possible.

Aujourd'hui, plus de quatre ans plus tard, la place Maurice-Audin, épicerie du Hirak, n'a pas vu une manifestation en un an. À deux pas, le bâtiment haussmannien de six étages qui abritait nos bureaux est plongé dans le silence – comme s'il vivait dans une perpétuelle journée où rien ne se passe.

Pendant plusieurs années, son spacieux hall d'entrée et son escalier en colimaçon ont débordé d'activité du matin au soir. Toute cette effervescence a brutalement pris fin la nuit du 24 décembre 2022, quand des agents de sécurité ont arrêté El-Kadi à son domicile. Le lendemain, ils ont saisi les équipements de Radio M et mis les bureaux sous scellés.

Alors que, ces dernières années, le régime autoritaire a serré la vis sur l'Algérie, comme de nombreux journalistes, El-Kadi a été arrêté à plusieurs reprises pour être interrogé.

Puis, en avril 2023, il a écopé de cinq ans de prison pour "réception de fonds de l'étranger à des fins de propagande" et pour avoir accom-

pli "des actes susceptibles de porter atteinte à la sécurité et au fonctionnement normal des institutions". Ce verdict repose sur le fait qu'il a reçu

25 000 livres sterling [29 000 euros] de sa fille, qui vit au Royaume-Uni. Sa société a par ailleurs été fermée.

Les médias internationaux ont qualifié la fermeture de Radio M de "mort du dernier média libre d'Algérie".

Ses journalistes se sont alors regroupés dans un bureau

improvisé dans un café de l'autre côté de la place.

La "mort du dernier média libre". Voilà un titre percutant. Reste qu'à l'époque Radio M n'était pas le seul média indépendant du pays. Dans les années 1990, après trente ans de monopole d'État dans le secteur médiatique, l'Algérie a adopté une loi autorisant la création de journaux privés.

En très peu de temps, des dizaines de journaux à grand tirage ont vu le jour. Dans les années 1990 et 2000, *El-Watan*, *El-Khabar* et *Liberté* ont été à l'avant-garde des quotidiens indépendants. Leurs journalistes dénonçaient les manquements de l'État ; leurs talentueux dessinateurs ont acquis une grande



TÉMOIGNAGE

← Dessin de Cost
paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

notoriété ; leurs couvertures critiques envers le président ou la hiérarchie de l'armée sont aujourd'hui encore données en exemple dans des documentaires sur l'Algérie.

En 2011, dans le feu du "printemps arabe", le régime a pris conscience des effets des chaînes d'information par satellite, en particulier d'Al-Jazeera, sur l'opinion publique. Redoutant que des étrangers ne contrôlent le discours dominant, il a permis la création de chaînes de télévision privées locales. Mais, en raison de leur influence, elles sont restées dans le collimateur des autorités.

Moyens de pression. Au fil du temps, la plupart n'ont plus fait que retransmettre, plus ou moins subtilement, le discours du gouvernement. Certaines se sont encore efforcées, de temps à autre, de faire preuve d'indépendance ou d'esprit critique. Quelque temps du moins.

J'ai rencontré Ihsane El-Kadi pour la première fois en avril 2014. Assis face à moi, ce journaliste chevronné qui s'était fait un nom et une réputation d'esprit indépendant lors de la guerre civile, dans les années 1990, me présentait son nouveau projet : une édition algérienne du *HuffPost*.

À l'époque, faire un journal en ligne consistait à proposer un PDF à télécharger sur un site conçu pour des connexions bas débit. Cependant, comme le projet était purement numérique, El-Kadi pensait qu'il aurait davantage d'indépendance qu'un média traditionnel.

En Algérie, les journaux tirent la majorité de leurs revenus de la publicité pour des entreprises publiques. Un moyen de pression que les autorités ne se privent pas d'utiliser contre les médias trop critiques. Contrairement aux entreprises privées, les entités détenues par l'État passent par une agence publique qui répartit les annonces entre les journaux. Cette répartition se fait le plus souvent en fonction de leur loyauté, et en dépit de leur lectorat ou de leur tirage.

Autre moyen de pression : les imprimeries. L'État possède la plupart d'entre elles et le gouvernement peut purement et simplement décider qu'un journal ne sera pas imprimé aujourd'hui si quelque chose ne lui plaît pas dans l'édition du jour. *El-Watan* et

El-Khabar, qui étaient à eux deux propriétaires de la seule imprimerie privée, ont pu conserver leur indépendance sur ce plan.

Par nature, les *pure players*, ces journaux qui n'existent qu'en ligne, échappent à cette pression par le truchement de l'imprimeur. Cependant, la loi leur interdisant de publier des annonces pour des entreprises publiques, ils ont moins de revenus. L'un dans l'autre, comme leurs coûts sont également moindres, ils conservent tout de même une plus grande liberté.

Plus important encore que la publicité ou les frais d'impression, un petit bouleversement technique a rendu possible l'aventure d'El-Kadi : l'avènement de la 3G, arrivée dans le pays en 2013. Une petite révolution numérique a secoué le domaine de l'information.

Un an avant le lancement du *HuffPost Algeria*, El-Kadi a créé Radio M, une radio Internet qui parle politique, sport, économie.

Sous Bouteflika, les sites d'information conservaient plus de liberté que les journaux imprimés.

Financée par des investisseurs privés et animée par des journalistes de haute voltige, elle a attiré des dizaines de milliers d'auditeurs d'Algérie et d'ailleurs, pour ne pas tarder à devenir le plus grand et le plus influent média numérique du pays. Ambitieuse, la radio s'est attaquée à des sujets que d'autres considéraient comme tabous ou dangereux.

Nous avons lancé le *HuffPost Algeria* en mai 2014, Bouteflika venait de s'assurer un quatrième mandat lors d'un simulacre électoral. L'AVC qui l'avait frappé un an plus tôt l'avait laissé incapable de parler et de marcher.

Vissé à son fauteuil roulant et caché du public, il a continué de servir de façade au régime pendant les cinq années qui ont suivi. Son entourage politique s'est davantage appliqué à se remplir les poches qu'à gouverner, situation qui a prêté le flanc aux critiques des partis d'opposition et de la société civile, mais n'a donné lieu à aucune protestation dans la rue.

Au fil des quinze années de règne de Bouteflika, les cours du

pétrole se sont maintenus à des niveaux record, ce qui l'a préservé des enquêtes et des critiques. Le président n'avait pas encore épuisé tout son crédit politique.

D'une certaine manière, ce crédit politique nous a protégés : les autorités ont rarement jugé nécessaire de s'en prendre à nos libertés. Nous avons pu accomplir notre travail plus ou moins sans être inquiétés.

Je n'ai jamais eu le sentiment de vivre dans une démocratie, mais la réalité de la dictature était comme en suspens : il n'y avait pas trop de journalistes en prison, il n'y avait pas trop de personnes envoyées derrière les barreaux à cause de leurs opinions.

S'il arrivait que la réalité trouble violemment ce calme – en 2016, le journaliste et blogueur Mohamed Tamalt est mort en prison alors qu'il purgeait une peine de deux ans pour offense au président –, la situation s'était suffisamment détendue pour qu'*El-Watan* ou *El-Khabar* puissent dénoncer des scandales de corruption des premières années de l'ère Bouteflika.

Si les médias numériques se sont multipliés, la plupart ont fait long feu faute de modèle économique viable, mais aussi par manque d'ambition dans cet environnement trouble des dernières années Bouteflika.

C'est dans cet environnement, en février 2019, que le régime a annoncé que Bouteflika se présenterait à un cinquième mandat. En quelques jours, il est devenu évident que quelque chose couvait.

De petites manifestations se sont formées, des vidéos débordantes de colère ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux. Des appels à descendre dans la rue le 22 février ont été lancés.

Les yeux grands ouverts. Cet après-midi-là, juste après la prière du vendredi, j'étais sorti. Les gens affluaient dans les rues par centaines et n'ont pas tardé à être des milliers. J'ai pris mon téléphone et lancé un direct sur Facebook. De plus en plus de personnes sont arrivées en criant des slogans et en brandissant des bannières. L'ampleur du mouvement qui était en train de naître était alors inconcevable.

Les manifestants ont continué de progresser vers les portes du palais présidentiel, à Alger, avant

d'être repoussés par des policiers en tenue antiémeute qui les arrosaient de gaz lacrymogène.

Notre destin d'Algériens, notre destin de journalistes, était sur le point de basculer. Notre mission est redevenue palpitante – plus que palpitante, même, elle était devenue vitale.

Durant le mouvement de 2019, notre mission (de journaliste) était devenue vitale.

Les manifestations sont devenues hebdomadaires, et nous marchions des kilomètres et des kilomètres pour les couvrir. Une ou deux fois, je suis rentré à la rédaction trempé jusqu'aux os à cause des canons à eau ou avec une seule chaussure, après avoir perdu l'autre dans une bousculade.

Avec les protestations qui ne faiblissaient pas et tous les événements autour du HIRAK – grèves, meetings, prises de position et changements de camp des figures politiques –, nous n'étions jamais à court de sujets à traiter. Parmi mes collègues de gauche, les plus anciens se plaisaient à répéter cette citation attribuée à Lénine : "*Il y a des décennies où rien ne se passe et des semaines où il se passe des décennies.*"

Avec le monde qui nous regardait, il est devenu pour moi difficile de conserver la "neutralité" imposée au journaliste. Comment rester neutre quand on a devant soi un peuple qui se bat pour la liberté, la justice, la dignité ? Je suis toujours incapable de conserver cette neutralité, mais j'ai fait la paix avec l'impossibilité d'être objectif dans de pareilles circonstances.

À la place, je me suis concentré sur l'obligation journalistique de documenter tous les aspects de l'histoire qui se déroulait sous mes yeux. Il n'était pas difficile de rendre compte des slogans créatifs, des chansons poignantes, des scènes de rue magnifiques dont j'étais le témoin. Il n'était en revanche pas facile d'écrire sur certaines vérités inconfortables.

Nombre de journalistes, dont j'étais, se sont heurtés à des réactions agressives en ligne après avoir évoqué une diminution du nombre de manifestants, des problèmes de harcèlement sexuel

ou d'autres aspects problématiques du HIRAK. Il est même arrivé que des journalistes se fassent huer, agresser physiquement ou expulser d'une manifestation. Ces incidents ont renforcé ma détermination à rester sur le terrain et à garder les yeux grands ouverts – tant pour le mouvement que pour mon travail.

Après quelques semaines de violentes protestations de la rue, Bouteflika a été contraint de démissionner. Un temps, j'ai cru que notre pays s'était engagé sur une voie meilleure. Ce jour-là du mois de février de 2019, dans la salle de conférences, le discours d'El-Kadi vibrerait, porté par la possibilité d'un État de droit, d'un équilibre des pouvoirs, d'une meilleure gouvernance. Tout cela semblait désormais possible.

L'énergie de la rue avait donné un nouveau souffle aux partis politiques et à la société civile. Plusieurs groupes ont lancé des initiatives politiques et des propositions pour donner au HIRAK de l'élan et une stratégie. Mais aucun n'avait la volonté politique d'aller au-delà des théories et des idées sur le papier, aucun n'avait les compétences nécessaires pour le faire.

Voix du HIRAK. De leur côté, les autorités continuaient à vouloir organiser des élections le plus tôt possible pour remplacer Bouteflika et rafistoler la façade civile de ce gouvernement manœuvré par les militaires.

Un objectif que les médias pro-régime ont bien compris. S'ils avaient couvert les manifestations et l'actualité du HIRAK, peu après le départ de Bouteflika, ils ont entièrement cessé de le faire.

Désireux de combler ce vide, Radio M a mis les bouchées doubles pour couvrir les activités du HIRAK, ce qui lui a valu le surnom de "voix du HIRAK" – pour le meilleur et pour le pire. Si certains journaux ont continué de parler du mouvement, Radio M était un des rares médias à diffuser des contenus audiovisuels. Elle était les yeux et les oreilles de la nation sur le terrain. L'audience a explosé, avec 250 000 abonnés sur YouTube et des vues atteignant les 55 millions.

Au début de l'année 2020, l'armée avait assis à la présidence Abdelmadjid Tebboune. Le pouvoir militaire, sous → 10

↳ Dessin de Kianoush,
Iran.



9 ← la pression de la rue, avait contraint Bouteflika à démissionner, mais il avait réussi à imposer son grand favori à la présidentielle, une figure à mille lieues des réformes que réclamaient les manifestants. Les protestations se sont poursuivies, avec de moins en moins de manifestants, jusqu'à ce que la pandémie de Covid-19 y mette un terme.

Cependant, quand le Covid est arrivé, les autorités en ont profité pour se lancer dans une vive campagne de répression contre les médias. Elles ont jeté en prison des dizaines de militants et promulgué de nouvelles lois pour limiter les libertés fondamentales – liberté d'expression, de réunion, sécurité.

Atmosphère suffocante. Elles ont aussi élargi la définition, dans le Code pénal, de ce qu'est un "acte terroriste" pour y inclure le fait d'"œuvrer ou inciter, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels".

Le but manifeste de cette ordonnance à la formulation vague était de criminaliser rétroactivement les activités du Hirak et toute initiative politique future.

Entre-temps, *El-Watan* s'est trouvé confronté à une crise financière. Ses journalistes ont fait grève pendant des mois. Finalement, après avoir été sauvé grâce aux recettes des publicités d'entreprises publiques, le journal a changé de ton, et ses lecteurs l'ont perçu. De son côté, *El-Khabar* a mis de l'eau dans son vin. Quant à *Liberté*, le journal a été fermé par son patron, magnat des affaires, qui venait de purger une peine de prison pour des infractions fiscales.

Les confinements et le durcissement de l'autoritarisme du régime ont formé un étrange cocktail. L'atmosphère est devenue suffocante.

L'Algérie s'est transformée en un pays où les propos du président, pourtant si faciles à démonter, ne se heurtaient à aucune contradiction et se retrouvaient imprimés tels quels sur les couvertures

de journaux complaisants, pendant que les médias indépendants subissaient une pression extrême et étaient fermés les uns après les autres. Dans pareilles conditions, que reste-t-il du plaisir du journalisme ?

Un autre point sur les régimes autoritaires : on est comme intoxiqué lorsqu'on vit sous un tel régime. Les choses deviennent floues, confuses. De loin, il est facile de voir clairement qu'il s'agit d'une dictature.

Le Hirak a, brièvement, élargi le champ des possibles pour l'Algérie.

Nous discernons clairement les abus en Égypte, au Maroc ou, plus récemment, en Tunisie : des gouvernements autoritaires se servent de méthodes arbitraires pour réduire au silence les voix critiques, les opposants politiques et les journalistes. Mais quand les mêmes choses se produisent dans

votre pays, une partie de votre cerveau tente de les rationaliser.

On en arrive à se demander s'il n'y a pas une part de vérité dans les accusations du régime. On se surprend à douter et on se déteste pour cela, car le reste du cerveau sait pertinemment que ces personnes sont prises pour cibles parce qu'elles ont osé exprimer leur opinion. Mais on hésite, et on ne parle presque jamais de "dictature". Comme si une dictature devait arrêter un journaliste chaque jour pour mériter son nom.

Nous avons affronté cette première phase de léthargie sous Bouteflika en écrivant des articles sur les trains qui arrivent à l'heure, mais avec l'autoritarisme de l'ère Tebboune, le pays a vécu au son d'un disque rayé. Nous avons l'impression que, quoi qu'il puisse arriver, les choses reviendraient toujours à la case départ avec, parfois, cette douleur supplémentaire d'apprendre que de nouvelles personnes avaient été envoyées en prison pour leurs opinions. Dans ce contexte, comment un journaliste peut-il encore se rendre utile ?

L'autoritarisme sape les outils mêmes qui permettent à un gouvernement de mieux comprendre et gouverner une société, en premier lieu la liberté de la presse. Il alimente les forces régressives au sein d'une nation, il les incite à se manifester et à suivre les pires instincts.

Dans ces moments où une société en a assez et se soulève pour changer son destin, ses chances de réussite sont minces si elle ne possède pas de médias libres ou si ceux-ci sont fragilisés, car le régime peut utiliser les courants réactionnaires pour contrer la dynamique révolutionnaire.

Comme des mouvements similaires ailleurs dans la région, le Hirak a échoué parce qu'il ne disposait pas de leadership politique et d'une société civile suffisamment forte pour traduire le soulèvement de la rue en un projet politique réalisable.

Quoi qu'il en soit, le Hirak a, brièvement, élargi le champ des possibles pour l'Algérie. Après son échec, un espace comme celui de Radio M a continué d'agrandir l'horizon, du moins pour les journalistes, du moins pour un temps. Il nous a montré qu'il était possible de chercher la vérité et de documenter ces années "où rien ne se passe".

La tâche est peut-être lassante, certes, mais elle est loin d'être inutile. Elle sert à préparer le prochain moment de l'histoire où la société se soulèvera.

—Hamdi Baala,
publié le 6 juin

SOURCE



NEW LINES MAGAZINE

Washington, États-Unis

newlinesmag.com

Créé en 2020, ce site installé à Washington émane du think tank américain Newlines Institute for Strategy and Policy. Le rédacteur en chef du site, Hassan Hassan, grand spécialiste de l'état islamique, n'est autre que le directeur du think tank. Au départ consacré au Moyen-Orient, *New Lines Magazine* a rapidement élargi son spectre. Il se présente aujourd'hui comme un "magazine local sur l'actualité mondiale".

NIGER

Menaces, sursis et trahison

Alors que la Cedeao a reporté l'intervention militaire et a mis ses forces "en attente", la junte au pouvoir depuis le 26 juillet vient d'annoncer sa volonté de poursuivre le président Bazoum pour "haute trahison".



✍ Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.

Négociations

LES RELIGIEUX FONT PLIER TIANI

●●● Resté sourd, jusque-là, aux appels à dialoguer, le chef de la junte nigérienne, le général Tiani, s'est dit ouvert à la négociation à l'issue d'une rencontre, le 13 août, avec des dignitaires religieux nigériens. "Après la colère, les sanctions, la menace d'employer la force, voici venus les prêches et les wazou [prêches musulmans] pour le Niger", rapporte le quotidien burkinabè **L'Observateur Paalga**. À l'inverse des émissaires de la Cedeao, éconduits sur le tarmac, les dignitaires musulmans nigériens qui se sont rendus à Niamey le 13 août ont été accueillis par le général Tiani. Cette délégation d'oulémas était composée d'une dizaine d'"érudits de diverses sectes islamiques du pays", selon **The Guardian Nigeria**. À leur retour au Nigeria, ces oulémas devaient rencontrer le chef de l'État, Bola Tinubu, aussi président de la Cedeao, pour "lui faire comprendre que la guerre n'est pas une option pour résoudre le problème". D'autres voix au sein de l'espace Cedeao (oppositions politiques, parlementaires, organisations de la société civile) ont exprimé leur refus d'un recours à la force.

de valider leur démarche, et à l'ONU de la soutenir", poursuit *Le Soir*. "Autrement dit, en attendant que ces lourdes instances multilatérales prennent une décision, il reste un peu de marge" – même si elle devient "de plus en plus mince".

Cette "marge", c'est la solution diplomatique, en laquelle veut toujours croire le président nigérien, Bola Tinubu – qui assure aussi la présidence tournante de la Cedeao –, alors que la junte militaire "a jusqu'à présent éconduit toutes les missions de médiation dépêchées" par l'organisation régionale, remarque *ActuNiger*. Peu avant l'ouverture du sommet, le président Tinubu a réaffirmé que "le dialogue et les négociations diplomatiques" devaient être "le socle" de l'approche de l'organisation.

Essentiel Sahel. Des déclarations "suggérant fortement, selon les experts, que le groupe est réticent à partir en guerre", écrit **The Guardian**. Pour le titre britannique, "les messages contradictoires de la Cedeao ne rassureront guère les analystes, observateurs et puissances internationales, inquiets de la perspective d'un conflit chaotique au cœur d'un Sahel profondément troublé et stratégiquement essentiel".

La Cedeao et Bola Tinubu avaient été prompts à condamner le coup d'État et à brandir la menace d'une intervention militaire rapide en cas de maintien au pouvoir des putschistes. "Mais les difficultés pratiques et le coût d'une telle intervention, le soutien du Mali et du Burkina Faso au nouveau régime de Niamey, ainsi que l'inquiétude des autres membres de la Cedeao, semblent s'être combinés pour suggérer une nouvelle approche", analyse le quotidien.

Dans un éditorial, le titre burkinabè **Le Pays** juge que "les têtes couronnées" de la Cedeao devraient "éviter de donner le sentiment d'être ce syndicat de chefs d'État voulant sauver à tout prix le "soldat" Bazoum. Et ce dans le but inavoué de chercher à protéger leurs propres fauteuils."

"Car, après le Mali, la Guinée, le Burkina Faso et maintenant le Niger, le constat est que la menace du pouvoir kaki s'étend de plus en plus dans l'espace Cedeao, constate le quotidien. Et cette résurgence des coups d'État en Afrique de l'Ouest, parfois dans l'indifférence totale des populations, si ce n'est avec

C'est par un communiqué de presse lu à la télévision nationale, dans la nuit du 13 août, que la junte a annoncé la nouvelle. "Le gouvernement nigérien a réuni à ce jour les preuves pour poursuivre devant les instances nationales et internationales compétentes le président déchu et ses complices locaux et étrangers, pour haute trahison et atteinte à la sûreté intérieure et extérieure du Niger", a affirmé le colonel Amadou Abdramane,

porte-parole du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, à la tête du pays depuis le coup d'État du 26 juillet.

Il déplore par ailleurs l'attitude du président déchu, qui clame haut et fort être séquestré alors que, dit-il, "les militaires n'ont jamais investi sa résidence présidentielle. Il dispose encore de tous les moyens de communication. [...] Mohamed Bazoum reçoit régulièrement la visite de son médecin. Et aux dernières nouvelles, sa famille et lui se portent à merveille."

En clair, la junte annonce sa volonté de poursuivre le président

Mohamed Bazoum pour haute trahison. Les putschistes lui reprochent notamment des "échanges" avec des "chefs d'État étrangers" et des "responsables d'organisations internationales". Le président déchu est retenu par la junte dans le palais présidentiel depuis le coup d'État.

Une annonce faite alors que plane sur le Niger une menace d'intervention militaire des pays de la Communauté économique des États de

l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), rappelle le site burkinabè **Lefaso.net**. Ce sont précisément ces sanctions qui ont été jugées dans le même communiqué "illégales, inhumaines et humiliantes" par le régime dirigé par le général Abdourahmane Tiani. De fait, les voisins du Niger qui s'opposent à ce coup de force lui ont coupé tout approvisionnement en produits pharmaceutiques, denrées alimentaires et courant électrique.

Pour l'heure, même si les sanctions s'exercent bel et bien et que les bruits de bottes se

rapprochent de Niamey, la Cedeao n'a pas été jusqu'à lancer l'intervention militaire qu'elle agitait comme un épouvantail depuis le renversement du président nigérien, Mohamed Bazoum, par les militaires, le 26 juillet. Mais les pays du bloc ont "décidé de montrer leurs muscles, de hausser le ton et le degré de la menace", estimait **Le Soir**, depuis la Belgique, à l'issue de la réunion de l'organisation, le 10 août.

Les forces sont donc "en attente". Ce sont les mots employés dans la déclaration des pays membres de l'organisation. Ceux-ci ont ordonné "au comité du chef d'état-major de la défense d'activer immédiatement la force en attente de la Cedeao avec tous ses éléments", afin de "rétablir l'ordre constitutionnel en République du Niger", rapporte **ActuNiger**.

On ignore le calendrier et le lieu exacts du déploiement de cette "force", "qui devrait être principalement composée de troupes nigérianes, mais aussi sénégalaises", précise le quotidien burkinabè **Wakat Séra**.

Les chefs d'État "ont aussi pris soin de demander à l'Union africaine





asie



KON IMAGES

✎ Dessin de **Carolina Rodríguez Fuenmayor**, Colombie.

aux mesures draconiennes mises en place pour lutter contre le Covid mais aussi au stress intense des grandes villes. L'atmosphère de Dali invite en effet à la comparaison avec la Californie – ou du moins la Californie telle que se l'imaginent les Chinois.

Nichée entre les montagnes et les lacs de la province du Yunnan, Dali est l'ancienne capitale d'un royaume indépendant, et son influence culturelle remonte au VIII^e siècle. Les pagodes, les temples et la vieille ville ont été préservés pendant des centaines d'années, et le cachet de cette région est encore rehaussé par le panorama sur les monts de Cangshan, à l'ouest, et le lac Erhai, vers l'est.

Fuir la pression. Ses paysages naturels et son architecture ancienne en ont fait un point de ralliement des routards et des touristes depuis les années 1980. La popularité de la ville auprès des visiteurs étrangers et la culture du cannabis dans la province du Yunnan (qui a dopé le marché local de la marijuana jusqu'à ce que les autorités commencent à sévir dans les années 2000) ont contribué à sa réputation de permisivité et de liberté.

Ajoutez à cela un secteur de la tech en pleine expansion et un climat doux, et vous comprenez ce qui a conduit les habitants de Dali à rebaptiser leur ville "Dalifornia".

Wang, qui a entendu cette chanson pour la première fois après s'être installé à Dali en 2020, l'a tellement aimée qu'il a recruté deux amis pour taguer "Dalifornia" sur un mur abandonné de la ville.

"Quand le Covid a débarqué, c'était comme si le monde entier avait changé", raconte Wang, qui a fermé sa start-up à Shenzhen avant de s'installer ici. "Dali était un peu le dernier bastion des idéalistes, le seul endroit où j'avais l'impression de pouvoir respirer librement."

Cet engouement pour Dali s'explique également par un rejet culturel plus large de la pression professionnelle et sociale qui pèse sur les habitants des grandes villes. Ces dernières années, le découragement a gagné les salariés chinois à cause de la stagnation de l'économie et du manque de perspectives professionnelles. La pandémie n'a rien arrangé.

Joyce Zhao a 33 ans. Cette créatrice de bijoux a quitté Pékin pour Dali en février avec son mari et son chien. L'atmosphère détendue lui rappelle la Californie, qu'elle a visitée plus jeune – mais elle reste surprise par le nombre de jeunes qui n'ont aucune envie de travailler.

"À Pékin, où que vous alliez, la ville bourdonne d'activités et de nouvelles idées. Mais ici, dans les cafés et les bars, vous verrez une majorité de gens oisifs, des pros du tanguing", explique Zhao en utilisant cette expression chinoise (littéralement : "s'allonger à plat") qui décrit une volonté d'en faire le moins possible.

Cette envie de s'extraire du tourbillon de la vie professionnelle transparait dans le succès de *Meet Yourself*, une série chinoise sortie en janvier qui a réuni des milliards de vues dès les premiers mois. Dans cette série de 40 épisodes, une femme ambitieuse en burn-out quitte Pékin pour s'installer à Dali. Elle va trouver l'amour dans la personne d'un jeune homme qui a quitté un travail très bien payé pour rentrer chez lui.

"Quand le Covid-19 a débarqué, Dali était un peu le dernier bastion des idéalistes."

John Wang,
ENTREPRENEUR DE LA TECH

Le succès de *Meet Yourself* a donné naissance à une nouvelle forme de tourisme, et les amateurs de la série ont rempli les boutiques et les rues de Dali dès l'arrêt des mesures de confinement liées à la pandémie. Selon les médias chinois, à l'occasion du Nouvel An chinois, 4,24 millions de personnes sont venues à Dali, soit une augmentation de 219 % par rapport à l'année dernière.

Zhang Shijian, propriétaire d'une agence immobilière à Dali, affirme que les demandes de location ou d'achat ont doublé depuis la fin des restrictions en décembre dernier. Il en compte désormais cinq ou six par jour. Il s'agit surtout de jeunes amateurs de *tanguing*, car le chômage chez les jeunes en zone urbaine bat désormais des records.

Dali est également devenu une destination prisée pour le

Chine. La Dalifornie, fragile paradis

Située dans le sud-ouest du pays, Dali attire de plus en plus de jeunes Chinois, séduits par son cadre idyllique. Ce havre de paix est pourtant menacé.

— **Los Angeles Times,**
extraits (Los Angeles)

Chaque fois que John Wang entend *Hotel California*, des Eagles, il ne peut s'empêcher de fredonner la chanson. Mais pour le refrain, cet entrepreneur de la tech de 40 ans et ses amis préfèrent entonner en chœur "Welcome to the Hotel Dalifornia".

Cette chanson revisitée est une ode à Dali, une ville de 774 000 habitants du sud-ouest de la Chine. Depuis trois ans, l'endroit accueille nomades numériques et salariés au bout du rouleau qui cherchent à échapper

↓ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.

télétravail. Dans les six premiers mois de 2022, sur l'équivalent chinois d'instagram, Xiaohongshu, les recherches sur "nomades numériques" ont explosé, avec une augmentation de 650 %. Les posts expliquant comment travailler à distance ont été vus plus de 22 millions de fois.

Wang Ruoxi, étudiante de 19 ans à Guangzhou, avait déjà passé des vacances à Dali. Le souvenir des paysages magnifiques et les messages sur les réseaux sociaux sur les prix imbattables des loyers l'ont convaincue. Après un mois à vivre sous le ciel bleu, avec la vue sur le lac et les montagnes tous les jours, Wang a pris sa décision, elle sera nomade numérique. "Vivre à Dali a été une expérience précieuse. Mes projets d'avenir en ont été bouleversés", assure-t-elle.

À Dali, l'afflux de nomades numériques et de travailleurs de la tech a donné naissance à une petite communauté locale spécialisée dans le Web3, un concept à la mode qui désigne une version décentralisée d'Internet fondée sur la blockchain, la technologie derrière de nombreuses cryptomonnaies. L'année dernière, des habitants ont organisé une conférence sur le Web3 appelée "L'été des chats sur les tuiles", une référence aux statues animalières qui décorent les toits de la ville.

Zhao Huiling, une jeune femme de 33 ans, investisseuse en capital-risque dans le domaine des cryptomonnaies à Shanghai, est tombée amoureuse de Dali après avoir assisté à la conférence en août. Elle et son mari ont déménagé un mois plus tard

Les espaces de travail pour les nomades numériques se sont multipliés dans la ville.

pour ouvrir un restaurant d'inspiration méditerranéenne qu'ils ont baptisé Dalia. Les espaces de travail pour les nomades numériques se sont depuis multipliés, dont un dans la rue du restaurant, appelé Web Playground.

Si elle est ravie d'entendre les habitants échanger sur la blockchain et les cryptos, Zhao reste réservée. Depuis qu'elle a été témoin de l'afflux de touristes au moment du Nouvel An chinois, elle redoute que cette vague de nouvelles arrivées ne vienne épuiser les ressources de la ville. "J'ai l'impression que Dali est en train d'atteindre ses limites. J'espère juste que tous les gens, les projets ou les capitaux qui vont arriver à Dali permettront une croissance durable de la ville."

Shi Beichen, un consultant en stratégie de marques de 38 ans, qui s'est installé à Dali en mars 2022, a remarqué que les prix des loyers et de l'alimentation avaient augmenté depuis qu'il a décidé de s'installer ici définitivement. Mais il compte sur un afflux de télétravailleurs et de travailleurs indépendants pour développer le pôle technologique et les entreprises.

"Dali a besoin de sang neuf, estime Shi. Parce qu'en dehors de l'agriculture et du tourisme, Dali n'a pas d'autres industries." Pour Shi, les nombreux événements organisés et les feux de camp où les gens chantent, discutent et

boivent de la bière reproduisent l'énergie des débuts de la Silicon Valley, même si c'est à une plus petite échelle. Mais l'ouverture relative de Dali ne suffit pas à rassurer les nouveaux venus sur la pérennité de sa liberté d'innovation.

L'idéologie politique s'est durcie sous le président chinois Xi Jinping. Des fleurons de l'industrie et des entreprises prospères ont ainsi été accusés de ne pas servir les intérêts du Parti communiste. En 2020, la reprise en main politique par des moyens réglementaires qui avait commencé par la mise sous tutelle de l'empire de Jack Ma, fondateur d'Alibaba, s'est étendue au secteur du numérique. Les autorités chinoises ont également interdit les cryptomonnaies en 2021, par crainte de les voir déstabiliser l'équilibre financier du pays.

Les autorités veillent. Cette méfiance à l'égard des nouvelles technologies a également eu raison de la conférence sur le Web3 de l'année dernière, selon John Wang, l'apprenti graffeur qui était l'un des organisateurs. Les autorités locales ont annulé l'événement au nom des restrictions sanitaires, mais comme les participants se retrouvaient dans des lieux plus petits, la police faisait régulièrement des contrôles pour vérifier qu'il n'y avait pas de cryptos ou de drogues.

Certaines des start-up de ses amis ont été perquisitionnées et leurs téléphones portables confisqués provisoirement, raconte Wang. Un mois après la conférence, il quittait Dali pour Chiang Mai, en Thaïlande, une autre destination prisée des travailleurs nomades. Il n'a pas l'intention de rentrer en Chine et a même fait venir son chien.

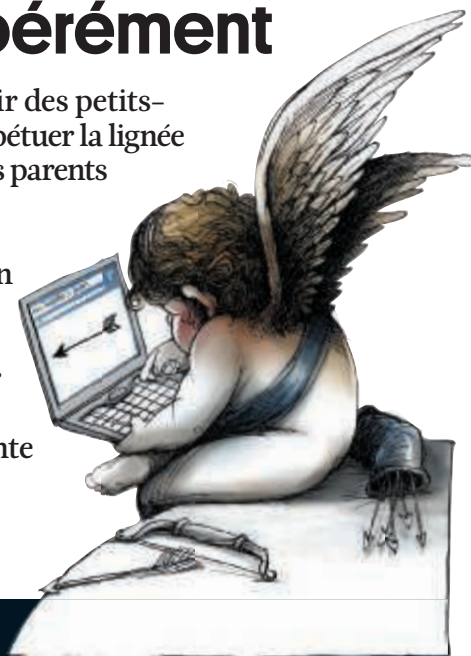
"Beaucoup de gens ont quitté les grandes villes pour s'installer à Dali. Une fois sur place, ils sont ravis. Les montagnes, les lacs, l'ambiance, tout est génial. Ils sont heureux de pouvoir retrouver des gens avec la même mentalité, dit-il. Mais ensuite, on voit les contrôles sanitaires et l'annulation de certains événements... et c'est là qu'on se rend compte que Dali n'est pas vraiment la Dalifornie."

—Stephanie Yang et David Shen, publié le 15 mai

SOCIÉTÉ

Recherche gendre désespérément

Impatients d'avoir des petits-enfants et de perpétuer la lignée familiale, certains parents chinois utilisent des applications de mise en relation pour organiser des premiers rendez-vous pour leurs enfants célibataires, raconte Rest of World.



Sur les applications telles que Perfect In-Laws, des parents chinois mettent en avant leurs enfants célibataires en indiquant leurs diplômes, leurs revenus et leurs biens immobiliers. Lorsqu'une compatibilité entre deux profils est établie, les parents se parlent d'abord entre eux. Certains affirment ne vouloir que des femmes vierges pour leurs fils.

Bien que les mariages arrangés soient devenus plus rares en Chine, un nouveau marché s'est développé : celui des applications destinées aux parents pour organiser les premiers rendez-vous de leurs enfants.

Wang Xiangmei est à la recherche du mari idéal pour sa fille, à l'aide de trois applications différentes. Sur celles-ci, explique le média en ligne Rest of World, elle détaille ses exigences : "Il doit être diplômé, mesurer au moins 173 centimètres, avoir 33 ans maximum, venir d'une famille aimante et avoir un bon caractère."

Si cette ouvrière à la retraite met autant d'énergie dans ses recherches, c'est notamment pour pouvoir s'occuper de ses futurs petits-enfants, tant qu'elle en a encore la force. Et pour "trouver quelqu'un avant que tous les hommes décents ne soient comparés par les autres femmes".

Mais cette quête a un coût. En effet, les utilisateurs doivent

payer un abonnement pour consulter les profils et accéder aux informations de contact. L'abonnement de base à l'application Perfect In-Laws, par exemple, coûte 1 299 yuans (164 euros). "Pas de date d'expiration tant qu'il n'y a pas de mariage", peut-on notamment lire dans les conditions d'abonnement.

Conflits. Comme elle, de nombreux parents se sont tournés vers ce genre d'application, parfois sans le consentement de leur enfant, pour trouver la perle rare. Car, comme le rappelle Rest of World, "le taux de mariages diminue et les parents mettent de plus en plus la pression à leurs enfants – souvent leur seul à cause de la politique de l'enfant unique – pour qu'ils se marient, aient des enfants et perpétuent la lignée".

En outre, les conflits suscités par ces applications révèlent le fossé qui se creuse entre la vision du mariage qu'ont les jeunes et celle de leurs parents. "Les parents essaient de contrôler le processus de sélection selon des critères matériels", déplore auprès du site Kailing Xie, maître assistant à l'université de Birmingham, qui travaille sur le mariage et les questions de genre en Chine, "alors que la jeune génération se préoccupe davantage de compatibilité émotionnelle".—



BA. Bangladesh BH. Bhoutan
KI. Kirghizistan LA. Laos
CDN Corée du Nord PA. Pakistan
KA. Kazakhstan VI. Vietnam

COURRIER INTERNATIONAL



europe

Belgique. Une nuit avec les brigades anti-SUV

Pour dénoncer les répercussions écologiques des *sport utility vehicles*, les militants de Tyre Extinguishers dégonflent leurs pneus à la nuit tombée et laissent ce message : “Attention ! Votre SUV tue.” Un journaliste a suivi quatre d’entre eux lors d’une expédition à Gand.



IKON IMAGES

—Knack (Bruxelles)

Au douzième coup de minuit, aux abords de la gare Saint-Pierre de Gand, l’éclairage public s’éteint. Une surprise pour les quatre militants de Tyre Extinguishers, qui ne s’attendaient pas à ce geste écologique de la part de l’administration communale. Mais tant mieux pour leur mission et pour leur sécurité. Il est vrai que l’obscurité sied particulièrement bien aux foudrards et aux cagoules noirs : sur les images des caméras de surveillance, on ne verra que des silhouettes. Heureusement pour eux, car ils ont des choses à cacher. Il n’y a rien d’innocent à dégonfler les pneus de véhicules en stationnement. “Nous

risquons une sanction administrative communale, mentionne Stephan. *Au pire, une détention administrative. Mais le plus grand risque est ailleurs.*”

Le vrai risque vient des riverains éveillés. La répétition générale, orchestrée début janvier, a ainsi été interrompue lorsqu’un témoin furieux a crié depuis sa fenêtre qu’il allait descendre pour leur donner une bonne leçon. La confrontation violente est bien la dernière chose que recherchent les Tyre Extinguishers, ou dégonfleurs de pneus.

Jusqu’à présent, tout s’est toujours déroulé sans violence, y compris lors de l’opération qui a fait connaître le collectif

cette année en Belgique. La nuit du jeudi au vendredi 31 mars, à Bruxelles et à Gand, ils ont dégonflé pas moins de 191 pneus de SUV. Le matin, les propriétaires ont retrouvé leur voiture légèrement penchée avec un autocollant sur leur pare-brise : “Attention ! Votre SUV tue.”

Un avertissement qui figure en introduction du manifeste, téléchargeable en quatorze langues.

Le collectif Tyre Extinguishers, fondé début 2022 au Royaume-Uni, jouit d’une certaine popularité. Ces derniers mois, des SUV en ont fait les frais au Canada, aux États-Unis, en Suède, en Italie, en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, en

Suisse, en France et en République tchèque. “Ne le prenez pas personnellement”, dit le manifeste. S’ensuit un réquisitoire contre les *sport utility vehicles*, dans lequel leurs fortes émissions de CO₂ et le danger qu’ils représentent pour les piétons et cyclistes sont notamment soulignés. Bon nombre de propriétaires se sont pourtant bien sentis visés personnellement et les actions précédentes ont donné lieu à une salve de messages vindicatifs sur les réseaux sociaux. “Brisons-leur les rotules”, a-t-on pu lire sur Twitter.

“**Lutte plus vaste**”. La fois dernière, ils avaient pu former deux équipes. Cette fois-ci, seuls quatre activistes ont répondu à l’appel, à peine assez pour une équipe. Ce sont des hommes, dans la trentaine et dans la quarantaine. Stephan, Dirk, Marc et Matthias : des pseudonymes imaginés dans le café où nous nous étions donné rendez-vous. Parmi eux, nous retrouvons un fonctionnaire, un membre du personnel soignant, un agriculteur bio et un informaticien. Leurs principes et leurs motivations personnelles s’entrecroisent. Matthias vit avec ses enfants dans un quartier où véhicules tout-terrain et pick-up rendent les rues dangereuses. Et ce seront ces enfants qui paieront bientôt la facture du réchauffement climatique, ajoute Dirk.

Les quatre partagent une même déception face aux résultats relativement faibles des actions douces en matière de climat. “À quoi ont abouti les marches pour le climat ? demande Dirk. *La droite nous rit au nez !*” Autour de la table, les participants comptent de nombreuses années de militantisme. Matthias s’est rendu plusieurs fois en Allemagne pour défendre des villages et des bois contre l’ouverture de mines de charbon et d’aéroports. “C’est très inspirant, témoigne-t-il. Les militants viennent de toute l’Europe. J’y ai appris l’importance de combiner les méthodes. Les plus douces, comme les manifestations, mais aussi les plus dures, comme celles des Tyre Extinguishers.”

Il va sans dire qu’ils ont déjà participé à des actions d’Extinction Rebellion. Ils se disent tout à fait favorables aux blocages de carrefours ou d’autoroutes pour dénoncer notre addiction

aux carburants fossiles. “Mais Tyre Extinguishers est un mouvement distinct, précise Stephan. *Extinction Rebellion prend même ses distances par rapport à nos actions. Le dégonflage de pneus ne correspond pas à leur vision de la non-violence.*”

En ce qui les concerne, ils trouvent leur mode d’action plutôt inoffensif. “Nous n’utilisons pas de couteaux. Notre action est facilement réversible. Il suffit d’une bonne pompe à vélo pour regonfler un pneu. Quant à l’autocollant, il poursuit un double objectif : il permet de diffuser notre message, mais aussi d’éviter que le conducteur n’endommage son véhicule en démarrant avec un pneu à plat.”

Dans les rangs des écologistes, un deuxième reproche fait parfois surface : les actions de ce genre seraient contre-productives. On ne convainc pas les citoyens en nuisant à leurs biens. “Nous ne visons pas les propriétaires des véhicules en soi, soutient Matthias. *Nous cherchons à produire un impact, et ça fonctionne plutôt bien, étant donné les répercussions médiatiques de nos précédentes actions. La presse reproduit même des passages de notre manifeste. Les propriétaires, avec leurs pneus dégonflés, ne sont que des victimes collatérales dans une lutte beaucoup plus vaste. Nos cibles, c’est l’État et les constructeurs automobiles. C’est une question politique : les SUV doivent être taxés plus lourdement, l’Europe doit interdire la publicité pour ces véhicules, et les autorités locales doivent bannir ces voitures des centres-villes.*”

Matthias a peu de compassion pour les propriétaires : “Le désagrément que nous leur causons ne représente pas grand-chose face aux dégâts sociaux, économiques et environnementaux dans les pays du Sud, où l’on extrait les matières premières utiles à la production de ces véhicules. Sans compter le gaz d’échappement et l’insécurité routière qu’engendre leur choix.”

Ils s’inspirent notamment d’un militant et professeur d’écologie suédois, Andreas Malm, qui, dans son ouvrage *Comment saboter un pipeline* [éd. La Fabrique, 2020], justifie par une argumentation radicale l’urgence des actions climatiques et légitime, si nécessaire, l’activisme violent. “Il se peut bien que nos actions ne recueillent pas l’adhésion de la

↳ Dessin de Celyn, Royaume-Uni.

“Nous n'utilisons pas de couteaux. Notre action est facilement réversible.”

Matthias, MEMBRE DES TYRE EXTINGUISHERS

population, reconnaît Stephan. Mais parfois, on n'a pas le temps d'attendre l'approbation des gens.” On peut comparer les Tyre Extinguishers à ces activistes qui se collent à des toiles de maître. “J'éprouve de la sympathie pour leurs actions, mais je préfère prendre pour cibles les SUV, car le lien avec le dérèglement climatique est plus direct. Et c'est amusant à faire.”

Les quatre compères empruntent la Koning Albertlaan, plongée dans l'obscurité, en bavardant à voix basse. Rien de suspect. On dirait des amis qui reviennent du bowling. Ils marchent, indifférents, devant quelques cibles potentielles, dont un pick-up Nissan Navara rouge sang particulièrement voyant. Trop de caméras, trop de passage ici. Et puis ils ne se sont pas encore échauffés.

Une fois arrivés dans la Sportstraat, ils se mettent en position : Stephan et Dirk font le guet, Marc s'occupe des valves et Matthias des autocollants. Les quatre activistes sont “à la conquête de la perfection”, pour reprendre le slogan d'un célèbre constructeur japonais. Il ne s'agit pas seulement de dévisser les valves, il faut aussi que l'embout reste enfoncé pendant que les Tyre Extinguishers déguerpiissent. Pour cela, rien de tel que des légumineuses séchées. Lors des actions précédentes, les lentilles vertes n'ont pas totalement fait leurs preuves, à cause des différences de format. Aujourd'hui, le groupe expérimente cette fois les haricots mungo issus du garde-manger de Stephan.

Première cible en vue : une Volvo XC40, un modèle populaire,

comme nous le verrons tout au long de la soirée. Il n'a pas fallu plus de trente secondes pour que le pneu arrière droit se dégonfle entièrement. Malheureusement, le “pschitt” sonore n'était pas prévu. Stephan lance un regard craintif aux fenêtres du premier étage. La lumière reste éteinte, mais préférant ne prendre aucun risque, il intime à tout le monde d'avancer sans s'arrêter jusqu'à la BMW X5 garée deux places plus loin. Les SUV, des dérivés des 4x4 tout-terrain, connaissent un succès fulgurant depuis les années 2000. En 2011, leur part de marché dans notre pays s'élevait à 11,5 %. L'année passée, 49,3 % des nouvelles immatriculations concernaient des SUV, d'après les chiffres de la Fédération belge de l'automobile (Febiac). Elle distingue trois types de SUV : les lourds, les moyens et les petits. Parmi ces derniers, nous retrouvons les crossovers, un croisement entre les SUV et les berlines ordinaires, une zone grise qui place les Tyre Extinguishers face à un choix difficile.

Constructeurs fautifs. Une Mercedes EQS attend dans l'Aai-gemstraat. Cent pour cent électrique, mais cela ne signifie rien pour les activistes. “Nous sommes pour l'électrification, déclare Matthias, mais pas à la belge. La fiscalité, favorable aux voitures de société, stimule la vente de voitures électriques beaucoup trop lourdes. Matériaux, batteries, efficacité énergétique, usure de la route : tous les bénéfices pour l'environnement sont perdus. C'est aussi la faute des constructeurs. Ils préfèrent de loin vendre des SUV à prix élevé que des citadines plus économes en énergie, car la marge est supérieure.”

La Fédération belge de l'automobile, pour sa part, relativise l'impact climatique et environnemental des SUV. Des dérivés des 4x4 ? Certes, mais 90 % des SUV

sont des deux roues motrices. Les modèles moyens et petits sont pourvus de moteurs aussi économes qu'une berline, et les modèles plus lourds sont souvent des véhicules hybrides rechargeables, assure-t-elle.

Les quatre Tyre Extinguishers sont passés à la vitesse supérieure. Après une petite heure, le compteur est à trente voitures. Sur le chemin du retour, à la vue du pick-up rouge flamboyant de la Koning Albertlaan, ils saisissent leur chance de marquer un point supplémentaire. Marc et Dirk montrent leurs mains, qu'ils ont salies pour la cause climatique. Ils enfourchent leur vélo, puis s'éclipsent dans diverses directions. Stephan doit encore envoyer un message à la communauté sur Telegram afin qu'elle mette le site à jour. Quelques heures plus tard, les sites d'actualité signaleront que les Tyre Extinguishers ont encore frappé.

— Erik Raspoet, publié le 7 juin



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Aux Pays-Bas, sept militants d'Extinction Rebellion condamnés pour “incitation à la révolte”

Des activistes ont été condamnés pour avoir appelé à participer au blocage d'une autoroute et ainsi dénoncer le financement des énergies fossiles par l'État. Dans la presse, on s'inquiète de voir se durcir la répression des manifestations en faveur du climat.

ESPAGNE

Vox s'enfoncé dans la crise

Les remous s'accumulent en interne pour le parti d'extrême droite, qui a perdu beaucoup de poids lors des législatives espagnoles du 23 juillet.

Vox éclate”, titre le journal de centre gauche **El País**, le 9 août. La veille, le porte-parole de la formation d'extrême droite au Congrès des députés, Iván Espinosa de los Monteros, présentait sa démission. Il a été suivi le 10 août par son successeur, Juan Luis Steegmann, révèle le média très conservateur **Libertad Digital**.

Ce remue-ménage secoue la formation de Santiago Abascal, déjà très fragilisée par la perte de 19 députés (de 52 à 33 sièges, 12,3 % des voix) lors des élections législatives du 23 juillet.

Espinosa était “l'un des visages les plus connus” de Vox, capable de manier “avec habileté les armes dialectiques du paradoxe et de l'ironie”, reconnaît **El País**, quotidien proche des socialistes, sans tomber dans les “théories les plus farfelues et complotistes” que certaines figures de ce parti aiment diffuser.

Son départ intervient après “une lutte acharnée pour le pouvoir” au sein de ce qui est toujours la troisième force politique du pays. Sans Espinosa, l’“âme ultralibérale” de Vox, apparentée aux torys britanniques, perd du terrain au profit de l’“âme ultraconservatrice” de la formation verte (la couleur de Vox), portée notamment par l'eurodéputé Jorge Buxadé et proche du PiS polonais, de la Fidesz du Hongrois Viktor Orban ou de Fratelli d'Italia [“Frères d'Italie”] de Giorgia Meloni, détaille **El País**.

Le parti espagnol va persévérer dans la même direction, un virage toujours plus à droite, explique le journal. La correspondante d'**El Mundo** à Bruxelles, María G. Zornoza, résume son argumentaire dans un tweet accompagnant son article consacré à Vox : “Vers un hybride entre le catholicisme

de Meloni, les coupes dans les droits sociaux d'Orban et le protectionnisme de Le Pen.”

Néanmoins, “Vox est un parti infiniment plus maladroit et inex-

périmenté que ses homologues européens”, écrivait **El Confidencial** après le scrutin du 23 juillet. Le journal ajoutait même que “tant que Vox existera, le PP [Parti populaire, droite traditionnelle] ne gouvernera pas”.

La Razón préfère tempérer. Le quotidien conservateur et catholique rappelle que l'alliance des droites en Espagne, pays très décentralisé, gouverne désormais quatre régions autonomes et 140 municipalités. Toutefois, au plan national, les 137 députés du PP et les 33 de Vox ne permettent pas aux droites d'atteindre la majorité parlementaire absolue (fixée à 176 sièges sur 350), même avec l'appui de petits partis.

Pour **La Razón**, le PP doit “normaliser Vox” dans les institutions en montrant que ce parti “n'est pas synonyme de fin de la démocratie ni de l'état de droit, comme le font les partenaires de Sánchez [le Premier ministre socialiste]”.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international

UKRAINE

La guerre divise aussi les mafieux

Les combats et les bombardements qui se poursuivent en Ukraine perturbent l'organisation et la logistique des réseaux criminels russes et ukrainiens.



IKON IMAGES

—Der Tagesspiegel
(Berlin)

La guerre en Ukraine a des répercussions sur la criminalité dans toute l'Europe. Selon les informations du *Tagesspiegel*, de plus en plus d'éléments prouvent que les itinéraires de contrebande de stupéfiants, de produits de contrefaçon et de tabac ont changé.

En outre, à en croire des spécialistes de la question, certains patrons du crime organisé se seraient éloignés les uns des autres – par exemple, des personnalités du milieu originaires d'Ukraine évitent désormais d'anciens complices fidèles à Moscou. Reste à savoir ce que cela aura comme conséquences en Allemagne.

L'Office fédéral de la police criminelle (BKA) considère le «crime organisé russo-eurasien» en Allemagne comme un phénomène non négligeable, qui rassemble des suspects originaires des États nés de l'Union soviétique.

Le BKA classe par ailleurs les gangs mafieux en fonction de leur nationalité : les «Russes»

occupaient ces temps-ci le cinquième rang du classement [des individus les plus actifs] sur le territoire national allemand, les «Ukrainiens» le septième. En 2021, 24 procédures étaient en cours au sujet du crime organisé russo-eurasien, pour un total de 265 suspects.

Il n'est pas exclu que la guerre entraîne des affrontements dans le milieu en Allemagne. Dès le début de la guerre civile syrienne, des clans arabes se sont disputés dans le pays d'outre-Rhin pour savoir s'ils devaient soutenir le dirigeant de Damas, Bachar El-Assad, ou les insurgés majoritairement islamistes : à Berlin, en 2012, le chef d'un clan avait ouvert le feu sur les membres d'un autre gang.

Sites inutilisables. En temps de paix, les affaires entre Ukrainiens et Russes étaient mutuellement avantageuses. Mais elles sont désormais passibles des peines les plus lourdes, du moins dans leurs pays, où cela frise la haute trahison.

Les observateurs estiment cependant que certains membres du crime organisé

continuent d'être soutenus par les milieux gouvernementaux moscovites : ces hommes, qui disposent d'un réseau transnational, seraient chargés par le Kremlin de contourner les sanctions occidentales pour certains produits.

Interrogé sur le sujet, le BKA considère que l'attaque contre l'Ukraine entraînera «très probablement des perturbations à court et moyen terme» au sein du crime organisé russo-eurasien.

L'expérience montre que les «acteurs solidement implantés» du crime organisé ont tendance à réagir avec flexibilité aux crises aiguës et aux bouleversements géopolitiques. Il est possible qu'ils tirent bientôt parti «des possibilités qui en résultent pour leurs activités criminelles». Le BKA est en contact étroit avec les autorités compétentes tant en Allemagne qu'à l'étranger.

Selon les analystes qui suivent l'évolution du conflit en Ukraine, de nombreux sites de transbordement et de stockage de la région sont désormais inutilisables [par la mafia], car ils se trouvent actuellement dans la zone de guerre. Ainsi, il n'y aurait

presque plus de transports fiables passant par le port d'Odessa, que les responsables des services de sécurité en Allemagne décrivent comme un «centre névralgique de la contrebande».

On observe davantage d'activités en Turquie et dans les Balkans, dit-on de source autorisée. Ces régions étaient déjà considérées par le passé comme des voies de transit pour l'héroïne – qui vient d'Asie –, les contrefaçons de produits de marque et le tabac de contrebande. Les livraisons qui empruntaient jusqu'à présent les routes, les voies maritimes et ferroviaires en Ukraine à destination de l'Europe de l'Ouest passent maintenant par la Turquie.

Les douanes allemandes assurent surveiller la situation et être prêtes à adapter leur stratégie de contrôle si nécessaire, mais elles ne disposeraient pas encore d'informations sur des changements importants dans les activités de contrebande.

En revanche, le journal britannique *The Economist* a rapporté il y a peu que les douaniers turcs avaient remarqué une augmentation des quantités d'héroïne, mais aussi de méthamphétamine, qui franchissent la frontière iranienne. Les gardes-frontières lituaniens ont quant à eux constaté une recrudescence de la contrebande de tabac.

L'Initiative globale contre la criminalité organisée transnationale (GI-TOC), une organisation indépendante émanant de la société civile, dont le siège est à Genève, a appelé [en février 2023] que jusqu'à la guerre les acteurs russes et ukrainiens formaient «l'écosystème criminel le plus puissant» d'Europe.

Les fonctionnaires corrompus des deux pays usaient de leur influence au profit des réseaux du crime organisé, dont faisaient également partie des oligarques. Leurs activités de contrebande portaient sur l'or, le bois, le tabac, le charbon, la drogue et les êtres humains. Entre-temps, les acteurs proches de Kiev se seraient effectivement séparés des réseaux rattachés à Moscou.

Avec en arrière-plan la guerre en Ukraine, la diplomate allemande Helga Maria Schmid, secrétaire générale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a mentionné dans le quotidien *Die Welt* une

«augmentation» de la traite des êtres humains, notamment en lien avec des «prestations sexuelles».

D'après le BKA, le nombre de cas suspects serait pourtant relativement faible. L'Office fédéral souligne que «les craintes de voir des délinquants profiter à des fins criminelles de la situation de vulnérabilité des personnes en Ukraine et des mouvements de migration ne se sont pas confirmées à grande échelle jusqu'à maintenant».

Un gérant de maison close du nord de l'Allemagne a ainsi déclaré au *Tagesspiegel* que très peu de nouvelles Ukrainiennes avaient fait leur apparition dans le milieu de la prostitution.

Trafic d'armes ? Par ailleurs, les combats en Ukraine ne faiblissent pas. Il ne serait «pas possible de se prononcer avec fiabilité» sur les répercussions de la guerre sur la criminalité liée aux armes et aux explosifs, poursuit le BKA. Mais «à long terme, il faut envisager l'éventualité que des armes à feu, des munitions et des explosifs issus de la guerre se retrouvent dans le circuit illégal et donc, le cas échéant, en Allemagne.» Pendant les guerres de Yougoslavie, des armes avaient ainsi afflué dans tous les États d'Europe. Elles provenaient en particulier, et encore récemment, du Kosovo, cette province qui s'est déclarée indépendante de la Serbie en 2008, sous la protection de l'Otan [qui y intervient dans le cadre d'une mission de maintien de la paix].

Selon Interpol, en ce qui concerne l'Ukraine, ce phénomène n'a pas encore eu lieu. De son côté, le BKA précise qu'aucun cas n'a été rapporté où «des armes à feu provenant de la guerre en Ukraine auraient été saisies sur le territoire allemand».

—Pascal Bartosz,
publié le 16 juin

SOURCE



DER TAGESSPIEGEL

Berlin, Allemagne
Quotidien, 107 000 ex.
tagesspiegel.de

Fondé en 1945, ce titre régional est respecté pour son sérieux et sa qualité. De tendance centriste et libérale, il appartient comme *Die Zeit* et *Handelsblatt* au groupe DvH Medien.

ITALIE

Dans le Trentin, qui a peur du grand méchant ours ?

En avril, un joggeur a été tué par une ourse dans ces contrées alpines. Selon le supplément hebdomadaire de "La Repubblica", qui s'est rendu sur place, beaucoup d'habitants n'en peuvent plus.



— Il Venerdì di Repubblica (Rome)

Nous ne l'avons jamais vu, mais c'est comme si l nous avait suivis à la trace.

Dans le val di Sole et dans le val de Non, contigu, l'ours domine les pensées, change les habitudes, entrave l'autonomie des enfants, oblige à délaissier les promenades en solitaire pour leur préférer les parties de campagne en groupe. Les deux vallées sont des splendeurs : dans le val di Non, les étendues de pommiers confèrent son harmonie au paysage ; dans le val di Sole, un tourisme diffus anime des hameaux qui, en été, servent de points de départ aux excursions à pied, à vélo ou en canoë.

Il paraît que le National Geographic a élu le torrent de Noce, qui entaille comme une lame les prairies du val di Sole, meilleur spot d'Europe pour la pratique du rafting. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit de la région qui présente la plus forte concentration d'ours à proximité de l'homme : nulle part au monde

les deux espèces ne sont autant en contact.

Il en a été ainsi pendant des siècles, mais le régime des Habsbourg dans un premier temps, puis les coups de boutoir de la modernité dans un second avaient effacé toutes les traces ou presque du plantigrade. La décision d'inverser le cours des choses remonte à vingt-cinq ans, et le programme de repeuplement a eu un succès tel que les ours sont à nouveau plus d'une centaine.

Peur, douleur, rage. Les mâles se promènent, les femelles ne quittent pas la forêt, à l'abri du mont Peller. Le 5 avril, l'une d'elles a tué un jeune joggeur, Andrea Papi. "Malheureusement, Andrea courait seul. Arrivant dans un virage sans visibilité, il a probablement oublié de signaler sa présence en toussant, en parlant ou en tapant dans les mains : l'ourse a sans doute été surprise et l'aura agressé", suppose Alessandro de Guelmi, vétérinaire émérite, qui compte à son actif 18 captures d'ours, à des fins scientifiques et de sécurisation du secteur.

JJ4, l'ourse responsable de l'agression, a été capturée. Pourtant, dans le val di Sole, on retient encore son souffle – de peur, de douleur, de rage, et par crainte d'éventuelles répercussions sur le tourisme.

Pour mesurer l'incidence de l'ours sur la vie quotidienne de ces vallées, il suffit de se rendre dans la commune de Contà, dans le val di Non. Le maire, Fulvio Zanon, vient d'écrire à la province et à la préfecture pour signaler que "la présence continue de l'ours dans les zones résidentielles est en train d'instiller la peur dans toute la commune". À l'oral non plus, l'édile ne mâche pas ses mots : "Au village, on avait l'habitude d'aller se promener dans les bois en revenant du travail : depuis quelques mois, plus personne n'y va." Le maire nous amène sur le sentier Margherita, situé derrière le hameau de Cunevo : nous y croisons un groupe d'Allemands à VTT, mais pas de promeneurs solitaires. Puis nous prenons la direction d'une aire de jeux nichée dans les sapins : "Tous les enfants du village venaient y jouer, et, comme vous le voyez, elle est déserte maintenant."

Si l'Afrique a les Big Five [l'éléphant, le lion, le rhinocéros, le léopard et le buffle], le Trentin était fier, il y a quelques années encore, de ses quatre fantastiques : l'ours, le loup, le lynx et le chacal semblaient témoigner d'une bonne gestion de la faune et d'une nature préservée. Aujourd'hui, il n'est plus question que de l'ours, et c'est uniquement pour se souvenir du bon vieux temps où il n'était pas présent : "Certains villages ont la mer, soupire Fulvio Zanon. Nous, on avait la forêt, et ils nous l'ont prise."

L'impatience gagne les deux vallées. À Cavizzana, village de 250 âmes posé sur les pentes du mont Peller, les grands-mères

attendent leurs petits-enfants qui reviennent du ramassage scolaire. Même là, le terrain de sport est désert. Une femme qui marche d'un bon pas se souvient du bonheur que c'était d'aller au travail à pied : "Aujourd'hui, je me fais accompagner par mon mari."

Ce n'est pas le tour que les choses étaient censées prendre. Et pas seulement parce qu'on n'avait pas anticipé que les plantigrades se reproduiraient aussi vite. Le plan d'action de 2010 est un document très séduisant qui prévoit des mesures visant à créer les conditions d'une cohabitation pacifique entre les ours et les humains. Les risques liés à des individus dangereux devaient par exemple être contenus au moyen d'un suivi constant et d'une gamme d'interventions – dissuasion, capture et prélèvement.

"Certains villages ont la mer. On avait la forêt, et les ours nous l'ont prise."

Fulvio Zanon, MAIRE DE CONTÀ

En réalité, l'unique prélèvement pour raison de sécurité (datant d'août 2017) a eu des suites judiciaires dont il a fallu attendre 2022 pour connaître l'issue : l'acquiescement de l'ancien président de la province, Ugo Rossi. La tragédie du mont Peller a fini par polariser deux camps qui s'affrontent : d'un côté l'actuel président de la province, Maurizio Fugatti, qui voudrait réduire drastiquement le nombre d'individus (sans qu'on comprenne très bien comment), de l'autre les défenseurs de la cause animale, qui voient dans tout prélèvement un homicide volontaire.

Entre les deux, la voix d'Alessandro de Guelmi : "Il faut faire de la prévention, de l'information, de la recherche : mais comment se fait-il que, quand les ours étaient cinquante, cinq portaient un collier émetteur, et qu'aujourd'hui qu'ils sont une centaine, il n'y en a pas un seul qui fonctionne ?" La commission technique mise en place par la province pour sauver le projet de repeuplement donnera sa réponse à la fin de l'été. Entre-temps, le val di Sole a refait le plein de vacanciers. "Le fléchissement est minime, à peine 3 % par rapport à l'année dernière", assure

le président du syndicat d'initiative, Luciano Rizzi. "On n'est pas inquiets, d'autant que l'agitation liée à la saison touristique conduit les ours à se retirer dans les secteurs les plus accidentés."

Cure amaigrissante. À présent, que ce soit à la tombée de la nuit ou en plein jour, les Allemands semblent les derniers à continuer de marcher seuls : "Vous croyez que c'est dangereux ?", nous demande un couple de randonneurs de Hambourg.

D'après Maurizio Fugatti, le président de la province, la population du Trentin aurait besoin d'une cure amaigrissante d'au moins 70 individus. Une position qui plaît : dans la vallée, ceux qui sont aux responsabilités parlent d'en réduire le nombre de moitié, et ceux qui ne parlent que pour eux-mêmes laissent entendre que, si on les abattait tous, ce serait encore mieux.

Les uns et les autres se sont donné rendez-vous à la fin de l'été, même si tous ne pensent pas à la commission technique de la province : "J'ai grandi dans les bois, nous raconte ainsi un jeune de Malé. Et j'ai du mal à comprendre cet intérêt pour les ours de la part de gens qui n'en ont jamais vu ne serait-ce qu'une trace. En septembre, à la réouverture de la chasse, il en disparaîtra une vingtaine." Inutile de préciser que l'ours est une espèce protégée. Il reviendra aux pouvoirs publics d'écrire un autre épilogue pour cette histoire qui a débuté voilà un quart de siècle.

— Raffaele Oriani (à Malé, Trente), publié le 7 juillet

SOURCE



IL VENERDI DI REPUBBLICA

Rome, Italie
 Hebdomadaire
repubblica.it/venerdi
 Comme son nom l'indique, ce supplément du quotidien de centre gauche La Repubblica paraît le vendredi. Les plus illustres plumes du journal y tiennent des chroniques hebdomadaires, qui côtoient des reportages ainsi que des pages télé, courrier du cœur et consommation.

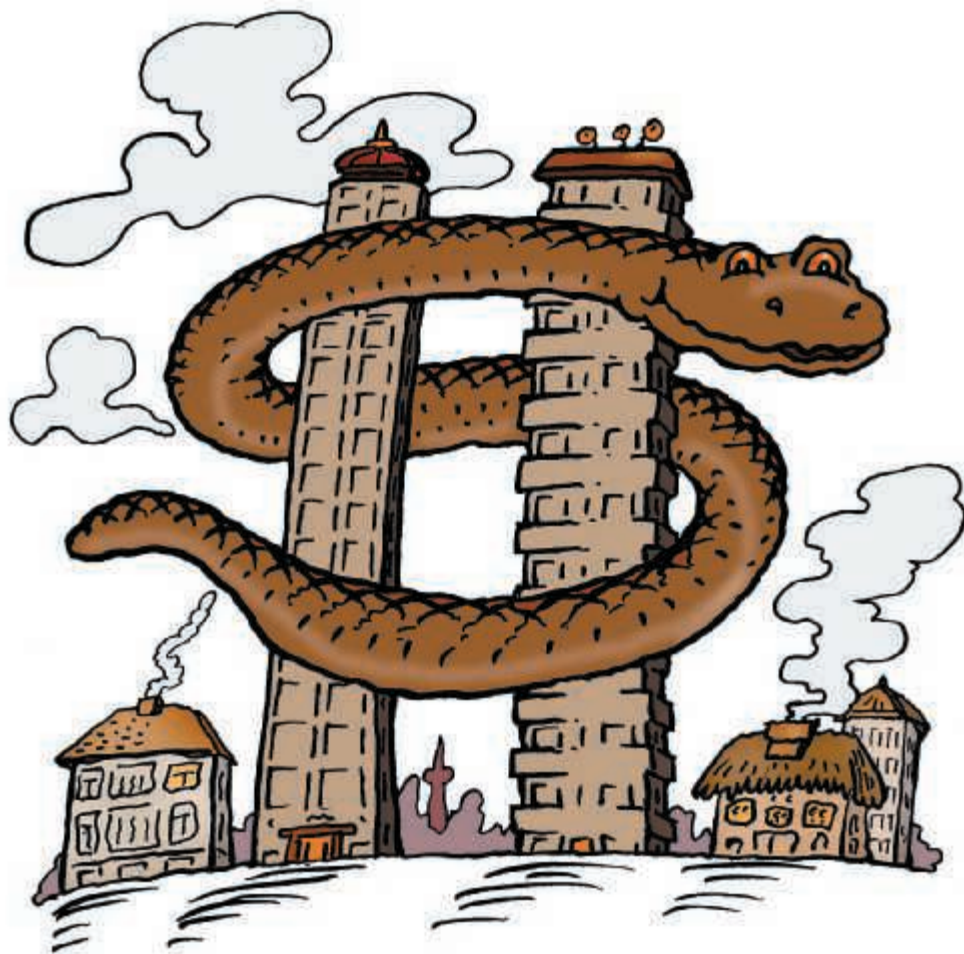


COURRIER INTERNATIONAL



Irak. La corruption fait flamber l'immobilier

Les projets immobiliers poussent comme des champignons à Bagdad à la faveur de la rente pétrolière et du blanchiment d'argent. Un marché dont la plupart des habitants se retrouvent exclus et qui menace en outre le patrimoine architectural de la capitale.



—The Washington Post, extraits (Washington)

Le fracas des perceuses et le vacarme des marteaux-piqueurs transpercent les rues de Bagdad, couvrant les klaxons et le chant des oiseaux qui rythment actuellement les après-midi de la capitale irakienne.

Vingt ans après l'invasion menée par les États-Unis, qui avait plongé l'Irak dans la guerre civile, l'explosion du secteur immobilier remodèle aujourd'hui cette ville chargée d'histoire. Les équipes de construction

démolissent de vieilles maisons en brique et rasant des palmeraies pour construire de petits logements vendus pour des sommes astronomiques.

Même sans eau courante ni électricité, une maison sur la rive occidentale du Tigre va chercher dans les 2 300 dollars [près de 2 100 euros] le mètre carré, au minimum. Dans le quartier d'Al-Mansour, dans le nord de la ville, il faut parfois multiplier ce prix par six.

Cette période faste pour les promoteurs et les magnats de l'immobilier est saluée par les

responsables politiques, qui y voient un signe de la renaissance de Bagdad. Mais c'est également l'un des symptômes de la corruption qui gangrène le pays, de plus en plus marqué par les inégalités. Avec la flambée des prix, la plupart des Irakiens se retrouvent exclus du marché. Pour eux, le rêve de devenir propriétaire d'un toit à Bagdad s'éloigne un peu plus chaque jour, et dans certains quartiers leur ville est devenue méconnaissable. "Ici, 1 million de dollars ne vous mènent pas loin de nos jours", constate Raad Al-Shimmari, courtier

immobilier dans le quartier de Zayouna. "À qui appartient la terre? Plus aux gens ordinaires en tout cas, ça c'est certain."

Au moment de sa construction, Bagdad faisait figure de modèle : une ville parfaitement ronde, protégée par un mur d'enceinte, sur les rives du Tigre. Aujourd'hui, la capitale ne suit plus aucun plan d'urbanisme officiel.

Rénovation coûteuse. Dans cette ville qui abrite plus de 7 millions de personnes, on construit en hauteur pour loger les plus riches et en périphérie pour les plus pauvres. Certains ouvriers travaillent dur sur les élégants gratte-ciel des grands complexes résidentiels sécurisés, tandis que d'autres construisent des maisons en parpaing dans la poussière de la périphérie. Quant aux arbres, dont l'ombre offrait une protection contre le soleil brûlant, ils ont été coupés pour faire place à des centres commerciaux géants.

Dans ce (nouveau) paysage urbain, on croise encore des vestiges de la splendeur architecturale de Bagdad. Les vieilles maisons arborent encore leurs fenêtres traditionnelles en bois treillisées, mais les rénover coûte cher, et les artisans qualifiés se font de plus en plus rares. Dans l'ancien quartier juif, les maisons en brique jaunie tiennent toujours debout, mais elles sont désertées par leurs premiers occupants depuis bien longtemps, et leurs nouveaux propriétaires les laissent souvent à l'abandon pour précipiter leur démolition.

Dans le quartier de Karrada, où les terrains se vendent plus de 5 000 dollars [4 500 euros] le mètre carré, les entreprises de construction font la promotion de leurs services de démolition à coups de bombes de peinture sur les murs des maisons.

Dans le ciel, l'enchevêtrement de câbles qui relie les habitations au réseau électrique surchargé de Bagdad évoque des nids d'oiseaux sur des poteaux téléphoniques.

À cause de l'exode rural provoqué par l'explosion démographique et les pénuries d'eau, le pays subit une crise du logement sans précédent. En 2021, un porte-parole du ministère de l'Urbanisme estimait que

2,5 millions d'appartements supplémentaires étaient nécessaires pour loger les Irakiens.

Dans ce pays qui compte parmi les plus touchés par la corruption, l'immobilier est devenu une voie royale pour le blanchiment d'argent : tandis que la manne pétrolière inonde le marché irakien d'argent liquide, les restrictions américaines sur les transactions internationales en dollars limitent les mouvements d'argent sale vers l'étranger.

"Si les prix sont élevés, c'est en partie à cause du blanchiment d'argent et de la corruption. Lorsque les gens ont du mal à faire sortir leur argent du pays, ils l'investissent dans l'immobilier local", explique Mohammed Al-Rubaii, porte-parole de la mairie.

Les courtiers facilitent les transactions, sans poser de questions, en échange d'une commission ou d'une rente mensuelle.

Les paiements se font en liquide, transporté dans des valises, des sacs plastiques, et même des bacs à glace, à en croire les témoins. Difficile d'en trouver une trace officielle. Dans le secteur de l'immobilier, toutes les démarches administratives se font encore sur papier, et les différents organismes gouvernementaux ne se communiquent pas leurs données. Bien souvent, les transactions sont conclues au nom de proches ou d'associés du véritable propriétaire, ce qui rend son identification encore plus ardue.

Les arbres ont été coupés pour faire place à des centres commerciaux géants.

"C'est devenu un secteur d'activité à part entière", déclare un courtier, qui a accepté de témoigner sous le couvert de l'anonymat. "La discrétion est incluse dans le service", ajoute-t-il en souriant.

Les hommes politiques comptent parmi ses meilleurs clients. Ils n'ont pas pour habitude de négocier, et achètent "sur-le-champ" lorsqu'il leur propose un bien.

Alors que nous interrogeons un autre courtier dans le quartier de Yarmouk, une Land Cruiser noire se gare devant son agence à la devanture illuminée.

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

ISRAËL

L'exode des médecins

Inquiets de la situation politique, de plus en plus de praticiens israéliens cherchent à quitter le pays. Même s'ils risquent de gagner moins bien leur vie.

—Ha'Aretz, extraits (Tel-Aviv)

L'agent immobilier se redresse, se recoiffe d'une main et affiche son plus beau sourire pour accueillir la députée qui sort du véhicule, escortée de deux gardes du corps. Il les conduit dans une arrière-salle et referme la porte.

Une fois l'affaire conclue, les actes de propriété peuvent servir de garanties auprès des banques pour contracter des prêts de trois à cinq fois la valeur du bien, une somme ensuite réinvestie dans de nouvelles acquisitions.

Les Irakiens qui n'ont pas les moyens ou les contacts nécessaires pour entrer sur le marché immobilier doivent se résoudre à s'entasser dans des appartements exigus, dans des quartiers où le quotidien est étriqué et les problèmes sociaux exacerbés.

Familles à l'étroit. Assis dans l'un des rares parcs publics de Bagdad, Abduljabbar Al-Kinani, 38 ans, s'inquiète pour l'avenir. Pendant des années, les loyers exorbitants ont englouti la majorité de son salaire d'ingénieur. Il y a deux ans, il a enfin réussi à réunir la somme nécessaire pour construire une petite maison dans le jardin de son père. Mais pour ses enfants, le quotidien se résume désormais à ces quatre murs, ou presque. "Quand j'avais leur âge, j'avais le jardin de mon père, mais maintenant nous n'avons plus d'espace où ils puissent courir et moi lire un livre pendant qu'ils jouent", regrette-t-il.

Non loin de là, Ahmed Yassin, 26 ans, et sa fiancée, Marwa, craignent que même le parc ne finisse par être vendu. Après tout, cela pourrait rapporter gros. Mais c'est aussi l'un des derniers endroits où ils sentent encore battre le cœur de la vieille ville.

Sur les rives du Tigre, des enfants jouent à l'ombre des arbres, sous l'œil d'une Shéhérazade de bronze. "Vous imaginez si ce genre d'endroit disparaissait?" s'inquiète le jeune homme.

Le couple prévoit de se marier l'an prochain et de fonder une famille. Ahmed rassure Marwa : ils trouveront certainement un logement dans la banlieue de Bagdad. Mais la jeune femme ne se fait pas trop d'illusions.

—Louisa Loveluck et Mustafa Salim, publié le 29 juin

Je reçois d'habitude des messages de médecins chinois, iraniens, égyptiens, pakistanais, parfois latino-américains, disant qu'ils sont prêts à travailler gratuitement, mais jamais de médecins israéliens", remarque Naftali Kaminski, professeur à la faculté de médecine de Yale [aux États-Unis].

Depuis la fin de juillet, date à laquelle le gouvernement de Nétanyahou a adopté un texte central de sa réforme affaiblissant la justice, le docteur Kaminski affirme avoir reçu de nombreux appels de médecins israéliens, débutants comme expérimentés.

"Pour établir un réseau et recevoir des recommandations, il est fréquent que les médecins étrangers travaillent aux États-Unis un ou deux ans sans rémunération avant d'être acceptés au sein d'un programme d'internat, explique Naftali Kaminski, spécialiste renommé des maladies

pulmonaires. D'habitude, ce n'est pas le choix que font les Israéliens."

Des médecins et chercheurs israéliens installés à l'étranger ont commencé à recevoir, à partir de la fin de juillet, des demandes de confrères et de conseillers souhaitant quitter Israël. Nombre d'entre eux veulent que ce soit immédiat et sont prêts à en payer le prix personnel et professionnel, y compris une dégradation de leurs conditions de travail ou une dévaluation de leurs statut et responsabilités professionnelles.

"Je viens de parler avec un autre médecin, le troisième à me contacter en deux jours : il voulait savoir si j'avais une offre ou un poste à proposer, témoigne Erez Nosek, qui exerce au NYU Medical Center, à New York. Des médecins israéliens me contactent de temps en temps, mais toujours dans un contexte postdoctoral. Personne ne m'a jamais appelé pour des renseignements comme ça, la recherche d'un poste ou d'une mutation sans délai."

Erez Nosek souligne que les personnes qui l'appellent sont des praticiens expérimentés qui travaillent dans des hôpitaux dans le centre d'Israël - l'un

d'eux est chirurgien cardiaque et deux sont neurochirurgiens.

"Ils se sont dits désireux de quitter Israël immédiatement et ont notamment précisé qu'ils ne voulaient pas élever leurs enfants dans un pays comme ça. L'un d'eux a un enfant censé rejoindre l'armée dans peu de temps, mais les parents ne le souhaitent pas."

C'est une transition d'une grande complexité, insiste Erez Nosek. "Sur le plan familial, mais aussi professionnel. Obtenir une autorisation d'exercer à New York pour des personnes âgées de 45 à 55 ans est une mission herculéenne qui nécessite de suivre une procédure complexe et plusieurs examens. Les médecins israéliens le savent et sont prêts malgré tout à faire l'effort, si cela leur permet de quitter Israël et de vivre ailleurs."

Aucun des praticiens qui l'ont contacté ne s'est renseigné sur la rémunération, les conditions d'emploi ou le statut professionnel, poursuit Erez Nosek. "Ils sont prêts à faire des compromis en matière de statut et de responsabilités professionnelles, ce qui est très rare."

Réinstallation. Il indique aussi que ses confrères aux États-Unis ont reçu des demandes comparables. "Des médecins [israéliens] qui font actuellement leur internat aux États-Unis cherchent à rester dans le pays plutôt qu'à rentrer en Israël."

De son côté, la médecin Dorit Nitzan est inscrite sur deux groupes WhatsApp appelés "Réinstallation", dont l'un compte 1 999 membres et l'autre 973. "J'imagine qu'il y en a d'autres du même genre", dit-elle. Dorit Nitzan n'est pas à la recherche d'un emploi à l'étranger, elle est rentrée en Israël en 2022 après dix-sept ans à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les jours suivant l'abrogation de la norme dite "de raisonnable", Dorit Nitzan a reçu environ 200 messages de médecins israéliens à la recherche de postes

à l'OMS. "Ils demandent à me rencontrer pour que je leur explique le recrutement [dans cette organisation] et le déroulement des procédures, ajoute-t-elle. Au fil des ans, il y a toujours eu un intérêt pour l'organisation, mais rien de cette ampleur. Comme je ne peux pas rencontrer individuellement 200 personnes, j'ai décidé de proposer une visioconférence où j'expliquerai le processus et répondrai aux questions."

"Pour être employé [à l'OMS], il faut surmonter de sacrés obstacles : des appels d'offres, des examens et différents tests de personnalité. Les personnes admises seront nommées dans des pays en développement en Afrique, et pas forcément à Genève, New York ou Copenhague. Mais ça ne les dissuade pas."

Le ministère de la Santé israélien et l'ordre des médecins israélien sont déstabilisés par le phénomène. Ils cherchent à dialoguer avec les médecins qui envisagent de quitter le pays, mais en vain pour l'instant. En Israël, il y a moins de 30 000 médecins en activité et le nombre moyen de praticiens pour 1 000 habitants est de 3,3 contre 3,7 dans les pays de l'OCDE.

Si plusieurs milliers d'entre eux partaient, même si ce chiffre semble marginal, cela pourrait changer radicalement le niveau de prise en charge médicale en Israël et amorcer un puissant effet boule de neige qui pousserait davantage de praticiens à quitter le pays.

—Ido Efrati, publié le 2 août



SOURCE



HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël
Quotidien, 70 000 ex.
haaretz.co.il

Journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Aujourd'hui situé au centre gauche, Ha'Aretz a toujours cultivé une ligne éditoriale libérale indépendante du mouvement travailliste (qui a longtemps disposé de ses propres quotidiens) et davantage encore de la droite nationaliste.



amériques

États-Unis. Le moine qui attend un “dieu de l’IA”

L'essor de l'intelligence artificielle inquiète, et Soryu Forall veut en changer la trajectoire en créant une “IA éclairée”. Une lubie ? Pas seulement : de nombreux experts l'écoutent et suivent des retraites dans son monastère bouddhiste du Vermont.



—The Atlantic, extraits (Washington)

Un moine bouddhiste zen marche de long en large devant son auditoire en annonçant la fin du monde. Il s'appelle Soryu Forall et s'adresse à la vingtaine de résidents du monastère qu'il a fondé il y a dix ans dans le nord du Vermont. De cet homme à la tête chauve et au corps mince, vêtu d'une tenue ample de couleur sombre, se dégage une intensité rare.

Il récapitule l'histoire de l'humanité : il y a 70 000 ans, une révolution cognitive donne à *Homo sapiens* la capacité de parler de choses qui n'existent pas. Il se met à raconter des histoires, à construire des fictions, à faire de l'art. Il conçoit Dieu. Il y a 2 500 ans, poursuit Soryu Forall, Siddhartha Gautama devient le Bouddha et certains humains commencent à atteindre l'éveil. Il y a 300 ans, la révolution scientifique et la révolution industrielle ouvrent la voie à *l'extinction de la vie sur cette planète*.

“La destruction de la vie par l'homme a suivi une courbe

exponentielle parallèle au développement de son intelligence”, assène-t-il. Et en créant l'intelligence artificielle (IA), les “*apprentis sorciers suicidaires*” de la Silicon Valley ont enclenché une nouvelle révolution.

L'intelligence humaine est aujourd'hui en voie d'obsolescence. La superintelligence artificielle gagne du terrain, dévorant chiffres et données, traitant le monde avec des algorithmes. Il n'y a “*aucune raison*” de penser que l'IA protégera les humains, qu'elle considérera que “*nous sommes spéciaux*”, explique le moine, assis maintenant sur un coussin de méditation. “*Rien ne permet de penser qu'elle ne nous traitera pas comme du bétail dans une ferme-usine*.” Les humains détruisent la vie sur cette planète. L'IA nous détruira bientôt.

Conseils spirituels. Pour un moine qui veut aller au-delà de toutes nos fictions, Forall raconte pourtant une histoire terrifiante. Il a baptisé son monastère “Maple” pour “Monastic Academy for the Preservation of Life on Earth” [École monastique pour la

protection de la vie sur Terre. *Maple* signifie également “érable”]. Ici, les résidents méditent sur la respiration et sur Metta, l'amour bienveillant, la joie dans le bonheur de tous les êtres vivants. Ils méditent pour atteindre la clarté mentale. Et ils méditent sur l'IA et les menaces qu'elle renferme, celles d'une fin violente, prématurée et évitable de la vie.

Doit-on accorder de l'importance à ce qu'un moine dans un monastère perdu au fin fond du Vermont pense de l'IA ? Beaucoup pensent que oui. Il s'avère que Forall prodigue des conseils spirituels à de grands experts de l'intelligence artificielle. Il donne des conférences et organise des retraites d'éveil pour les chercheurs et développeurs en informatique, parmi lesquels figurent des employés d'Apple, de Google DeepMind et d'OpenAI. Une cinquantaine d'acteurs de la tech ont suivi une retraite à Maple au cours des dernières années. Notre moine a récemment été invité à Maui [dans l'archipel d'Hawaï] par Tom Gruber, l'un des inventeurs de Siri [l'IA d'Apple], pour une semaine d'enseignement du Dharma autour

de la table du dîner et de plongées au milieu de pieuvres et de poissons multicolores.

Le premier objectif de Forall est d'augmenter le nombre d'humains engagés sur ce que les bouddhistes appellent le “Noble Sentier des huit pratiques justes”. Le deuxième est d'orienter le chemin de la technologie en orientant

“Rien ne permet de penser que l'IA ne nous traitera pas comme du bétail.”

Soryu Forall,
MOINE BOUDDHISTE

ceux qui la font. Le troisième est de changer l'IA elle-même en trouvant le moyen d'intégrer les enseignements du Bouddha dans ses codes.

Il sait que tout cela peut sembler ridicule. Certains lui rient au nez lorsqu'il en parle, dit-il. Mais d'autres l'écoutent avec attention. Tom Gruber en fait partie. “*Son parcours est différent du mien, mais nous avons une vraie connexion intellectuelle et nous voyons les mêmes problèmes systémiques*.”

Aux yeux de Soryu Forall, le projet de créer une IA “éclairée” pourrait être “*la mission la plus importante de tous les temps*”. Les humains doivent “*construire une IA engagée sur un chemin spirituel*”, capable de convaincre les autres intelligences artificielles de ne pas nous faire de mal. Nous devons créer un “*gourou de l'IA*”, insiste-t-il, un “*dieu de l'IA*”.

Sa vision est grandiose et catastrophiste. C'est peut-être pour cela même qu'elle a trouvé un public aussi réceptif chez ceux qui bâtissent l'IA : beaucoup conçoivent leur travail dans des termes tout aussi épiques. Personne ne peut savoir avec certitude jusqu'où ira cette technologie. Lorsque nous cherchons à imaginer l'avenir, nous sommes forcés de le faire sous la forme de mythes, de prédictions ou de science-fiction. Bref, d'histoires.

Dans le zendo, Forall finit sa présentation et répond aux questions. Puis vient le moment de “*l'activité la plus marrante du monde*”, annonce-t-il en abandonnant son sérieux l'espace d'une seconde : “*On ne peut pas rêver mieux pour s'amuser*.” Les moines

← **Soryu Forall.** Photo Venice Gordon, The Atlantic Monthly Group, Inc. Distribution Tribune Content Agency

se mettent debout devant une statue du Bouddha. Puis ils s'inclinent. Se redressent. Se mettent à quatre pattes et posent le front sur le sol. Ils se prosternent ainsi à l'unisson 108 fois. Soryu Forall les compte sur un mala [un collier ou chapelet composé de 108 perles] pendant que l'obscurité envahit peu à peu la salle.

Soryu Forall et beaucoup de résidents du Maple sont ce qu'on appelle souvent avec dérision des *doomers* [de *doom*, "fatalité" en anglais]. Le texte fondateur de leur pensée est un essai de Nick Bostrom intitulé *Superintelligence* [Dunod Éditions, 2017, pour la version française], qui postule qu'à terme l'IA fera des humains à peu près l'équivalent des grands singes : notre destinée ne dépendra plus de nos choix mais de ceux d'une intelligence supérieure.

Ascèse et dévotion. Forall n'est en aucun cas un spécialiste du codage, ni un développeur qui voit l'IA sous la forme de 1 et de 0. Il n'a pas une connaissance pointue des langages de programmation ou des méthodes de conception d'algorithmes. Je lui ai demandé s'il avait essayé certains des nouveaux outils d'intelligence artificielle les plus populaires, comme ChatGPT et Midjourney. Il a testé un chatbot : "Je lui ai posé une seule question : 'Pourquoi pratiquer?'" (Ce qu'il voulait dire, c'était : "Pourquoi doit-on pratiquer la méditation?") A-t-il été satisfait par la réponse ? "Pas vraiment. Je ne m'en souviens plus. Elle ne m'a pas impressionné."

Son manque de familiarité avec l'IA ne change aucunement ce qu'il en pense. Je lui ai demandé vers quels ouvrages ou quelles personnes il se tournait pour mieux la comprendre. "Le Bouddha", a-t-il d'abord répondu, l'air très sérieux. Puis il a précisé qu'il aimait aussi les travaux de l'historien à succès Yuval Noah Harari et de certains auteurs en vue de l'éthique de la tech, comme Zak Stein et Tristan Harris.

Lui-même consacre sa vie à réfléchir aux risques de l'IA, qu'il juge tout sauf négligeables. "On voit aujourd'hui s'effondrer les valeurs humanistes et les systèmes politiques et économiques qui s'en inspirent, comme la démocratie, déclare-t-il. L'autorité ultime est en train de se déplacer de l'humain vers l'algorithme."

Soryu Forall a commencé à penser à l'apocalypse lorsqu'il avait 4 ans. Dans l'un de ses premiers souvenirs, il se revoit dans la cuisine avec sa mère, encore plus petit que la poubelle, en train de paniquer parce qu'il ne voulait pas que les gens s'entretuent. "Je répétais à ma mère : 'Il faut les arrêter, il faut empêcher les gens de tuer tout le monde.' Elle m'a répondu : 'Oui', et elle a continué à couper ses légumes." La mère de Forall travaillait pour des ONG humanitaires, son père pour des associations de protection de l'environnement, et toute la famille allait aux réunions quakers [mouvement chrétien austère et pacifiste].

C'était un enfant singulier. Il ressentait tout très intensément. Il a vécu une sorte de dissolution de l'ego à 12 ans, alors qu'il était allongé dans la neige qui venait de tomber sur le Vermont et s'amusait à écarter et à fermer les bras et les jambes pour dessiner une forme d'ange : "J'ai été pénétré par la conscience directe que le 'je' est l'ensemble des êtres vivants, raconte-t-il. Que je ne faisais qu'un avec toutes les formes de vie sur Terre." Un peu plus tard, à l'adolescence, il a vu *Terminator 2. Le jugement dernier*. Il ne s'en est jamais remis.

Je lui ai demandé s'il avait subi un traumatisme ou connu une épreuve qui l'aurait rendu particulièrement sensible aux horreurs de ce monde. Pas du tout.

Forall s'est inscrit à Williams College pour étudier l'économie. Mais il était rongé par des questions auxquelles aucun professeur ni aucun manuel universitaire ne pouvaient répondre. Est-il vrai que nous ne sommes que de la matière, de simples molécules chimiques ? Pourquoi y a-t-il autant de souffrance dans le monde ? Pour trouver la réponse, il abandonne ses études au bout d'un an et part au Japon vivre dans un monastère zen vieux de 300 ans. Il a alors 18 ans.

Lorsqu'on ne connaît pas bien les différents types de bouddhisme, on peut penser que le zen est, comme on dit, "zen". C'est loin d'être le cas. Les pratiquants du zen ont beaucoup de points

"L'autorité ultime est en train de se déplacer de l'humain vers l'algorithme."

Soryu Forall,
MOINE BOUDDHISTE

communs avec les moines trapapistes : ils mènent une vie d'ascèse et de dévotion.

Soryu Forall a passé plusieurs années à mendier et à se purifier. Il est resté assis en silence pendant plusieurs mois d'affilée. Puis il est rentré chez lui, a repris ses études et a passé son diplôme d'économie à Williams, au grand soulagement de ses parents.

Revenus quadruplés. Il avait eu sa réponse : la racine de la souffrance est le désir incontrôlé. Il est devenu moine et a abandonné son nom, Teal Scott, pour devenir Soryu Forall. *Soryu* signifie "pratique spirituelle grandissante", et *Forall* vient tout simplement de *forall* ["pour tous"].

De retour dans le Vermont, il a enseigné dans des monastères et des centres de retraite, a enseigné la pleine conscience aux enfants à travers la musique et le tennis, et a cofondé une ONG pour faire entrer des programmes de méditation dans les écoles. En 2013, il a ouvert Maple, un monastère "moderne" qui a pour mission de lutter contre les plaies que sont la destruction de l'environnement, les systèmes d'armes létales autonomes et l'IA. Maple offre des enseignements sur place et en ligne, ainsi que le parcours traditionnel pour devenir moine ou moniale. On y trouve également un espace de coworking.

Ces dernières années, Maple est devenu le lieu où se réfugient ceux qu'inquiètent les dangers de l'IA. Cette tendance de plus en plus marquée se voit dans les comptes du monastère : ses revenus ont quadruplé, en partie grâce aux contributions de cadres et de dirigeants de la tech mais aussi à celles d'autres ONG, comme Future of Life Institute [Institut pour l'avenir de la vie], cofondé par Jann Tallinn, cocréateur de Skype. Ces dons ont permis à Maple d'ouvrir des filiales (Oak ["Chêne"] dans la Bay Area, et Willow ["Sauge"] au Canada) et de continuer à faire des projets.

On ne peut pas dire que Maple soit un vrai monastère, car il n'est rattaché à aucune lignée bouddhiste spécifique. C'est bien la seule différence. À 4 h 40 du matin, le zendo est plein. Les moines, moniales et novices sont assis en silence, sous des écriteaux portant des phrases telles que "Abandonne tout espoir" ou "Tu ne trouveras

pas d'aide ici". Ils louent en pali (une langue liturgique) la liberté donnée par l'éveil, psalmodient en anglais le nom de Bouddha, puis chantent une partie du *Sutra du cœur* au rythme d'un tambour, pendant trente minutes, sur un ton de plus en plus extatique.

Les résidents du monastère suivent un emploi du temps très strict où le silence occupe une place prépondérante. Cette discipline, m'ont-ils dit, les aide à se libérer de leur ego et à avoir une connaissance plus claire du monde.

Beaucoup ont été transformés par leur passage à Maple. Pour d'autres, l'expérience a été traumatisante. Une femme m'a confié avoir été la cible d'une agression sexuelle lors de son séjour à Oak, en Californie. Mais ce qui l'a le plus blessée a été la façon dont l'organisation a réagi après qu'elle en a informé d'abord Soryu Forall, puis le conseil d'administration : un silence confondant. Soryu Forall m'a dit qu'il s'inquiétait beaucoup pour cette femme, que Maple avait mené une enquête mais n'avait "encore trouvé aucune preuve permettant d'aller plus loin dans la procédure".

Crème glacée. Sahil, chercheur en intelligence artificielle, a suivi une retraite à Maple il y a quelques mois. Il a commencé son séjour empli de scepticisme. "Je trouvais tout ça ridicule et complètement farfelu", raconte-t-il. Mais, durant son séjour, il lui est arrivé une chose extraordinaire. Son dos le faisait "atrocement" souffrir. En méditant, il s'est efforcé de vider son esprit, et la douleur est devenue une illusion qui s'est évanouie. Il a ressenti "de la béatitude". Il a eu l'impression d'être devenu "un sandwich à la crème glacée". Cette retraite, affirme-t-il, l'a aidé à mieux comprendre la nature de son esprit, et le besoin de systèmes d'IA meilleurs. Ce qui ne l'a pas empêché d'examiner avec d'autres spécialistes l'une des idées de Soryu Forall pour l'IA, et de la "réduire en bouillie".

Devons-nous vraiment nous inquiéter ? Je me suis posé la question alors que j'étais assise avec Soryu Forall dans la véranda, buvant du thé et mangeant des dattes fourrées à la purée d'amandes qu'un résident du monastère avait posées devant nous sans dire un mot. Nous écoutions les oiseaux chanter.

La fin du monde était-elle vraiment proche ?

Soryu Forall était catégorique. Beaucoup de créateurs de l'IA pensent eux-mêmes qu'elle peut être dangereuse. Dans un sondage réalisé en 2022, il a été demandé aux chercheurs en intelligence artificielle d'estimer en pourcentage la probabilité que l'IA "prenne le contrôle des humains" ou provoque leur extinction. La réponse moyenne a été 10 %.

D'autres experts croient en un autre scénario. Pour Jaron Lanier, l'un des inventeurs de la réalité virtuelle, "parler de l'IA comme d'une entité autonome ou lui donner une identité n'est peut-être pas incorrect du point de vue du langage, ou du moins rien ne prouve que cela soit incorrect, mais c'est incorrect dans les faits. Si l'on considère l'IA comme une chose qui n'existe pas en soi, simplement comme le résultat de la collaboration de plusieurs personnes, on réfléchit beaucoup mieux à ce qu'on pourrait en faire ou à la façon dont on pourrait l'améliorer et la maîtriser. Et je parle là en tant que personne au centre de ce qui se fait en ce moment."

J'ai demandé à Soryu Forall s'il était possible qu'il soit trop attaché à sa propre histoire concernant l'IA. "Avoir conscience que nous ne savons pas ce qui va se passer demain est important, m'a-t-il répondu. Mais il importe aussi de ne pas ignorer les faits." Il est clair pour lui que "la courbe s'accélère".

"Je ne crois pas que ces systèmes se soucieront du bien-être et du sort des humains, poursuit-il. Je ne vois pas pourquoi ils le feraient, de la même façon que nous ne nous soucions pas du sort de la plupart des animaux. Ce n'est peut-être qu'une histoire, mais ce n'est pas à moi de prouver qu'elle est fautive."

— **Annie Lowrey,**
publié le 25 juin

SOURCE



THE ATLANTIC

Washington, États-Unis
Mensuel

theatlantic.com

L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création en 1857. Intellectuelle et placide, cette vénérable publication, agrémentée ses pages de poèmes et d'illustrations recherchées.



france

↓ Dans la maison
amiénoise
de Jules Verne.



—South China
Morning Post (Hong Kong)

Pour un écrivain qui a attisé les envies de voyages au gré de ses ouvrages, Jules Verne, l'auteur, en 1873, du *Tour du monde en quatre-vingts jours* (c'est le roman français le plus traduit à ce jour), n'aura guère burlingué.

Après une journée à Amiens – la cité picarde zébrée de canaux où il s'installe après avoir vécu à Paris –, je commence à comprendre sa réticence à quitter cette petite ville située à deux heures de route de la capitale, au nord.

Cette année, Amiens a honoré son ancien habitant en inaugurant un circuit consacré à son univers – 16 lieux jalonnant un itinéraire de 2,6 kilomètres qui rend hommage à l'écrivain de science-fiction. À chaque halte, l'information est proposée à la fois en français et en anglais, accompagnée de codes QR qui donnent accès à des explications complémentaires.

Né à Nantes en 1828, Jules Verne aurait peut-être approuvé l'emploi de codes QR, mais je soupçonne qu'il n'aurait pas été contre un nom plus créatif que "Parcours Jules Verne". "Le

Quatre mille pas chez Jules Verne

Série d'été. Pour rendre hommage au père de la science-fiction, Amiens lui a dédié un parcours. L'occasion pour ce journal de Hong Kong de découvrir une ville que l'auteur a marquée de son empreinte.

tour d'Amiens en quatre-vingts minutes", peut-être ?

Quoi qu'il en soit, le circuit permet d'en savoir plus sur sa vie. Paris lui réussit à l'époque où il est étudiant puis agent de change mais, lorsqu'il décide de faire de sa passion de l'écriture un travail à temps plein, c'est à Amiens qu'il se retire, séduit par ses esplanades arborées, ses canaux sinueux et son architecture gothique.

Certains des sites ponctuant le parcours, comme la cathédrale d'Amiens, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, sont des joyaux à part entière.

La cathédrale Notre-Dame a servi de source d'inspiration à Jules Verne, qui fait allusion à cet imposant chef-d'œuvre gothique dans plusieurs de ses romans.

La plus grande cathédrale gothique de France fait paraître Notre-Dame de Paris bien petite en comparaison (la première pourrait contenir deux fois la seconde), mais ce n'est pas uniquement pour sa taille que l'Unesco l'a distinguée, mais également pour la vitesse à laquelle elle est sortie de terre – en soixante-huit ans seulement, ce qui était plutôt peu au début du XIII^e siècle.

Les sculptures sont omniprésentes – sur les stalles du chœur, 4000 statues de bois donnent à voir diverses scènes, marchandes ou religieuses, et près d'un millier de personnages de pierre tapissent l'extérieur –, mais l'objet le plus insolite de l'édifice est un crâne exposé dans une vitrine, dans une chapelle latérale.

Caverne d'Ali Baba Si l'on en croit la légende, le croisé Wallon de Sarton l'aurait trouvé, dans les années 1200, dans les ruines d'un palais de Constantinople. D'après les inscriptions grecques figurant sur le plateau d'argent sur lequel il est enchâssé, il s'agirait du crâne de saint Jean-Baptiste, dont Wallon de Sarton a fait don à Amiens.

C'est pour abriter ce crâne que la ville a lancé la construction de la cathédrale, et, à l'exception d'une brève parenthèse pendant la Révolution (de 1789 à 1799), quand le maire d'Amiens le dissimule chez lui pour le mettre à l'abri, le "chef de saint Jean-Baptiste" n'a jamais quitté son emplacement.

D'autres sites balisant le parcours distillent non seulement des informations sur Amiens, mais évoquent également les ouvrages de l'écrivain. À côté de l'horloge Dewailly – une allégorie du printemps prenant la forme d'une femme dévêtue ["Marie sans chemise"] tenant à la main une branche de pommier –, un panneau explicatif propose une analyse des personnages féminins de Jules Verne.

Dévoilée en 1999, la sculpture est une reproduction de celle qui avait disparu pendant la Seconde Guerre mondiale. L'original avait été sculpté par Albert Roze, à qui l'on doit également la tombe de l'écrivain, non loin de là.

Dans le verdoyant parc Jules-Verne, on découvre une autre statue d'Albert Roze : un buste de l'écrivain juché sur une solide colonne de pierre. À son pied, une femme et deux garçonnetts sont plongés dans les ouvrages



↓ La bibliothèque Louis-Aragon, à Amiens. Photos : Tamara Hinson/SCMP



de l'auteur, dont les titres sont gravés à l'arrière de la statue.

Inaugurée en 1909, cette statue a été financée grâce à des dons recueillis par l'Académie des sciences, des lettres et des arts d'Amiens, dont l'écrivain était membre.

Les balançoires en plastique de l'aire de jeux consacrée à l'univers de Jules Verne, dans le square Jules-Bocquet, semblent bien rudimentaires dans ce décor de science-fiction, avec sa cachette en forme de fusée, inspirée du vaisseau spatial du roman *De la Terre à la Lune* (1865); une reproduction du serpent de mer du *Voyage au centre de la Terre* (1864); et sa structure à grimper en forme de sous-marin inspiré de *Vingt Mille Lieues sous les mers* (1870).

Le clou du parcours reste la maison de Jules Verne – une caverne d'Ali Baba transformée en musée qui permet d'en apprendre plus sur un écrivain qui se met à sa table de travail, sans faute, de 5 heures à 11 heures du matin tous les jours, avant de s'accorder une pause-déjeuner ou une promenade jusqu'à l'hôtel de ville d'Amiens ou la bibliothèque.

Conseiller municipal, Jules Verne est membre du Comité d'inspection et d'achat de livres de la bibliothèque et fera don

d'une bonne partie de la collection actuelle de cette dernière, composée de 20 000 objets relatifs à l'écrivain, dont son cher globe terrestre.

C'est en 1882 qu'il emménage dans ce qui est aujourd'hui la maison de Jules Verne avec son épouse, Honorine. Il est alors au faite de sa gloire et peut s'offrir une propriété spacieuse possédant divers raffinements tels qu'un jardin d'hiver – une coquetterie prisée à la fin du XIX^e siècle, servant généralement à témoigner l'intérêt du propriétaire pour les destinations lointaines.

Coiffure de "Chou". Dans le fumoir, où l'écrivain reçoit, on trouve parmi les pièces exposées une de ses plumes à côté de notes manuscrites, et, au salon, des photos de famille jaunies tapissent le mur – le couple n'aura jamais d'enfants mais restera proche du frère de Jules et de ses trois sœurs.

Sur une photo, l'une d'elles, Marie, arbore une coiffure dite "bouffante" – qui lui doit sans doute le surnom que lui a donné Jules, "le Chou". La salle à manger est une véritable mine d'or, avec ses placards remplis de vaisselle frappée du monogramme de l'écrivain.

À l'étage, les chambres sont autant de temples dédiés à son art. Vous pensiez que votre chevet était un vrai capharnaüm livresque? Si l'on en croit les photographies en noir et blanc exposées, celui de Jules Verne battait tous les records, ou presque.

Jules Verne puise son inspiration dans les 12 000 ouvrages (dont beaucoup sont toujours sur place) qui garnissent sa bibliothèque. L'écrivain s'y réfère pour ses feuilles de calcul sur

les cyclones, les fleuves et autres phénomènes naturels, et pour établir des cartes détaillées.

En comparaison, son bureau, où il donne vie à une trentaine de romans, est du genre spartiate. Dans un cadre, une citation du journaliste Edmondo de Amicis, qui rend visite à Jules Verne en 1896, révèle que sa table de travail est "recouverte de livres et de cartes, disposés de manière symétrique; à l'angle opposé se tient un petit lit de camp, étroit et très bas".

Les références à l'écrivain foisonnent à Amiens, des statues aux musées, en passant par les cafés et les pharmacies flanquées de son nom.

Début 2024, une énorme sculpture de pieuvre dont les tentacules cracheront de l'eau – un hommage à *Vingt Mille Lieues sous les mers* – sera dévoilée sur le parvis de la gare.

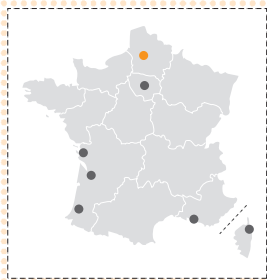
Mais il existe d'autres raisons de visiter Amiens, dont les hortillonnages, des jardins aménagés sur des îles tapissées de fleurs sauvages, séparées par d'étroits canaux – où l'on cherchera en vain des pieuvres, hélas.

Le soir, un son et lumière métamorphose la cathédrale et la place Notre-Dame, noire de monde, sur laquelle elle se dresse.

Il semblerait que certains habitants aient vu au départ, dans ces projections high-tech aux couleurs arc-en-ciel, un pied de nez à ce lieu de culte classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Mais je soupçonne que Jules Verne, qui, comme chacun sait, était en avance sur son temps, et a d'ailleurs abordé les illusions d'optique dans *Le Château des Carpathes* (1892), aurait grandement apprécié.

—Tamara Hinson,

publié le 18 septembre 2022



par la presse américaine, hongkongaise, allemande, espagnole et britannique.

Dans le prochain numéro : En défense de Marseille.

●●● Tout l'été, *Courrier international* vous invite à suivre la presse étrangère dans les villes et les régions françaises. Un tour de France qui va de Paris à Bastia, en passant par la Loire, la Charente, les Landes, la région lyonnaise...

Redécouvrez la France vue

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/185-atlas>



Le Moyen-Orient en cartes

Cet atlas original, réalisé avec les meilleurs spécialistes, synthétise des siècles d'histoire et éclaire d'un jour nouveau, au-delà des émotions, les enjeux géopolitiques actuels.

12€*

L'eau et les océans en cartes

Berceau de la vie, l'eau est aussi à l'origine des civilisations. Parcourez cette vaste géographie aquatique qui irrigue notre histoire au gré de plus de 200 cartes.



14,90€*



Les peuples en cartes

Ce hors-série revient sur la façon dont se sont construits les peuples et les États-nations au fil du temps et sur ce qui les définit : une langue, un territoire, une culture, un récit fondateur...

14€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2023. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

BRICS LE DOLLAR, NON MERCII!

Du 22 au 24 août, le sommet des Brics sera l'occasion pour le Sud global de remettre en question l'hégémonie du dollar. Est-ce possible? Oui, mais ça ne sera pas simple, répond la presse internationale. Il n'empêche, l'idée séduit et pousse de plus en plus de pays à vouloir rejoindre le groupe formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

—Daily Maverick (Johannesburg)

Lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial organisé à Paris [les 22 et 23 juin], le président brésilien, Lula da Silva, s'est élevé contre l'ordre économique international, critiquant la prédominance du dollar américain dans les échanges commerciaux.

Il a proposé que la création d'une monnaie pour le groupe des Brics, sur le modèle de l'euro, soit discutée lors du sommet des Brics, qui se tiendra [du 22 au 24 août] en Afrique du Sud.

La Russie, empêchée de négocier en dollars par les sanctions américaines imposées à la suite de l'invasion de l'Ukraine, semble être le membre des Brics le plus favorable à cette idée. Mais est-ce un projet réaliste ?

C'est l'avis d'Aly-Khan Satchu, directeur général de Rich Management [société de conseil en investissement établie au Kenya] : "La sanction sur les réserves de change en dollars de la Russie [décidée dès février 2022] a accéléré la recherche d'une monnaie de substitution. Cette réaction irréfléchie des États-Unis a montré au monde entier que la possibilité de détenir des réserves en dollars dépendait du bon vouloir des autorités américaines."

Il pense que l'heure est venue de mettre un terme à la suprématie du dollar et des États-Unis pour passer le flambeau aux Brics. "Nous avons déjà constaté une hausse des transactions en monnaies locales telles que la roupie indienne, le yuan chinois et le dinar des Émirats arabes unis. L'architecture du pétrodollar est en désaffection. Aujourd'hui, la Russie et l'Inde fixent les prix du pétrole en fonction de l'indice de référence de Dubaï." Cependant, est-il possible de créer une monnaie commune à cinq nations réparties à travers le globe ?

Panier de marchandises. Satchu en a la conviction : "Je pense que l'idée est que la monnaie soit évaluée sur la base d'un panier de marchandises physiques, ce qui est plus sain que le régime actuel du dollar, dont la planche à billets est contrôlée par les États-Unis. Dans un premier temps, cette monnaie sera probablement réservée aux échanges commerciaux, ce qui permettra aux Brics de conserver leurs monnaies nationales afin de garder la main sur leur politique monétaire."

Selon Aly-Khan Satchu, les grandes disparités entre les économies et les monnaies des Brics ne sont pas un obstacle à une monnaie commune : "Contrairement à l'euro, je pense que ce ne sera pas une monnaie unique, mais que la monnaie des Brics servira de moyen d'échange en dehors du système du dollar."

Tout le monde ne partage pas cet avis. Pour Iraj Abedian, directeur général de Pan-African Investment and Research Services [cabinet de conseil et de recherche économique de premier plan établi en Afrique du Sud], l'idée d'une monnaie spécifique aux Brics est une démarche essentiellement politique de la part de la Chine pour asseoir sa position dans le monde, en partant du principe que cette monnaie serait en grande partie fondée sur le yuan chinois.



SOURCE

DAILY MAVERICK

Johannesburg
Afrique du Sud
dailymaverick.co.za

Le Daily Maverick est né sur les cendres de Maverick, un magazine d'affaires lancé à la fin de 2005. Mais la société éditrice est emportée par la crise financière de 2008. La rédaction, elle, ne renonce pas et crée une version en ligne. Audacieux, décalé et réactif, le webzine est devenu l'un des sites phares de la presse sud-africaine.

← Dessin de Harry Haysom, Royaume-Uni.

Il note toutefois que la Chine ne remplit pas la plupart des conditions techniques pour faire du yuan une monnaie de réserve. Son système bancaire et ses marchés financiers manquent de stabilité, de réglementation, de transparence et de crédibilité aux yeux du monde.

Iraj Abedian pense également que les économies des Brics ne sont pas suffisamment diversifiées pour soutenir une monnaie commune : "Il n'y a pas assez de flux bilatéraux. La Russie vendra du pétrole et du gaz à la Chine, et ce sera tout."

En effet, trois membres des Brics (la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud) sont des exportateurs de produits de base avec un faible potentiel pour un commerce intrabloc.

Donald MacKay, directeur général de XA Global Trade Advisers [cabinet de conseil sud-africain dans le domaine du commerce international], estime que les "éternelles discussions autour d'une monnaie des Brics ne sont qu'une chimère". La Chine et l'Inde ont signé en 2013 un contrat d'échange de devises qui leur permet d'échanger des yuans contre des roupies et inversement. "En 2015, la Chine a exporté pour 1 milliard de dollars de marchandises vers l'Inde,

"Les principales économies des Brics sont la Chine et l'Inde, des adversaires acharnés qui coopèrent rarement sur quelque sujet que ce soit."

Jim O'Neill,
ÉCONOMISTE BRITANNIQUE

mais a ensuite refusé le yuan comme moyen de paiement, préférant conserver l'argent en Inde pour financer ses investissements dans le pays. Si cela n'a pas fonctionné dans ce contexte, il n'y a aucune raison de penser que cela pourrait fonctionner à plus grande échelle."

Selon lui, l'accord de 2013 a révélé les limites du contrat d'échange de devises au sein des Brics, qui exige un certain équilibre entre les économies concernées. À défaut, il faut recourir à une monnaie plus universelle pour fournir des liquidités.

Jim O'Neill apporte un éclairage utile. Alors analyste chez Goldman Sachs [banque d'investissement], il a créé en 2001 l'acronyme "BRICs" (avec un "s" minuscule, l'Afrique du Sud ayant rejoint plus tard ce groupe composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine). Il s'est penché sur le "retour des discussions" à propos des menaces pesant sur la suprématie mondiale du dollar américain.

Jim O'Neill pense que la prédominance du dollar sera remise en cause si, un jour, les États-Unis ne sont plus la première économie mondiale, comme pour la livre sterling au cours de la première moitié du xx^e siècle. Ce ne serait pas nécessairement une mauvaise chose pour les États-Unis, compte tenu des responsabilités liées à l'émission de la première monnaie de réserve mondiale.

Menace illusoire. Il admet toutefois qu'il n'est pas "optimal" que les monnaies, les politiques monétaires et les structures commerciales des autres pays soient aussi dépendantes du système monétaire américain et des priorités nationales de la Réserve fédérale.

Cependant, l'existence d'un "groupe de puissances émergentes excluant les États-Unis, [avec] de plus hautes aspirations, n'aura pas forcément d'effet sur le système financier axé sur les États-Unis. Les principales économies du groupe sont la Chine et l'Inde, des adversaires acharnés qui coopèrent rarement sur quelque sujet que ce soit."

Tant que cette situation ne changera pas, Jim O'Neill estime qu'il est illusoire de croire que les Brics, ou n'importe quel groupe plus important, "puissent présenter une menace sérieuse pour le dollar".

"Et surtout, pour qu'un membre des Brics puisse constituer un défi stratégique pour le dollar, il faudrait qu'il autorise, voire encourage, les épargnants et les investisseurs étrangers et nationaux à décider eux-mêmes quand acheter ou vendre des actifs libellés dans sa monnaie. Cela signifie qu'il n'y aura pas de contrôle des capitaux semblable à celui que la Chine a l'habitude de pratiquer. Tant que les Brics ne trouveront pas un substitut crédible au dollar pour leur propre épargne, il y a peu de chances que la domination du billet vert soit remise en question."

→ 26

Contexte

Les enjeux du sommet

●●● Du 22 au 24 août, le groupe des Brics, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, se réunira à Johannesburg, en Afrique du Sud. Un sommet dont le président russe Vladimir Poutine, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, sera absent. Au programme de ces rencontres, deux idées majeures : l'établissement d'une monnaie commune, qui permettrait à ces pays de s'affranchir des transactions en dollars et de contourner les sanctions internationales, et l'élargissement du groupe.

De fait, la guerre en Ukraine a amplifié l'intérêt de nombreux pays du Sud pour un désalignement. Un mouvement dont les Brics pourraient être le fer de lance : une vingtaine de pays sont déjà candidats pour intégrer le groupe (lire p. 30). Et 67 pays d'Afrique et du Sud global ont été invités par Pretoria pour assister à l'ouverture et à certains événements du sommet. Celui-ci, anticipait le 9 août le quotidien algérien **El Watan**, devrait être pour les pays du Sud l'occasion d'"exprimer leur vision sur le remodelage du monde".

25 ← Jakkie Cilliers, responsable du programme Afriques Futures and Innovation à l'Institut d'études de sécurité (ISS), estime que la capacité de la Chine à jouer ce rôle à l'échelle mondiale a été érodée par la centralisation du pouvoir aux mains du président Xi Jinping. «À l'avenir, nous devrions donc assister à un déclin graduel de la place du dollar au profit d'un système plus complexe et moins unipolaire, avec une progression de l'euro (l'économie de l'Union européenne étant plus importante que celle des États-Unis) et du yuan, entre autres, mais sans substitut unique au dollar.»

La route est encore longue. Bien que le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ait assuré à Lula qu'il y aurait des discussions sur une monnaie des Brics lors du sommet du mois prochain, [le professeur de relations internationales] Anil Sooklal, sherpa [conseiller] des Brics pour l'Afrique du Sud, a indiqué que ce ne serait pas le cas.

Il a confié au *Daily Maverick* en mai : «Ce que nous avons, c'est un accord interbancaire pour effectuer des transactions commerciales en monnaie locale. Il s'agit d'un accord-cadre que nous n'avons pas activé. Aujourd'hui, il est donc sérieusement question de le faire.»

Les Brics se sont déjà engagés dans cette voie. La nouvelle banque de développement des Brics a entrepris d'accorder des prêts en monnaies locales avec l'ambition qu'ils atteignent 30 % des prêts d'ici cinq ans. Selon Anil Sooklal, la banque étudie également la possibilité d'emprunter dans les monnaies locales, et les membres des Brics ont commencé à effectuer des transactions commerciales dans leurs monnaies.

Cependant, la route vers une monnaie commune est encore longue. La pression de la Russie, qui cherche à échapper aux sanctions, et peut-être celle de la Chine, désireuse d'élargir son rôle sur la scène internationale, ainsi que le Brésil de Lula pourraient faire avancer le projet d'une monnaie des Brics.

Mais il est encore trop tôt pour inscrire le billet vert sur la liste des espèces en voie de disparition.

—Peter Fabricius,
publié le 24 juillet

4,5%

C'EST LA PART DU YUAN DANS LES TRANSACTIONS MONDIALES, en février dernier, soit plus que le yen japonais (1,5 %) et un peu moins que l'euro (6 %), selon le service de messagerie interbancaire Swift, écrit le *Financial Times*. Un an plus tôt, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la monnaie chinoise pesait à peine 2 %. Parallèlement, la part du dollar est passée de 86,8 % à 84,3 %. Ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité, car ils ne recensent pas les échanges entre la Chine et la Russie libellés en yuans, qui passent par une plateforme concurrente de Swift.

→ Dessin de Makhmud Eshonkulov, Ouzbékistan.



CARTOON MOVEMENT

LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT MANQUE DE DOLLARS

Établie à Shanghai, la Nouvelle Banque de développement souhaite libérer les pays du Sud du joug du billet vert. Mais depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le ralentissement de l'économie chinoise, elle a cruellement besoin de liquidités.

—The Wall Street Journal,
extraits (New York)

Une banque de développement créée par la Chine et ses partenaires du groupe des Brics était censée réorganiser la finance internationale. L'invasion russe de l'Ukraine risque aujourd'hui d'en faire une banque zombie.

Huit ans après sa fondation par [le président chinois] Xi Jinping et ses homologues du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, la Nouvelle Banque de développement (NDB), installée dans un beau gratte-ciel de Shanghai, n'émet quasiment plus aucun prêt et peine à lever des fonds en dollars pour rembourser ses dettes, selon l'analyse de ses comptes et des entretiens avec des personnes proches du dossier.

La NDB est la moins connue des deux banques multilatérales dont le siège se trouve en Chine, l'autre étant la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB). L'AIIB et la NDB ont été lancées pour réduire la dépendance au dollar des pays en développement. Elles voulaient être une solution de remplacement au Fonds monétaire international (FMI) permettant de financer le développement dans certaines des économies mondiales en plus forte croissance.

L'AIIB travaille à une échelle bien plus grande que la NDB, et compte parmi sa centaine de membres de nombreux États occidentaux, comme le Royaume-Uni et le Canada. Elle a été prise dans une tourmente politique en juin après que son directeur de la communication, un Canadien, a démissionné et accusé la direction de la banque d'être «sous la coupe du Parti communiste» chinois, ce que l'AIIB a qualifié d'infondé. Ottawa a déclaré suspendre toute activité avec l'établissement pendant l'examen des accusations, et l'AIIB a annoncé l'ouverture d'une enquête interne.

Pendant ce temps, la NDB lutte pour sa survie, menacée par sa propre dépendance à la monnaie des États-Unis. Peu après l'entrée de l'armée russe en Ukraine, en février 2022, la NDB a gelé tout nouveau prêt à la Russie, afin de garantir aux investisseurs qu'elle se conformait aux sanctions occidentales. Mais Wall Street a vite rechigné à prêter de l'argent à cet établissement détenu à près de 20 % par la Russie, les milieux financiers américains étant également rebutés par le renforcement de l'alliance entre Xi Jinping et Vladimir Poutine.

Depuis, la banque a dû contracter des dettes de plus en plus coûteuses pour assurer le service d'emprunts antérieurs et le maintien de ses fonds

propres. Pour renforcer ses ressources, elle est en pourparlers avec l'Arabie saoudite, l'Argentine et le Honduras afin qu'ils deviennent membres de la banque, selon des personnes proches du dossier. Le prêt obligataire de 1,25 milliard de dollars qu'elle a contracté en avril, le premier

Jusqu'à présent, la Chine, dont l'économie ralentit, n'a pas souhaité renflouer les coffres de la NDB.

depuis l'invasion russe, lui a coûté presque cinq fois plus cher que le précédent.

“La banque doit s'inquiéter de sa difficulté d'accès aux marchés des capitaux”, affirme Luciana Acioly, chercheuse principale à l'Institut de recherche en économie appliquée, au Brésil. *C'est un problème qui n'a pas de solution immédiate.*” Dans un communiqué, la NDB dit être convaincue que ses émissions obligataires suscitent un fort intérêt et assure que ses sources de liquidités et d'octroi de prêts restent solides.

Depuis son arrivée au pouvoir, en 2012, Xi Jinping cherche à promouvoir la monnaie chinoise à l'international afin qu'elle corresponde à la puissance économique du pays – et le protège des sanctions américaines, à mesure que s'accroît la concurrence géopolitique avec l'Occident. La banque des Brics s'inscrit bien dans les objectifs stratégiques du président chinois.

Après son installation à Shanghai en 2015 et un apport en capitaux de 10 milliards de dollars des cinq pays fondateurs, ses membres ont compris qu'il serait difficile de ne travailler qu'avec les banques et les marchés financiers chinois. La NDB a commencé à emprunter des milliards de dollars auprès d'investisseurs institutionnels à Wall Street et de banques d'État chinoises. Une partie de ses emprunts sont en yuans chinois, et environ deux tiers sont en dollars des États-Unis, ce qui ne correspond guère à l'objectif affiché de rompre avec la dépendance au billet vert.

Les fonds étant réunis, la NDB a commencé à prêter de l'argent. La progression a été rapide, de 1 milliard de dollars de crédits en 2017 à environ 30 milliards de dollars au début de 2022.

Plus de 10 milliards de dollars ont ainsi financé des projets d'infrastructure et des aides liées au Covid-19 dans les Brics, qui représentent ensemble un tiers de l'économie mondiale.

Puis l'invasion russe de l'Ukraine a dissuadé Wall Street d'accorder des prêts à une banque détenue à quasiment 40 % par la Russie et la Chine. L'agence Fitch a baissé la note de la NDB en juillet 2022, faisant valoir ses difficultés d'accès aux marchés obligataires en dollars. Quand les banques d'investissement ont prévenu l'établissement que le coût d'éventuelles nouvelles dettes serait le quadruple de ce qu'il était avant la guerre en Ukraine, la NDB a renoncé à lever des fonds, selon des personnes bien informées.

Si le coût des emprunts de la NDB augmente, alors les taux d'intérêt des prêts qu'elle accorde à ses membres doivent aussi augmenter, ce qui sape la raison d'être de l'établissement. Depuis l'invasion russe, la banque a quasiment doublé le coût de ses prêts, et ses décaissements ont fortement diminué.

Jusqu'à présent, la Chine, dont l'économie ralentit, n'a pas souhaité renflouer les coffres de la NDB. Lors de conversations privées avec des investisseurs étrangers, des fonctionnaires chinois ont cherché à désolidariser la figure de Xi Jinping du sort de la NDB, faisant valoir que c'est le prédécesseur de Xi [Hu Jintao] qui, le premier, avait soutenu la création de cette banque.

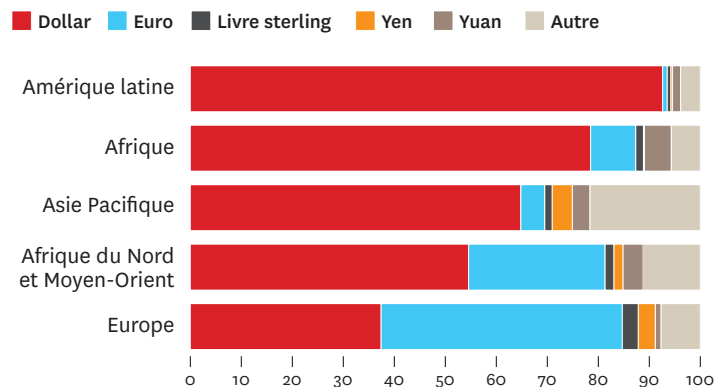
La situation est d'autant plus délicate que, selon les statuts de la NDB, le prochain pays à occuper sa présidence tournante sera la Russie. Les observateurs anticipent que cette personnalité, qui devrait prendre ses fonctions en 2025, cherchera à revenir sur la suspension des prêts accordés au Kremlin.

Peu d'éléments portent à croire que les discussions avec l'Arabie saoudite ou d'autres pays aboutiront à un afflux considérable de capitaux. La NDB reste donc embourbée dans le statu quo, sans guère de signes d'amélioration. “Les Brics doivent être solidaires face à ces difficultés”, estime Luciana Acioly. *Reste qu'ils auront beaucoup de mal à relever ces défis si la guerre en Ukraine se poursuit.*”

— Alexander Saeedy et Lingling Wei, publié le 16 juin

Le dollar domine encore

Composition des réserves de change des banques centrales (par région, en %)



La majorité des responsables de banques centrales interrogés prévoient que la part du dollar dans les réserves mondiales tombera progressivement à 54 % dans les dix ans qui viennent, essentiellement au profit de l'euro, contre 59 % aujourd'hui et 57% en 2022.

SOURCES : ENQUÊTE DE L'OFFICIAL MONETARY AND FINANCIAL INSTITUTIONS FORUM AUPRÈS DE 75 BANQUES CENTRALES, JUIN 2023, "FINANCIAL TIMES".

L'Inde préfère les roupies

●●● L'Inde tente de promouvoir l'utilisation de sa monnaie locale. À la mi-juillet, le géant sud-asiatique a signé un accord avec les Émirats arabes unis pour “établir un cadre dans le but de promouvoir l'utilisation des monnaies locales (la roupie et le dirham)” dans les transactions entre les deux pays, selon **The Hindu**. Cet accord survient alors que des “entités indiennes ont commencé à payer en yuans les majors russes de l'énergie et devrait renforcer la tendance à faire des affaires en devises locales, mieux acceptées depuis le début de la crise ukrainienne”, affirme le quotidien anglophone basé à Madras.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, et les sanctions à l'endroit de la Russie, l'Inde tente de trouver des moyens de continuer à commercer avec Moscou. Les importations de pétrole russe ont bondi dans une Inde dépendante à plus de 80 % de l'étranger pour son approvisionnement en brut. Les deux pays ont longtemps planché sur un mécanisme d'échange “roupies-roubles”, mais sans grand succès. La conversion entre les deux monnaies, après l'avoir rattachée au dollar, serait trop coûteuse pour les parties prenantes, estimait **l'Hindustan Times**.

En revanche, alors que les spéculations allaient bon train quant à la création d'une nouvelle monnaie au sein des Brics début juillet, le ministre des Affaires étrangères indien a affirmé qu’“il n'y a[vait] pas de plans pour une nouvelle monnaie Brics et que l'accent [était] mis sur le renforcement de la monnaie nationale”.

Le Brésil veut une monnaie commune

●●● Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, entend “lancer une discussion” sur la possibilité d'une monnaie

commune aux Brics lors du prochain sommet annuel de l'organisation, signale **O Estado de São Paulo**. Le quotidien brésilien rappelle que le dirigeant a “déjà proposé la création d'une monnaie sud-américaine”. Depuis son retour à la tête du Brésil, le 1^{er} janvier, Lula a critiqué à plusieurs reprises l'hégémonie du dollar américain dans les échanges commerciaux, appelant les Brics à créer une monnaie alternative commune, via la Nouvelle Banque de développement, dirigée depuis avril par l'ex-présidente brésilienne Dilma Rousseff (2011-2016), issue comme Lula du Parti des travailleurs (PT). “Pourquoi sommes-nous obligés d'acheter des dollars pour faire nos échanges ?” a ainsi déclaré le dirigeant de gauche lors d'un sommet des pays d'Amérique du Sud, organisé à Brasília en mai, ajoutant : “Nous visons un peu de souveraineté commerciale, de souveraineté économique.” Par ailleurs, “cette année, le Brésil et la Chine ont établi les bases” d'un système de “transactions directes entre le real et le yuan, sans qu'il soit nécessaire de convertir en dollars”. Mais l’“ambition” de Lula, désireux de “relancer” le club des pays dits “émergents”, est vue par ses détracteurs comme “une tentative de rester pertinent sur la scène internationale”, remarque la **Folha de São Paulo**.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Russie, Venezuela, Chine : la diplomatie “chimérique” de Lula.

Pour son troisième mandat, Lula accumule les erreurs, estimait un journaliste du site **Connectas** à l'occasion de la visite du président brésilien à Paris, fin juin.

La solution : une monnaie numérique

VU DE RUSSIE Une devise unique numérique permettrait d'éviter qu'un autre pays ne devienne hégémonique dans l'économie mondiale, et contournerait l'obstacle de la désignation d'une banque nationale comme banque d'émission, explique une analyste dans la presse russe.

On parle de plus en plus du projet des pays des Brics de créer une nouvelle devise unique qui concurrencerait le dollar comme principale monnaie de réserve", écrit Michael Roach, consultant et chercheur en économie globale dans un article du journal australien *The Interpreter*, repris par le site russe d'analyse des relations internationales **Rossia v Globalnoi Politikié** le 10 août. Une question à l'ordre du jour du sommet des Brics, qui se tient à Johannesburg du 22 au 24 août 2023.

L'utilisation du dollar comme une "arme" à travers les sanctions et les guerres commerciales pousse de plus en plus de pays à vouloir s'affranchir du système monétaire américain, constate l'auteur. L'un des signaux les plus symboliques de cette tendance a été émis, selon lui, lors du dernier sommet de Davos, où le ministre des Finances de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays était prêt à s'ouvrir aux échanges internationaux dans d'autres monnaies que le dollar, "une première depuis cinquante ans".

Mais le grand moteur de la dédollarisation pourrait bien être le plan de développement économique chinois des nouvelles routes de la soie, "ce gigantesque projet d'infrastructures devant relier l'Asie à l'Afrique, l'Europe à l'Amérique du Sud, mais dont les États-Unis sont exclus". Or "tous les pays de l'Opep participent aux différents projets des nouvelles routes de la soie, tandis que seuls sept de ses trente membres ont posé leur candidature pour intégrer les Brics".

"Nous nous employons à développer des échanges en monnaies nationales et à bâtir une infrastructure qui relie nos systèmes de paiement."

Elvira Nabioullina, PRÉSIDENTE DE LA BANQUE CENTRALE DE RUSSIE

Reste que les obstacles à la création d'une nouvelle devise autonome sont nombreux. La présidente de la Banque centrale de Russie, Elvira Nabioullina, a modéré les ardeurs à ce sujet début juillet. "L'idée d'une monnaie unique pour les échanges entre les pays des Brics

mérite toute notre attention, mais c'est un projet difficile à réaliser comme toute idée de devise nationale, explique-t-elle au site économique **Forbes.ru**. C'est pourquoi nous nous employons simultanément à développer des échanges en monnaies nationales et à bâtir une infrastructure qui relie nos systèmes de paiement." Il s'agit pour l'heure de "simplifier" les échanges commerciaux et de "réduire" la dépendance au dollar.

La création d'une monnaie unique supranationale est en effet un défi considérable, rappelle dans le quotidien russe **Moskovski Komsomolets** Natalia Miltchakova, analyste principale chez Freedom Finance Global (Kazakhstan). Même l'euro, "première monnaie commune à un grand nombre de pays de l'histoire", a pour l'heure "échoué à détrôner le dollar".

Pour elle, le principal obstacle dans toute tentative de créer une devise supranationale réside dans la "nécessité d'un centre d'émission monétaire commun". Celui-ci ne peut être qu'une banque centrale. Or cela pose deux problèmes : d'une part, les pays n'accepteront pas tous de réduire le rôle de leur propre banque centrale, et le choix de la devise d'un seul d'entre eux engendrerait un nouveau pays hégémonique, "comme les États-Unis, mais doté d'une économie beaucoup plus faible"; d'autre part, la banque des Brics, créée pour le financement de projets d'investissements dans les infrastructures, n'est pas adaptée au rôle de banque d'émission.

La création d'une devise commune numérique serait alors la seule solution, résume l'experte. Selon elle, les moyens techniques à cette fin existent déjà. Une monnaie nationale numérique (CDBC) existe en Chine et va voir le jour en Russie. L'Afrique du Sud a déjà participé à des expérimentations de ce type. Le Brésil et l'Inde sont intéressés. À terme même, si chaque pays des Brics émettait sa monnaie nationale numérique, "une devise commune ne serait peut-être plus indispensable".

Une telle évolution des choses serait quoi qu'il en soit fort rentable pour la Russie, remarque-t-elle : cela réduirait les risques liés aux sanctions, augmenterait le prestige du rouble numérique et attirerait encore plus de pays au sein des Brics, soit "autant de nouveaux partenaires et de marchés pour Moscou".

— **Courrier international**



Vu de
Taïwan

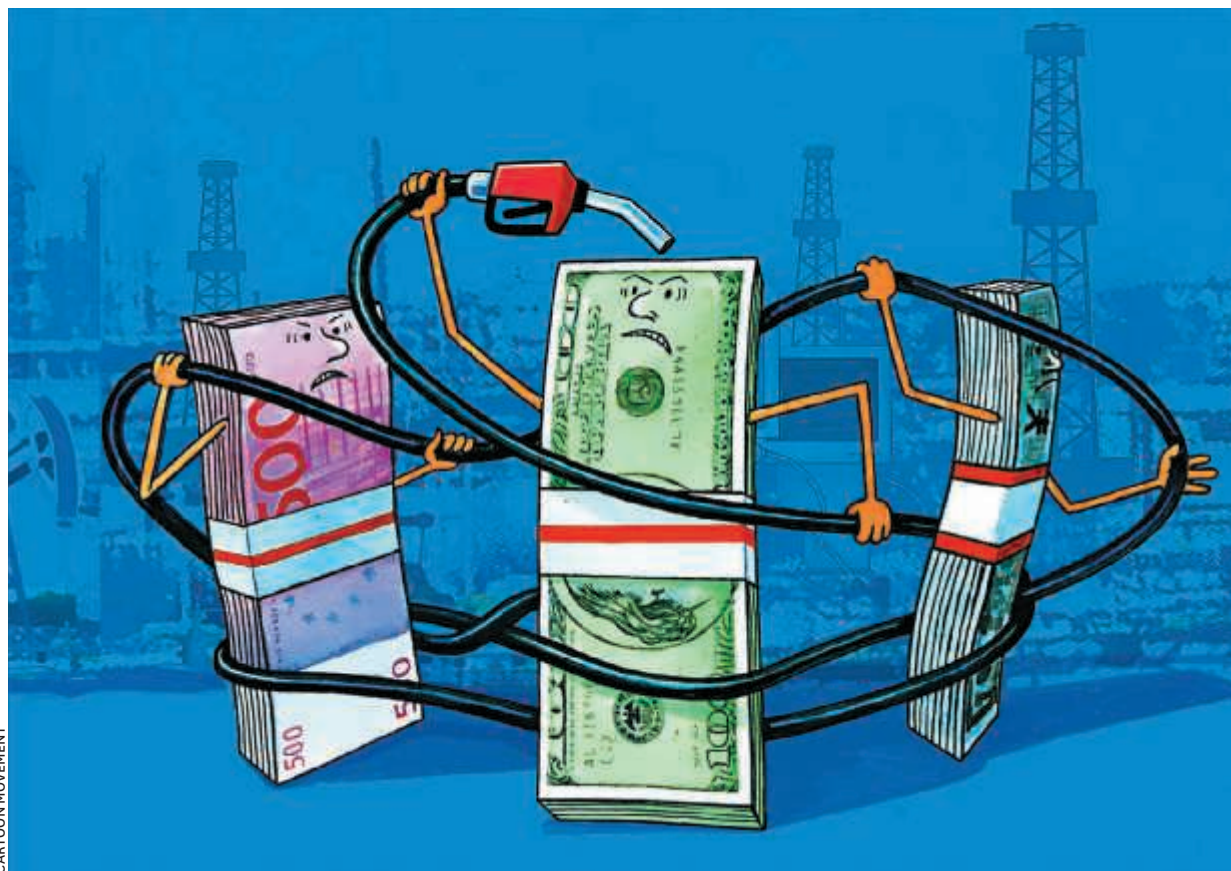
"La dédollarisation ne sera pas un processus pacifique"

● Il est indéniable que le déclin du dollar américain se poursuit, affirme l'ancien Premier ministre taïwanais Chen Chong (Sean Chen) dans une tribune publiée sur le site du mensuel taïwanais **Yuanjian** (littéralement "Prévoyance"). Même si les virulents discours contre la domination du dollar de nombreux dirigeants, comme le président brésilien Lula, le président iranien Ebrahim Raïssi et le président kényan William Ruto, ont trouvé un large écho, "la dédollarisation ne se fera pas du jour au lendemain, et ne sera pas non plus un processus pacifique". Pour Chen Chong, il est évident que les États-Unis, qui "jouissent des privilèges du dollar américain", feront tout pour maintenir la domination de leur monnaie, mais que la domination du dollar s'estompera dans le futur système monétaire international. S'il ne croit pas à un transfert direct vers un système monétaire bipolaire, "des blocs monétaires peuvent être une option transitoire". De plus, rappelle Chen Chong, Leslie Maasdorp, directeur financier de la Nouvelle Banque de développement créée par les Brics, a affirmé qu'il n'y avait pas de projet immédiat pour créer une monnaie, ni l'intention de défier le dollar américain. Les pays membres du groupe sont donc plus dans "le défolement" que dans la mise en œuvre immédiate de la dédollarisation, estime l'ancien Premier ministre taïwanais.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

L'économie chinoise dans une "spirale dangereuse". Après avoir interdit à ses économistes d'utiliser le mot "déflation", la Chine, poids lourd du groupe des Brics, y est pourtant bel et bien confrontée. En juillet, les prix à la consommation et à la production ont chuté pour la première fois depuis 2021. Un nouveau motif d'inquiétude pour la deuxième économie mondiale.



CARTOON MOVEMENT

UN REcul INÉLUCTABLE

VU DU MONDE ARABE La dédollarisation s'accélère, sous l'effet de la guerre en Ukraine, des sanctions imposées par Washington et du retour de la Chine au Moyen-Orient. Une tendance très forte dans les pays du Golfe, explique ce consultant spécialiste de la région.

—The New Arab, extraits (Londres)

Le dollar n'est pas en passe de s'effondrer, mais il est en déclin. Il n'y a pas si longtemps, on n'aurait pas pu concevoir que la monnaie américaine perde sa prépondérance incontestée sur le marché mondial. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Au cours des vingt-cinq dernières années, la part de marché du dollar est passée de plus de 70 % à moins de 60 %. En 2001, la part des réserves [de change] mondiales détenues en dollars était de 73 %. Cette année, elle n'est plus que de 58 %.

L'invasion de l'Ukraine en février 2022 et la réaction occidentale à l'agression de Moscou ont entraîné une accélération du rejet du dollar.

Imposition de lourdes sanctions américaines contre la Russie, gel des réserves russes de dollars, retrait des grandes banques russes de Swift [réseau mondial de transmission d'informations

relatives aux virements bancaires] : plus que jamais, la dédollarisation est en marche.

En menant une guerre financière totale contre la Russie, Washington a incité davantage de pays du Sud à chercher des solutions alternatives au dollar. La Chine attend depuis longtemps de voir sa propre monnaie s'imposer davantage dans le commerce international. Depuis des années, Pékin tente d'accroître l'adoption de sa monnaie sur toute la planète.

“La politique volontariste de la Chine en faveur des échanges et des investissements en yuans – connue aussi sous le nom d’*internationalisation du renminbi*” – a débuté lors de la crise financière mondiale de 2007-2008, explique John Calabrese, chargé de cours au Middle East Institute (Washington). Les responsables chinois

ont alors acquis la conviction que l'utilisation du dollar comme principale devise [dans les échanges internationaux] pourrait rendre leur pays plus vulnérable aux fluctuations internationales des marchés.”



DÉCRYPTAGE

↑ Dessin de Makhmud Eshonkulov, Ouzbékistan.

Depuis février 2022, la Chine a grandement bénéficié de l'accélération de la dédollarisation. Et cette année, un grand nombre de pays, notamment l'Argentine, le Brésil, la Russie et les Émirats arabes unis (EAU), ont effectué leurs transactions commerciales avec la Chine non plus en dollars mais en yuans.

“Dédollariser les relations commerciales constitue une garantie contre les sanctions américaines, fait valoir Jim Krane, chargé de cours sur l'énergie au Baker Institute for Public Policy [dépendant de l'université Rice, située à Houston, au Texas]. Les États-Unis n'ont cessé d'utiliser les sanctions pour pénaliser des pays et des entreprises. Les sanctions commencent à faire du commerce dollarisé un handicap.”

“Si un nouveau système émerge, il faut pouvoir y participer, c'est une question de prudence économique.”

Omar Al-Ubaydli, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE BAHRÉÏN

Tom Czitrion, ancien gestionnaire de portefeuille, a récemment écrit dans *The Globe and Mail* que “nous semblons entrer dans une nouvelle période où les autres pays du monde, à l'exception de satellites des États-Unis comme le Canada, cherchent activement à mettre fin à leur dépendance envers le dollar”.

En mars, la Chine a conclu son premier contrat énergétique en yuans, pour environ 65 000 tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) importé des Émirats arabes unis. La compagnie pétrolière China National Offshore Oil Corporation (Cnooc) et TotalEnergies ont mené la transaction en utilisant la plateforme [d'import-export d'hydrocarbures] Shanghai Petroleum and Natural Gas Exchange (SHPGX).

Il s'agit d'une première. Cette transaction était avant tout un “galop d'essai, un projet pilote”, estime Rachel Ziemba, du Center for a New American Security [groupe de réflexion basé à Washington]. “Elle témoigne du fait que des expérimentations sont en cours dans le domaine des monnaies et des systèmes de paiement.”

Les EAU et d'autres membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ne jouent pas un rôle moteur dans cette dédollarisation. Ce sont les pays fortement sanctionnés par les États-Unis qui ont pris la tête du mouvement.

En revanche, les États du CCG réagissent pragmatiquement. “Si un nouveau système émerge, il faut pouvoir y participer, c'est une question de prudence économique”, ajoute Omar Al-Ubaydli, président de la Société des économistes de Bahreïn.

Au début de l'année, le ministre des Finances d'Arabie saoudite, Mohammed Al-Jadaan, a donné un entretien à *Bloomberg*, lors du Forum économique mondial de Davos, affirmant que le royaume était prêt à améliorer le commerce en libellant certaines transactions dans d'autres monnaies que le dollar. En 2022, des responsables saoudiens ont aussi annoncé qu'ils envisageaient de vendre du pétrole à la Chine en yuans. → 30

29 ← Or, à l'époque, de nombreux analystes estimaient que de tels propos traduisaient davantage une volonté d'influencer Washington que de commencer à exporter le pétrole du royaume vers la Chine en yuans.

Rachel Ziemba explique que les États du Golfe pourraient bénéficier de meilleures conditions ou d'une tarification plus cohérentes dans leurs achats en monnaie chinoise ou dans d'autres devises qui ne seraient pas des dollars. *“Toutefois, dans la pratique, ce serait plus avantageux pour la Chine que pour les pays arabes [et notamment pour les États membres du CCG]”,* commente-t-elle.

Déclin de l'hégémonie américaine. En dehors du CCG, d'autres pays du Moyen-Orient se montrent favorables à la dédollarisation. Israël a ajouté le yuan à ses réserves en devises, et la Banque centrale d'Irak a fait savoir qu'elle utiliserait la monnaie chinoise dans ses transactions commerciales.

Par ailleurs, des facteurs géopolitiques expliquent l'influence croissante de la Chine au Moyen-Orient, sur fond de déclin de l'hégémonie américaine.

“Les initiatives des pays du Golfe en matière de devises (visent à) montrer aux États-Unis qu'ils ne sont pas des pions, que d'autres solutions existent et que ces États attendent davantage de garanties en termes de sécurité”, explique John Calabrese.

Mais le contrôle des changes et la manipulation des cours pratiqués par Pékin font que certains décideurs politiques des États du Golfe préfèrent éviter la monnaie chinoise. *“Leur préférence va au maintien des exportations de pétrole et de gaz libellées en dollars, car ces devises sont bien plus faciles à dépenser”,* selon Jim Krane.

“Les devises du Golfe sont adossées au dollar, rappelle John Calabrese. Pour cette raison, ces pays pourraient s'inquiéter des décisions à grande échelle sur le yuan, ne serait-ce que pour éviter une panique qui pourrait se retourner contre eux.”

“Afin de faciliter réellement les échanges dans d'autres monnaies, les pays du CCG devraient aussi pouvoir convertir leur épargne dans d'autres monnaies, ajoute Rachel Ziemba. Les contrôles chinois sur les capitaux pourraient rendre cela plus difficile.”

Cependant, la tendance à la dédollarisation semble inéluctable. Reste à savoir quand l'hégémonie du dollar va prendre fin.

— **Giorgio Cafiero,**
publié le 7 juin

SOURCE

THE NEW ARAB

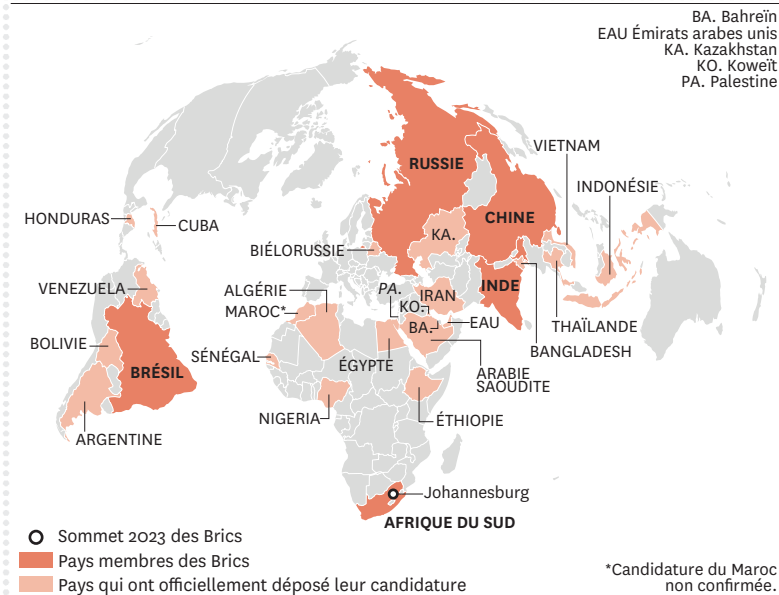
Londres, Royaume-Uni
newarab.com

Le site *New Arab* est le pendant anglophone de celui du quotidien panarabe *Al-Araby Al-Jadid*, basé à Londres, créé en 2014, quelques mois après sa grande sœur arabophone. Il possède néanmoins sa propre rédaction et propose ses propres articles.



Analyse

Qui veut rejoindre le club?



●●● À Durban, du 22 au 24 août, ils seront nombreux à se presser pour assister au sommet des Brics. Selon **Bloomberg**, outre les cinq pays déjà membres, des représentants de 71 pays ont été invités à assister au sommet. À eux seuls, les cinq membres du bloc représentent plus de 42 % de la population mondiale, 23 % du produit intérieur brut mondial et 18 % du commerce international. Mais à Durban sera aussi discutée l'éventualité d'un élargissement vers d'autres pays. Or, indique le site d'actualité financière, *“vingt-deux nations ont officiellement demandé à devenir membres à plein temps du groupe, et plus de vingt autres ont soumis des demandes informelles”*. Parmi ces pays intéressés, Algérie, Argentine, Bangladesh, Bahreïn, Biélorussie, Bolivie, Cuba, Égypte, Éthiopie, Honduras, Indonésie, Iran, Kazakhstan, Koweït, Maroc, Nigeria, État de Palestine, Arabie saoudite, Sénégal, Thaïlande, Émirats arabes unis, Venezuela et Vietnam, indique le **Daily Maverick**. Le journal sud-africain en annonce vingt-trois : il compte aussi le Maroc, qui n'a ni infirmé ni confirmé cette hypothèse. Pour Anil Sooklal, professeur de relations internationales, un tel élargissement ferait des Brics un espace géopolitique constitué de *“près de 50 % de la population mondiale et plus de 35 % du PIB mondial”*. *“Et ce chiffre augmentera”*, avertit-il dans les colonnes de **Bloomberg**.

Un poids démographique et économique que les Brics entendent bien transformer en capacité de peser sur la scène internationale. Car pour celui qui est aussi le sherpa (conseiller) de l'Afrique du Sud sur le sujet, ce sommet pourra constituer *“un changement tectonique”* dans l'architecture géopolitique mondiale. *“Ce sera le plus grand rassemblement de ces derniers temps de pays du Sud se réunissant pour discuter des défis mondiaux actuels.”* Même analyse du côté chinois. Pour le **Global Times**, la coopération politique et sécuritaire sera l'un des objectifs principaux du sommet à Durban. Ce quotidien chinois anglophone (qui dépend du groupe publiant le *Quotidien du peuple*, l'organe du Parti communiste) dénonce ainsi une gouvernance mondiale actuelle dominée par les États-Unis, lesquels *“créent une atmosphère de confrontation et de tension dans le monde entier”*, notamment par leur stratégie indo-pacifique et leur utilisation de l'Otan *“pour encercler et contenir simultanément la Chine et la Russie”*. À ce monopole américain, le **Global Times** oppose la coopération en matière de sécurité des Brics, qui mettrait l'accent, selon lui, sur la sécurité commune et multilatérale. Le quotidien estime que le nombre de pays ayant manifesté leur désir de se joindre au bloc est l'indicateur le plus sûr que *“le multilatéralisme est nécessaire aux pays émergents*

et en développement”. Dans un monde où les querelles idéologiques et sécuritaires s'intensifient, le **Global Times** plaide donc pour que les Brics se dotent de mécanismes de sécurité pérennes, mettant notamment en avant l'Initiative de sécurité mondiale préconisée par la Chine. Présenté comme *“une pensée gagnant-gagnant”*, ce mécanisme *“vise à éliminer les causes profondes des conflits internationaux et à améliorer la gouvernance de la sécurité mondiale”*, affirme encore le quotidien chinois. Reste à savoir si les Brics parleront d'une même voix. En effet, dans un autre article, **Bloomberg** fait état de dissensions parmi les États membres, affirmant par exemple que l'Inde et le Brésil s'opposeraient à la volonté chinoise d'élargir le groupe des Brics.

Vu du Royaume-Uni

L'heure du Sud global a sonné

●●● *“Un ordre mondial plus subtil émergera”* de la guerre en Ukraine, prédit le **Financial Times**, à Londres. Plus complexe, plus dangereux *“peut-être”*, mais surtout source d'opportunités. *“Il suffit de voir la manière dont certains dirigeants africains ont tenté de s'imposer en médiateurs du conflit pour comprendre à quel point le Sud global s'affirme sur la scène internationale”*, analyse le quotidien britannique. Au sein de ce mouvement de non-alignés, symbolisé par les Brics, les intérêts ont beau diverger, voire s'opposer, les objectifs communs *“paraissent clairs”*, de la restructuration du Conseil de sécurité de l'ONU à la remise en cause du dollar dans l'économie mondiale. Le problème, soulève le **Financial Times**, réside dans les équilibres au sein des Brics. *“La Chine est le seul des cinq États à avoir passé un cap, sur le plan tant économique que diplomatique. C'est d'ailleurs Pékin qui souhaite ardemment élargir le club. Mais si les États qui entrent sont redevables à la Chine (...), alors les Brics ressembleront moins à un groupe de pression en faveur des pays du Sud qu'au fan-club d'une puissance hégémonique en devenir.”*



Oui, je m'abonne pour 10,75€ par mois
par prélèvement automatique, au lieu de ~~19,77€~~ €*.

Je reçois **en cadeau** 4 numéros supplémentaires de *Courrier international*. Je remplis le mandat SEPA ci-dessous.

RÉDUCTION
-45%*

* Prix de vente au numéro.



Tous les magazines **livrés** chaque semaine.



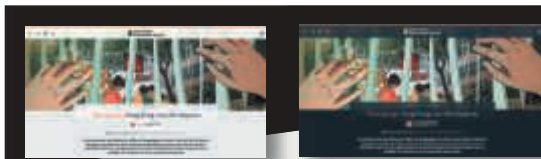
L'**accès au site Internet** en illimité
sur tous les supports numériques.

EN CADEAU

4 numéros supplémentaires
de **Courrier international**
si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.



Mon premier prélèvement
aura lieu après la réception
de mes 4 numéros gratuits.



www.courrierinternational.com

- Possibilité de lecture **en mode "sombre"** pour une meilleure accessibilité.
- **Pour chaque article**, vous avez le temps de lecture, la date de publication, la source et la langue de traduction.
- Vous avez un lien pour le lire dans sa **version originale**. Et vous pouvez également le partager avec vos amis.
- Vous accédez à la totalité des articles qui vous sont réservés et bien d'autres contenus : **cartes, infographies...**

Je préfère payer en une seule fois.

Je règle 129 € par chèque bancaire
à l'ordre de *Courrier international*.

1 an - 52 numéros + l'accès à la totalité du site Internet.

+ simple
+ rapide
+ d'offres

Abonnez-vous **directement** sur le site Internet
et profitez **immédiatement** du site

<https://abo.courrierinternational.com/auto2301>

J'indique mes coordonnées :

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP

VILLE

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Désignation du compte à débiter

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France 75013 Paris

trans- versales. sciences



Environnement..34
Économie36
Signaux37

Nous laissons notre ADN partout

Éthique. Le matériel génétique humain présent dans l'environnement recèle une mine d'informations. Les utilisations potentielles de ces données – notamment par les forces de l'ordre – inquiètent les spécialistes des libertés individuelles.

—The New York Times,
extraits (New York)

Au départ, David Duffy, généticien spécialiste de la faune sauvage à l'université de Floride, voulait juste trouver un meilleur moyen de suivre dans le temps les pathologies des tortues de mer. Et partout où il cherchait, il tombait sur de l'ADN humain.

Ces dix dernières années, les chercheurs spécialisés dans la vie animale ont affiné les techniques de récupération d'ADN environnemental (ADNe), autrement dit les traces de matériel génétique que tout être vivant laisse derrière lui. Outil puissant et bon marché apprécié des écologues, l'ADN environnemental est omniprésent : il flotte dans l'air,

traîne dans l'eau, la neige, le miel et même sur votre tasse de thé.

Il a permis de détecter la présence d'espèces envahissantes avant qu'elles ne prennent le dessus, de suivre l'évolution de populations d'animaux sauvages vulnérables ou mystérieuses, et même de redécouvrir des espèces que l'on croyait disparues. La technologie de l'ADNe est également utilisée dans les systèmes de surveillance des eaux usées pour contrôler le virus responsable du Covid et d'autres agents pathogènes.

Dans les cours d'eau. Mais les scientifiques qui y ont recours récupèrent incidemment des grandes quantités d'ADN humain. Pour eux, c'est un élément polluant, une collecte accidentelle,

qui brouille leurs données. Mais que se passerait-il si certains s'avaient de collecter exprès de l'ADNe humain ?

Selon Erin Murphy, professeure à la faculté de droit de l'université de New York et spécialiste de l'utilisation des nouvelles technologies dans la justice pénale, les nouvelles techniques de collecte d'ADN sont "du pain bénit" pour les forces de l'ordre. La police se hâte bien souvent d'adopter des outils qui n'ont pas fait leurs preuves, comme l'exploitation de l'ADN, pour créer des portraits-robots de suspects fondés sur les probabilités.

Cela peut poser des problèmes en matière de protection de la vie privée et des libertés civiles, d'autant plus que, grâce aux progrès technologiques, on est capable de

recueillir davantage d'informations à partir d'échantillons d'ADN environnemental de plus en plus petits. David Duffy et ses collègues ont utilisé une technologie

On peut récupérer des informations médicales et généalogiques à partir de l'ADNe.

à la portée de tous et de toutes les bourses pour voir quelles informations ils pouvaient tirer de l'ADN humain récupéré dans différents environnements, comme les cours d'eau et l'air intérieur.

On apprend dans le compte rendu de leurs recherches, publié le 15 mai dans la revue *Nature Ecology & Evolution*, qu'ils ont

ainsi réussi à récupérer des informations médicales et généalogiques à partir d'infimes fragments d'ADN humain présents dans l'environnement.

Les éthiciens de la médecine légale et les spécialistes du droit estiment que les conclusions de l'équipe de Floride rendent d'autant plus urgente l'instauration d'une réglementation complète protégeant la vie privée dans le domaine génétique. Pour les chercheurs, ces résultats mettent également en évidence une distorsion des règles relatives à ces techniques aux États-Unis, où il est plus facile pour des forces de l'ordre d'appliquer une nouvelle technologie balbutiante que pour des chercheurs d'obtenir l'autorisation de mener des études visant simplement à la valider.



← Dessin d'Isabel Seliger paru dans *The New York Times*, États-Unis.

Cela fait des décennies que l'on sait que des fragments de notre ADN parsèment la planète comme des détritiques, sans qu'on y accorde d'importance, semble-t-il. Mais depuis qu'ils ont trouvé des niveaux "surprenants" d'ADN humain dans leurs échantillons lors du suivi des maladies des tortues de mer de Floride, David Duffy et son équipe ont entrepris d'obtenir une image plus précise de l'état de l'ADN humain dans l'environnement, afin de voir quelles informations il pouvait révéler sur les habitants d'une région.

Assurances. Dans le cadre d'une validation de principe de l'une de leurs expériences, ils ont prélevé l'équivalent d'une canette de soda d'eau d'un ruisseau de Saint Augustine, en Floride, pour servir d'échantillon. L'équipe y a récupéré beaucoup plus d'ADN humain lisible que prévu. Grâce aux progrès des connaissances sur la génétique humaine, l'analyse d'échantillons, même limités, peut désormais conduire à la découverte d'une mine d'informations sur l'ascendance génétique.

Les chercheurs ont également repéré des mutations-clés associées à un risque plus élevé de diabète, de problèmes cardiaques ou de maladies oculaires. Dans l'échantillon, ils ont aussi remarqué la présence de matériel génétique d'une personne présentant une mutation susceptible d'entraîner une maladie rare provoquant des troubles neurologiques progressifs et qui est souvent mortelle. Il s'agit d'une pathologie héréditaire, qui apparaît vers la quarantaine. David Duffy n'a pas pu s'empêcher de se demander si cette personne était au courant, si sa famille le savait et si sa compagnie d'assurances avait cette information.

Anna Lewis, une chercheuse à Harvard qui étudie les implications éthiques, juridiques et sociales de la recherche génétique, explique que les spécialistes de bioéthique ne s'étaient pas beaucoup penchés jusqu'à présent sur la question de l'ADN environnemental, mais que les découvertes de David Duffy et de ses collègues vont les amener à le faire.

Selon elle, des technologies reposant sur l'ADN pourraient servir à surveiller certaines catégories de personnes, par exemple

celles présentant des antécédents familiaux spécifiques, des troubles médicaux ou des handicaps particuliers.

Les conséquences d'un tel usage vont dépendre de qui utilise ces technologies, et pour quoi faire. Si le regroupement d'échantillons d'ADN peut aider les chercheurs en santé publique à déterminer l'incidence d'une mutation à l'origine d'une maladie au sein d'une catégorie de population donnée, ce même échantillon d'ADN pourrait également servir à identifier et persécuter des minorités ethniques.

"Cela dote les autorités d'un nouvel outil très efficace, estime Anna Lewis. Je pense qu'il existe, sur le plan international, de nombreuses raisons de s'inquiéter." Des pays comme la Chine procèdent déjà à un suivi génétique approfondi et précis de leurs ethnies minoritaires, notamment des Tibétains et des Ouïgours. Des outils comme l'analyse d'ADN pourraient leur faciliter la tâche, observe la chercheuse.

Dans quelle mesure les recherches sur l'ADN environnemental vont constituer un champ de mines éthique va dépendre aussi de la possibilité d'identifier un individu en détail ou non. C'est déjà le cas dans certaines circonstances.

Il n'y a pas de garde-fou pour les policiers qui utilisent une nouvelle technologie.

Le type de données génétiques récupérées par David Duffy dans des lieux publics ne serait pas compatible avec les méthodes actuellement utilisées par les forces de l'ordre aux États-Unis pour identifier des individus, affirme Robert O'Brien, un biologiste médico-légal de l'université internationale de Floride, ancien analyste d'ADN dans un laboratoire de police scientifique.

En effet, lorsque la police scientifique procède à une analyse d'ADN, elle compare un échantillon prélevé sur la scène du crime à l'ADN d'un suspect en examinant 20 marqueurs répartis sur le génome humain et répertoriés dans le Combined DNA Index System (Codis), la base de données de profils ADN du FBI, explique Robert O'Brien. Mais ces

marqueurs ne sont pertinents que si plusieurs proviennent à coup sûr de la même personne. Or, comme les fragments d'ADN étudiés par David Duffy ne permettent pas de capturer plus d'un marqueur à la fois, un lieu public comme le ruisseau de Floride a tout du puzzle cauchemardesque.

Cependant, des chercheurs en médecine légale estiment que l'identification individuelle à partir d'ADN environnemental est d'ores et déjà possible dans des espaces clos et peu fréquentés. En octobre, une équipe du centre de recherche médico-légale de l'hôpital universitaire d'Oslo a testé une nouvelle technique de récupération d'ADN humain à partir d'échantillons d'air. Elle a ainsi été en mesure d'établir des profils Codis complets à partir d'ADN en suspension dans l'air d'un bureau.

Cela montre que l'ADN recueilli sur une scène de crime peut effectivement servir aux forces de l'ordre pour accuser des personnes, même si les écologues spécialistes de la vie sauvage qui ont mis au point ces techniques affirment qu'elles ne sont pas assez avancées pour permettre une telle utilisation.

Aux États-Unis, les chercheurs universitaires désireux de creuser la question de l'ADN humain sont contraints de justifier l'étendue de leurs études et de répondre aux problèmes de protection de la vie privée en suivant une procédure imparfaite : ils doivent consulter les comités d'éthique de leur établissement qui peuvent limiter le champ de leurs expériences ou y mettre un veto. En revanche, il n'existe pas de tels garde-fous pour les policiers qui essaient une nouvelle technologie.

Tribunaux réticents. Barbara Prainsack, professeure à l'université de Vienne, qui étudie la réglementation concernant l'usage de la technologie de l'ADN en médecine et en criminalistique, fait remarquer : "Dans presque tous les régimes du monde, on constate un déséquilibre entre ce que les forces de l'ordre ont le droit de faire et ce que la recherche publique et les entreprises privées sont autorisées à faire."

Alors que certains pays, à l'instar de l'Allemagne, disposent d'une liste verte validant les technologies et formes de preuves

pouvant être employées par les services répressifs, c'est exactement l'inverse aux États-Unis. "On se croirait au Far West, c'est la liberté totale, estime Erin Murphy, on part du principe que la police peut faire tout ce qu'elle veut dès lors que ce n'est pas explicitement interdit."

Afin d'éviter que des éléments scientifiques pas assez affinés ou sans valeur n'influencent les débats judiciaires, les juges de première instance sont censés déterminer si le témoignage scientifique d'un expert "repose sur une base fiable". Mais Erin

"S'agit-il toujours d'une information médicale ? À qui appartient l'ADN une fois collecté ?"

Erin Murphy, PROFESSEURE DE DROIT

Murphy souligne qu'on ne peut pas raisonnablement exiger d'un tel magistrat qu'il ait une parfaite connaissance des dernières avancées scientifiques. De plus, les règles "favorisent la recevabilité des preuves, en comptant sur le jury pour faire la part des choses".

Depuis des dizaines d'années, des organisations comme Innocence Project s'efforcent de bouter la pseudoscience hors des cours de justice, l'analyse de cheveux au microscope, les analyses d'éclaboussures de sang et les preuves de morsures ayant toutes été utilisées pour condamner à tort des accusés. Même face aux démonstrations accablantes du manque de fiabilité de ces technologies, "les tribunaux sont encore réticents à ne pas les autoriser ou à casser un verdict" fondé sur de tels éléments de preuve, parce que cela fait longtemps qu'elles sont employées, explique Aliza Kaplan, professeure à la faculté de droit Lewis & Clark de Portland (Oregon) et conseillère de l'association Forensic Justice Project [Projet de justice médico-légale].

Le prélèvement d'ADN environnemental humain fait penser à l'usage d'autres technologies de surveillance qui ne nécessitent pas le consentement des citoyens à titre individuel, comme les caméras à reconnaissance faciale. Cependant, pour les spécialistes, il existe une différence importante.

Lorsqu'il s'agit de collecter de l'ADN, les individus ne sont pas les seuls concernés. "Les membres de la famille et, dans certains contextes, les communautés se retrouvent aussi impliqués", souligne Sandra Soojin Lee, éthicienne biomédicale à l'université Columbia.

"L'ADN permet de retrouver les membres d'une famille élargie, d'avancer dans le temps jusqu'à vos enfants et de reculer dans le temps jusqu'à vos ancêtres", ajoute Erin Murphy. "À l'avenir, qui sait ce que l'ADN nous dira sur les personnes, et comment cela pourra être utilisé?"

Les informations génétiques ont de très nombreux débouchés, car elles intéressent aussi bien les laboratoires pharmaceutiques qui mettent au point des thérapies que les actuaire des compagnies d'assurances ou les chercheurs en santé publique. Mais faute d'une définition juridique de l'ADN, il est difficile de mettre en place des mesures de protection des citoyens. S'agit-il d'un bien personnel, demande Erin Murphy? S'agit-il d'une donnée? S'agit-il toujours d'une information médicale? À qui appartient l'ADN une fois collecté?

Pour les bioéthiciens et les spécialistes des libertés civiles, la mise en garde de David Duffy fournit aux décideurs l'occasion de discuter de l'éthique et de la légalité d'une nouvelle technique génétique avant qu'elle ne soit utilisée à grande échelle, ce qui est rare. En général, il leur faut courir pour rattraper leur retard, mais grâce aux écologues qui étudient la vie sauvage, ils disposent désormais d'une petite longueur d'avance.

—Elizabeth Anne Brown, publié le 15 mai



SOURCE

THE NEW YORK TIMES
New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com

Avec 1600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et quelque 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée").



↓ Dessin de **Fernanda Jiménez Aguilar** paru dans **Gatopardo**, Mexico.



Pour l'amour des tortues

Série d'été. Élevée dans les montagnes de Veracruz, au Mexique, Graciela Tiburcio s'est toujours sentie proche de la nature. Mais c'est pour les tortues marines qu'elle s'est prise de passion.

— **Gatopardo**, extraits (Mexico)

Les années 1970 ont été des années noires pour les tortues mexicaines. Graciela Tiburcio, née à Veracruz en 1973, ne les a pas vraiment connues mais, deux décennies plus tard, elle a autopsié plusieurs de ces animaux dans le cadre de son doctorat au Brésil. “La cause de la mort, raconte-t-elle, était à chaque fois la même : une occlusion intestinale provoquée par l’ingestion de plastique, notamment des sacs et des bouchons.” Elle avait sous les yeux les ravages causés par la pollution marine.

À la même époque, dans les années 1990, le Mexique a interdit la consommation de chair [et

d’œufs] de tortue. Toutefois, dans notre pays “ce n’est pas la consommation locale qui a mis les tortues en danger, mais l’avidité des hommes”, soutient Graciela Tiburcio.

Le problème a commencé à la fin des années 1950, lorsque le crocodile a été menacé d’extinction en raison du commerce de sa peau. Pour le protéger, le gouvernement a dû instaurer des mesures d’urgence et décréter l’interdiction de la chasse au crocodile. Les chasseurs se sont alors rabattus sur la tortue marine. “En dix ans, les populations de tortues se sont effondrées, et cet animal qui était présent sur Terre depuis 200 millions d’années a presque disparu.”

À une période, le Mexique exportait 50 % du cuir de tortue

caouanne commercialisé dans le monde. La moitié, soit 25 % des ventes mondiales, venait de Basse-Californie du Sud [péninsule du nord-ouest du Mexique]. “Aucune espèce ne peut survivre à ce rythme, poursuit la scientifique. La tortue verte atteint la maturité sexuelle entre 20 et 30 ans. Et la tortue luth ne pond que tous les quatre ans.”

Lucioles. Le lien puissant qui unit Graciela Tiburcio à la nature trouve son origine dans la ferme de son grand-père, dans les montagnes de l’État de Veracruz [dans l’est du pays]. C’est là-haut, dans la forêt luxuriante, sans eau potable ni électricité, que la renvoient ses premiers souvenirs : ceux d’une

“enfance privilégiée, plongée dans la nature”.

“Après avoir couru au milieu du bétail et joué avec les agneaux et les chevaux, nous allions nous baigner à la rivière, raconte-t-elle. Et lorsque l’obscurité envahissait la maison, nous nous déplaçons en tenant des bocaux contenant des vers luisants.” La lueur verdâtre émise par ces coléoptères bioluminescents devenait une lampe qui éclairait les pièces où couraient les enfants. “Ma maison était pleine d’encyclopédies et de livres sur les animaux. C’est peut-être la raison pour laquelle j’ai toujours voulu être biologiste.”

“C’est mon père qui m’a transmis l’amour de la nature, poursuit-elle, pourtant il a été très déçu lorsque je suis partie faire mes études à Xalapa [à l’est de Mexico]. Ma mère, en revanche, m’a soutenue. Elle me disait toujours que peu importaient les études que je faisais, l’important était que je sois indépendante”. Graciela Tiburcio, aînée d’une fratrie de trois enfants, est devenue l’une des plus grandes spécialistes des tortues au Mexique – même si son père aurait préféré qu’elle soit comptable.

En 2015, elle a reçu le prix du mérite environnemental du gouvernement mexicain pour son action en faveur de la défense de la nature. Elle a également été récompensée au niveau international pour le succès des programmes de conservation auxquels elle a œuvré et pour son dévouement aux tortues.

Sa passion pour les tortues est née sur la plage de Lechuguillas, un site isolé, où se trouve l’un des écosystèmes les plus importants de l’État de Veracruz pour la nidification des tortues vertes et des tortues de Kemp. L’un de ses cousins, qui travaillait pour l’aquarium de Veracruz, avait proposé de l’y emmener pour libérer une tortue. “Cet animal m’a tout de suite fascinée et ce sentiment ne m’a jamais quittée.” Pendant les trois années qui ont suivi, elle s’est consacrée à sa thèse sur les chauves-souris, mais elle est souvent retournée au centre de sauvegarde des tortues de Lechuguillas.

Cette passion l’a conduite en Basse-Californie du Sud, où elle a décidé de s’installer : “Je vis ici depuis vingt-six ans et je n’imagine pas vivre ailleurs, même si au début le contraste avec ce que j’avais toujours connu a été saisissant.”

“Ce que je préfère, c’est être sur la plage la nuit pour protéger les nids.”

Le territoire de Veracruz est vert, l’eau et la jungle y sont reines. La Basse-Californie du Sud est sèche, “avec une végétation xérophile [capable de vivre dans un environnement pauvre en eau] très belle, mais c’est un désert de couleur jaune et café”. Des couleurs qui tranchent avec le bleu intense du Pacifique. C’est “un contraste magnifique, ce paysage est d’une beauté indescriptible”, ajoute la biologiste.

Pour elle, la Basse-Californie du Sud a une vocation de conservation : “C’est l’État qui compte le plus d’associations de défense de l’environnement et de zones naturelles protégées de tout le Mexique.” C’est là qu’a été créé le premier sanctuaire de baleines grises du monde. À la différence de ce qui se passe ailleurs au Mexique, les hôteliers de Basse-Californie du Sud apprécient la manne offerte par la nature. “Ils connaissent l’importance d’avoir des tortues près de leurs infrastructures, la valeur ajoutée que cela représente pour leurs clients, cela fait partie de l’attrait touristique.”

À Los Cabos [dans le sud de la péninsule], le secteur privé entretient un lien direct avec les programmes de protection de l’environnement, comme ceux consacrés aux tortues étudiées par Graciela Tiburcio. “Ces animaux sont des indicateurs de la santé des écosystèmes, insiste-t-elle, s’ils sont là c’est que tout va bien ou qu’il est encore temps d’agir.”

Six des sept espèces de tortues marines recensées sur la planète nidifient au Mexique. Cinq viennent pondre sur les côtes de Basse-Californie du Sud. Les programmes de protection et le travail des défenseurs de l’environnement ont permis aux populations de certaines espèces de progresser, parmi lesquelles les tortues vertes, la première espèce à laquelle Graciela Tiburcio s’est intéressée, celle qui l’a accompagnée tout au

long de sa vie et de sa carrière professionnelle.

“Dans le Pacifique et dans le monde entier, les populations de tortues olivâtres se reconstituent. Et grâce aux programmes de conservation mis en place dans l’État de Tamaulipas [dans le nord-est du pays], l’aire de répartition de la tortue de Kemp s’est étendue de Veracruz au Texas [aux États-Unis].” Ce qui ne veut pas dire que ces espèces ne sont pas en danger d’extinction. “Toutes les tortues marines sont menacées, insiste la biologiste, mais certaines le sont plus que d’autres, comme la tortue imbriquée et la tortue luth”. La dernière fois qu’elle a vu une tortue luth, c’était en 2021, avec sa fille : “Ça a été l’une des plus belles expériences de ma vie. C’est la plus grande tortue du monde.”

Réseau. La tortue luth est non seulement la plus grande tortue du monde, mais aussi celle qui plonge le plus profond lors de ses longs voyages à travers l’océan. Son cycle de reproduction est plus complexe que celui des autres espèces. Alors que la tortue olivâtre pond ses œufs tous les ans et la tortue verte tous les deux ans, “la ponte de la tortue luth a lieu tous les quatre ans, ce qui rend les observations très difficiles”, explique l’experte. Elle poursuit : “La pêche est sa plus grande ennemie. Beaucoup meurent noyées dans les filets, qui sont le plus grand danger pour elles.”

Le travail de Graciela Tiburcio a ceci de particulier qu’il porte à la fois sur les caractéristiques biologiques des tortues et sur leur importance dans certaines cultures. “Il faut absolument intégrer les populations humaines locales dans un programme de protection et de conservation de la nature, explique-t-elle. C’est le seul moyen d’assurer sa pérennité à long terme. Un projet de conservation doit être pensé par et pour les communautés locales.”

Si elle insiste autant sur cette condition, c’est “parce que si les scientifiques se retrouvent sans subventions pour mener leurs recherches, les programmes sont abandonnés... Et les gouvernements changent tous les trois ans. C’est

bien connu, les politiques adorent balayer les initiatives de leurs prédécesseurs, même les meilleures. Or les programmes de conservation des tortues doivent se dérouler sur le long terme : il faut attendre vingt ans pour voir ce que devient une génération.”

Graciela Tiburcio sait de quoi elle parle : elle a collaboré avec divers gouvernements et coordonné plusieurs programmes, incluant la protection de forêts, et travaille aujourd’hui comme conseillère auprès des communes et des collectivités.

La biologiste a également créé un réseau de collaboration qui réunit tous les acteurs du tourisme en Basse-Californie du Sud. “Nous ne pourrions pas sauver les tortues sans le soutien de tous”, souligne-t-elle. C’est pourquoi elle passe autant de temps à parler avec les hôteliers, les restaurateurs et les pêcheurs, à qui elle explique les avantages apportés par la présence des tortues. “Elles sont devenues une attraction touristique, et c’est une bonne chose, dit-elle. Leur plus grand allié est le tourisme. C’est devant les hôtels qu’elles sont le plus en sécurité, même si certaines pratiques néfastes perdurent.” Comme jeter des ordures dans les endroits qu’elles fréquentent, s’approcher trop près d’elles ou les déranger pendant qu’elles pondent.

La grande majorité des zones côtières du Mexique ne fait l’objet d’aucune politique nationale de protection des écosystèmes, mais les programmes mis en place avec les professionnels du tourisme permettent de sauver des tortues sur certaines portions du littoral.

Ces animaux évoluent à la fois dans le domaine benthique et pélagique et sont fortement affectés par la pollution, comme l’ont montré les autopsies pratiquées par Graciela Tiburcio. Ils sont également menacés par la réduction de leur habitat. “Lorsqu’une espèce disparaît, c’est un chaînon important d’un écosystème qui disparaît avec elle. La tortue luth, par exemple, se nourrit presque exclusivement de méduses. Qui d’autre ira manger un animal aussi venimeux ? En l’absence de leur prédateur naturel, les méduses mangeront davantage de poissons et envahiront les plages, nuisant aux pêcheurs et à l’activité touristique.”

La biologiste ne pense pas seulement aux conséquences de l’extinction d’une espèce – ou de plusieurs – sur les écosystèmes, mais aussi à toutes les connaissances qui seraient perdues à jamais.

Graciela Tiburcio observe les tortues depuis plus de vingt ans, mais elle ressent toujours le même bonheur lorsqu’elle en voit une. “Ce que je préfère, c’est être sur la plage la nuit pour protéger les nids. On est dans l’obscurité, avec les étoiles pour seule lumière, et on les entend respirer. C’est fabuleux. Les tortues prennent de l’air pour pousser et pondre leurs œufs. On entend aussi le bruit qu’elles font lorsqu’elles tassent le sable.” En l’écoutant parler de ces nuits sous le ciel étoilé de Basse-Californie du Sud, on a l’impression qu’elle a replongé dans son enfance, à la ferme de son grand-père à Veracruz, qu’elle est à nouveau une petite fille parcourant les pièces de la maison avec une lampe de vers luisants pour éclairer ses pas.

—Andrea Jiménez Arratibel, publié le 7 août 2022



SOURCE

GATOPARDO

Mexico, Mexique

Mensuel, 60 000 ex.

gatopardo.com

Fondé en 2000, “Guépard”

est diffusé dans toute l’Amérique latine. Spécialisé dans la publication de reportages et de chroniques au long cours, le mensuel qui “aime raconter des histoires” a reçu de nombreux prix, dont celui de la meilleure revue généraliste latino-américaine en 2014.

Tout l’été, *Courrier international* publie des portraits de femmes et d’hommes habités par une obsession.

LA SEMAINE PROCHAINE

L’histoire de Yu Jialin,

qui utilise l’intelligence artificielle pour “ressusciter” son grand-père, racontée par le site chinois Sixth Tone.



SÉRIE 5/7
LES OBSESSIONS

ÉCONOMIE



En Inde, on trafique bien les cheveux

Commerce. La filière indienne du cheveu est mise à mal par la contrebande organisée par des importateurs chinois via le Bangladesh.

—South China Morning Post, extraits (Hong Kong)

Hasina Bibi, 35 ans, vit à Habi Chak, un village situé à 100 kilomètres au sud-est de Calcutta, en Inde. Cinq heures par jour, elle démêle des cheveux qu'on a jetés, en fait des mèches, forme des "boules" avec les mèches qui font plus de 15 centimètres et met le reste à la poubelle. Les quelque 25 kilos de cheveux qu'elle parvient à démêler chaque mois lui rapportent 7500 roupies [80 euros]. "Je n'aurais jamais imaginé que des cheveux dont on s'est débarrassé puissent me procurer une source régulière de revenus", déclare-t-elle.

Le Bengale-Occidental fournit près de la moitié des exportations de cheveux indiens. Et nombre de femmes pauvres, comme Hasina Bibi, gagnent de l'argent en travaillant en tant qu'ouvrières non qualifiées dans ce secteur qui pèse 1 milliard de dollars [910 millions d'euros], selon l'Association indienne des fabricants et exportateurs de cheveux et de produits à base de cheveux.

Les boules de cheveux – qu'on appelle *goli* ou *chutti* – sont ensuite collectées auprès des trieuses et subissent un premier traitement dans de petits ateliers. Les cheveux, qui font de 10 à 101 centimètres de longueur, sont lavés, séparés, rangés par taille puis à nouveau rassemblés en mèches de même longueur et même épaisseur.

Ces mèches sont ensuite exportées en toute légalité. La Chine, les États-Unis et les pays d'Europe sont les plus gros acheteurs de cheveux indiens, qu'ils transforment en perruques, extensions, cils, pinceaux et fausses barbes ou moustaches destinés au marché mondial.

Naguère, les entreprises chinoises achetaient les cheveux

à des sociétés indiennes environ 200 dollars [182 euros] le kilo. Maintenant, elles font appel à des agents locaux qui paient les boules entre 60 et 70 dollars le kilo. Celles-ci sont ensuite sorties clandestinement du pays vers le Bangladesh, où elles sont traitées par des ateliers, puis revendues en Chine, souvent après un passage par la Birmanie.

D'après Sunil Eamani, membre de l'association des exportateurs indiens, si certains négociants chinois peu scrupuleux préfèrent introduire cette marchandise clandestinement dans leur pays, c'est pour ne pas payer de droits de douane et de taxes, lesquels représentent quelque 30 % de la valeur à l'importation.

Selon lui, 561 000 Indiens ont perdu leur emploi au cours des trois dernières années à cause de ce trafic. En effet, de nombreux ateliers de traitement ont fermé au Bengale-Occidental, à New Delhi, au Rajasthan, au Telangana, dans l'Andhra Pradesh et au Tamil Nadu.

Le trafic de cheveux est un casse-tête de plus pour la police des frontières, alors qu'elle a déjà fort à faire avec les trafiquants de bétail, d'or et de drogue qui agissent le long des 4 096 kilomètres de frontières que le pays partage avec le Bangladesh.

L'Inde est l'exportateur mondial le plus important devant l'Indonésie et la Chine. Le pays a expédié pour 607 millions de dollars [550 millions d'euros] de cheveux et de produits associés en Chine et aux États-Unis depuis le début de l'année. Si l'Inde parvenait à mettre un terme au trafic,

Si le pays jugulait la contrebande, il pourrait récupérer 3 milliards de dollars par an.



elle pourrait, selon Sunil Eamani, gagner 3 milliards de dollars par an. La contrebande rogne en effet les bénéfices licites et les recettes fiscales.

Le cheveu indien est prisé dans le monde entier pour la confection de perruques et d'extensions parce qu'il est léger, brillant, ondulé et souple. Les mèches Remy, constituées de cheveux de la meilleure qualité, aux cuticules intactes, collectés auprès d'une source unique, représentent plus de 5 % des exportations. Ils proviennent de temples du sud de l'Inde où les femmes se rasent la tête pour des raisons religieuses. Le reste, ce sont des cheveux souvent

recupérés dans les salons de beauté et échangés avec des femmes pauvres contre de l'argent, des ustensiles ou des babioles.

D'après Sunil Eamani, les négociants locaux préfèrent souvent les vendre à des agents au service d'importateurs chinois, qui paient en espèces ou par le *hawala*, un réseau informel de transfert d'argent totalement illégal en Inde. Ce système permet aux négociants d'introduire de la drogue et de l'or dans le pays. Les exportateurs indiens, en revanche, ne peuvent en général payer que par virement bancaire pour les transactions importantes.

Le marché mondial des perruques et des cheveux devrait atteindre 13,3 milliards de dollars d'ici à 2026, selon une analyse du [cabinet de conseil en investissement] Arizton Advisory and Intelligence, mais le développement du trafic fait que l'Inde ne devrait voir qu'une petite partie de ce pactole.

Compétitivité. D'après l'exportateur Sathish Gandhi, qui dirige Allure Hair Products, à Madras, les négociants chinois corrompus vendent les cheveux indiens à des prix plus compétitifs sur le marché mondial parce qu'ils ne paient pas de taxes.

Tandis que les exportateurs indiens subissent des pertes, les exportations de cheveux et de perruques du Bangladesh explosent : elles ont représenté 113 millions de dollars entre juillet 2022 et mai 2023, selon le Bureau de promotion des exportations du pays, contre 95 millions de dollars l'année précédente.

Ce sont les petits opérateurs chinois qui sont le plus susceptibles de contourner taxes et impôts, précise Sathish Gandhi. La plupart des grands importateurs sont honnêtes. L'industrie chinoise du cheveu "ne survivrait pas sans les cheveux indiens", ajoute-t-il.

Pour Sunil Eamani, la Chine siphonne les bénéfices de l'Inde en vendant des produits à base de cheveux indiens sur le marché mondial. "Les entreprises chinoises fabriquent des perruques et des extensions avec des machines perfectionnées. Leur marge est de

300 dollars par kilo alors que la nôtre n'est que de 200 dollars parce que nos produits finis n'ont pas la même qualité, faute de technicité et de savoir-faire", déplore-t-il.

Benjamin Cherian, président de l'Association indienne des fabricants et exportateurs de cheveux, juge qu'on pourrait dynamiser le secteur en faisant appel à des équipements dernier cri et à des spécialistes européens et sud-coréens.

Les membres de l'association appellent le gouvernement à demander aux conseils de village de collecter les boules de cheveux auprès des particuliers

L'Inde est le premier exportateur mondial de cheveux devant l'Indonésie et la Chine.

pour les vendre exclusivement à des exportateurs indiens, l'argent devant être utilisé pour le développement local et l'assainissement.

En attendant, le trafic continuera car la police des frontières a ses limites, ajoute Benjamin Cherian. Elle applique une politique de tolérance zéro, affirme un de ses représentants, mais il faudrait doter les frontières d'un système de surveillance "infaillible", notamment de caméras, pour que "personne n'y échappe".

Pendant ce temps, à Habi Chak, Hasina Bibi passe des heures à démêler patiemment des piles de cheveux pour un salaire de misère, sans avoir la moindre idée de la tête sur laquelle ils finiront par se retrouver – ni comment ils y arriveront.

—Sonia Sarkar, publié le 2 juillet

SOURCE



SOUTH CHINA MORNING POST
Hong Kong, Chine
Quotidien
scmp.com

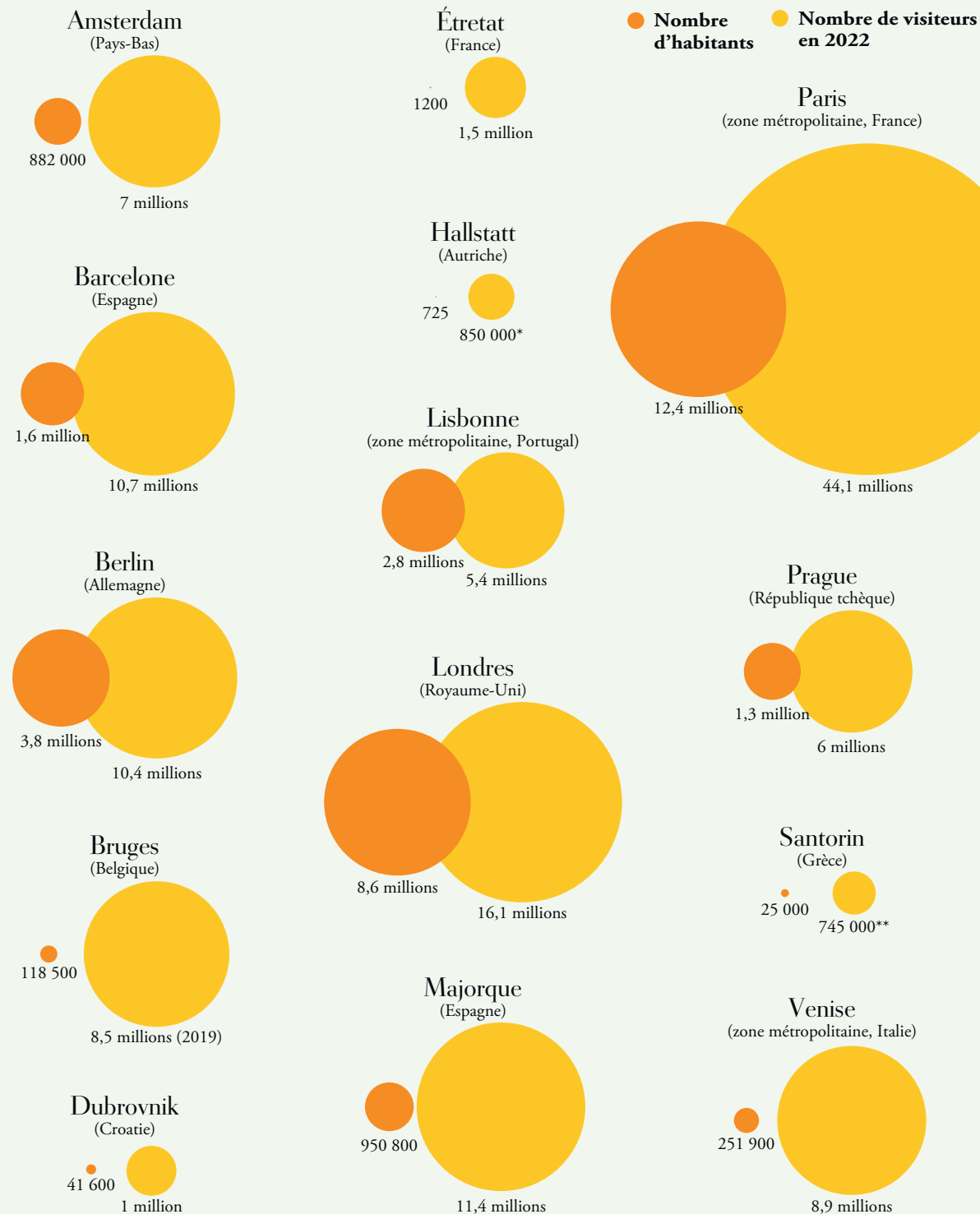
Le grand quotidien de langue anglaise de Hong Kong est depuis 2016 la propriété d'Alibaba, géant chinois du commerce électronique. Cette acquisition a suscité de fortes craintes pour la liberté de ton du journal, qui demeure indispensable à qui veut suivre la Chine.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Overdose de touristes

Certains sites européens reçoivent bien plus de visiteurs qu'ils ne comptent d'habitants.



Effets et réactions

Étretat

Les capacités de traitement des eaux et des déchets sont régulièrement dépassées dans cette petite commune nichée au milieu des falaises de Normandie. Les sentiers sont saturés de promeneurs et menacés par l'érosion. En réaction à cette situation, les clôtures se multiplient, et le nombre de places de parking diminue.

Amsterdam

Ce sont les touristes venus faire la fête qui occasionnent le plus de bruit et de déchets et concentrent sur eux la colère des habitants. La municipalité prévoit de reconvertir des hôtels en logements et en espaces de bureaux et d'avancer l'heure de fermeture des bars.

Venise

Les nombreux bateaux de croisière menacent l'écosystème et les fondations des bâtiments. Les plus gros sont désormais interdits, et le nombre de visiteurs quotidiens est limité à 100 000.

Hallstatt

Les touristes envahissent les espaces privés des habitants de ce petit village d'Autriche, leurs jardins, leurs terrasses, et filment les enterrements au cimetière. Le nombre de cars autorisés par jour est désormais limité.

* Nuitées, visiteurs quotidiens avant la pandémie : jusqu'à 900 000.

** Visiteurs arrivés par avion.

Sources : Outil d'étude de marché visitorinsight, Institut italien de statistique (Istat), Institut espagnol de statistique (Ine), Statista, "Le Monde", Office du tourisme de Prague.

GRAPHISME MATTHIAS SCHÜTTE
RECHERCHE MATS SCHÖNAUER



La source

DIE ZEIT. L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci est parue dans l'édition du 6 juillet. Elle recense quelques-uns des sites européens qui ont accueilli, en 2022, le plus de visiteurs. Des records parfois lourds

à porter pour les résidents ou les infrastructures locales. Sans parler des conséquences sur l'environnement. À tel point que certaines villes, comme Venise, en Italie, ou Hallstatt, en Autriche, limitent désormais le nombre de visiteurs.

360



MAGAZINE

- Cap sur les montagnes du Hoggar • Voyage42
 Au Portugal, une clinique anti-couacs • Culture44
 À Shanghai, les libraires de la paix • Histoire46

Prateek Sadhu et ses impossibles cueillettes au Cachemire



SÉRIE 8/9

MILITANTS
DES SAVEURS

Formé dans de grands restaurants occidentaux, ce chef de 37 ans s'est donné pour mission de cuisiner les produits du Cachemire indien, sa région natale, fragilisée par la guerre et la répression. Un sacré défi.

—*The New York Times*, extraits [New York]

La silhouette sombre des ours se découpait au milieu des chênes ridés du parc national de Dachigam, ancienne chasse privée d'un maharaja convertie en réserve naturelle, à plus de 1 500 mètres d'altitude dans le Cachemire. C'était à l'automne 2018. J'accompagnais en forêt le chef cuisinier Prateek Sadhu, venu ramasser de l'oseille, du chou cavalier et des pissenlits pour son restaurant de Bombay, Masque.

Officiellement, la réserve ferme à la tombée de la nuit. On y trouve des panthères des neiges et les dernières centaines de hanguls (cerfs du Cachemire). Mais après deux ans à ramasser des plantes, Prateek Sadhu a gagné le respect des rangers. L'un d'eux a repéré les ours et nous a guidés plus près d'eux. À chaque brindille qui craquait sous nos pieds, il faisait signe de garder le silence. J'ai su plus tard que l'ours noir de l'Himalaya comptait parmi les plus sauvages de son genre.

Rien ne nous est arrivé. Nous sommes retournés sur la piste pour prendre la jeep, qui a tangué et cahoté jusqu'à ce qu'on arrive plus en altitude. La vallée se déployait maintenant sous nos yeux : un nuancier de verts sans le moindre signe d'habitation humaine, des

montagnes nues alignées en arrière-plan et de longues herbes humides qui s'arquaient à nos pieds.

Agenouillé au milieu des graminées, Prateek Sadhu a délicatement cueilli des tiges de pissenlits aux feuilles crantées. Appelées *haandh* dans ces régions, ces pousses tendres dégustées crues ont un goût d'eau de source versée d'une louche en bois, avec un léger arrière-goût amer. Chez Masque, elles seraient assaisonnées à l'huile de moutarde et au *veri masala*, ardent mélange d'épices et de piments acheté dans une boutique de Shehr-e-Khaas, la vieille ville de Srinagar. Avant cette étape, il faut ébouillanter – quatre fois – les tiges et feuilles, afin de faire disparaître toute amertume.

La figure du cueilleur chez le chef cuisinier est une notion romantique, voire héroïque, qui s'est développée depuis une vingtaine d'années parallèlement à l'essor de son archétype moderne, René Redzepi, du restaurant Noma, à Copenhague. Prateek Sadhu y a été apprenti pendant un mois à l'âge de 24 ans, à l'automne 2010. Il a été témoin de la notoriété que René Redzepi avait donnée aux ingrédients et à la cuisine nordiques, et s'est promis d'en faire autant pour son Cachemire natal.

Prateek Sadhu doit toutefois porter un tout autre fardeau : son territoire est incertain. Alors que le Danemark de René Redzepi figure systématiquement parmi les pays les plus sereins et les plus heureux, le Cachemire est une zone de conflits, un point chaud entre deux puissances nucléaires, l'Inde et le Pakistan. Des centaines de milliers de soldats sont postés de chaque côté de la ligne de contrôle, une frontière de facto sans existence officielle, et ces soldats échangent régulièrement des tirs. Les deux pays se sont affrontés lors de trois guerres pour s'emparer de la région. Des dizaines de milliers de vies ont été perdues.

Sur la route de Srinagar (la plus grande ville de la région, avec 1,2 million d'habitants), nous nous sommes arrêtés dans une plantation de noyers, des arbres immenses qui dépassent 20 mètres. En Inde, ils ne poussent que dans les États les plus au nord qui bordent l'Himalaya, dont une majorité dans la vallée du Cachemire.

Ici, la noix verte est particulièrement prisée. Cueillie dans l'arbre, elle ressemble à un citron vert ; sa coque encore souple est cachée sous une écorce vert vif qui suinte, tache et brûle les mains. À l'intérieur, les cerneaux, semblables aux hémisphères cérébraux, sont délicats et aigres. J'en ai goûté plusieurs et Prateek Sadhu a commenté : *«Maintenant, vous êtes vraiment au Cachemire.»*

En août 2019, moins d'un an plus tard, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a abrogé le statut semi-autonome du Jammu-et-Cachemire, qui était inscrit dans la Constitution indienne, et le statut d'État de la région, pour la scinder en deux territoires – le Jammu-et-Cachemire d'un côté et le Ladakh de l'autre – placés sous l'autorité directe de l'État fédéral indien. Le gouvernement indien a déployé l'armée pour étouffer les manifestations, suspendu les réseaux de communication dans la région et confiné Srinagar. Malgré tout, Prateek Sadhu a réussi à prendre contact avec ses parents sur place et, à la fin du mois, il a pu y retourner pour s'occuper d'eux et soutenir des paysans locaux en achetant leur production de coings.

À cette date, j'avais écrit une variante de cet article sur la cueillette d'ingrédients avec le cuisinier Sadhu, mais c'était trop en décalage avec la crise que traversait le Cachemire. J'ai attendu une embellie, puis la pandémie a frappé et les souffrances au Cachemire ont empiré, entre isolement accru et menace d'un effondrement → 40

SOURCE



**T : THE NEW YORK TIMES
STYLE MAGAZINE**

New York, États-Unis

Mensuel

nytimes.com/t-magazine

Lancée en août 2004, cette publication du *New York Times* est distribuée

onze fois par an avec l'édition dominicale du journal, sans doute le plus prestigieux des quotidiens américains. Elle est consacrée à la mode, à la beauté, aux voyages, à l'habitat et au design.

↓ Prateek Sadhu vient cueillir oseille, choux cavaliers et pissenlits sur les hauteurs du Cachemire indien. Toutes les photos datent de juillet 2019. *Photo Anu Kumar*



38 ← économique. Prateek Sadhu n'a pas pu y aller pendant un an. Il est pourtant resté optimiste et déterminé à donner une autre image du Cachemire.

Prateek Sadhu est né en 1986 à Baramulla, à une heure au nord-ouest de Srinagar. Sa famille fait partie des pandits du Cachemire, des brahmanes hindous dont les racines dans la vallée sont multiséculaires et qui ont les mêmes ancêtres que leurs voisins musulmans. La famille Sadhu avait une résidence secondaire à Srinagar et faisait facilement la navette entre ses deux adresses jusqu'à la fin de 1989, quand des séparatistes musulmans – qui avaient été armés et entraînés par le Pakistan, selon le gouvernement indien – ont lancé une campagne d'intimidation et de terreur, et attaqué et tué des pandits dans toute la vallée. En 1990, la famille a fui Srinagar, comme environ 400 000 autres pandits, soit quasiment toute la population hindoue de la région. "Nous avons dû partir dans une camionnette à minuit", se souvient Prateek Sadhu. Ils se sont retrouvés dans des camps de réfugiés surpeuplés à Jammu, où les hindous sont majoritaires.

En repensant à la fuite de sa famille, le cuisinier souligne qu'en raison de son âge il n'a pas compris la gravité de la situation. La famille s'est un temps installée à New Delhi, où la mère de Prateek Sadhu cuisinait des plats du Cachemire au quotidien, en dépit des difficultés pour trouver les bons ingrédients. Puis son père, ingénieur de la fonction publique, a été muté à Jammu et y a fait venir la famille. En 2022, la famille a pu retourner à Srinagar. "Je suis un enfant de la résilience, m'affirme Prateek Sadhu. Nous avons dû recommencer nos vies de zéro, mais mon identité reste ancrée au Cachemire."

Le restaurant Masque a ouvert à l'automne 2016 dans l'ancienne manufacture de laine Laxmi, à Bombay, récemment réhabilitée et devenue à la mode. La mission de Masque, telle que l'ont définie Prateek Sadhu et

↓ Muni d'un *shrapkutch*, un couteau traditionnel cachemiri, Prateek Sadhu coupe des amandes vertes. Photo Anu Kumar



Il a toujours été adepte des circuits courts, mais ce point de vue a longtemps été incompris en Inde.

Le Cachemire, disputé entre trois pays



le directeur du restaurant, Aditi Dugar, était de faire découvrir l'abondance méconnue de l'Inde en utilisant exclusivement des ingrédients locaux et de saison – notamment des produits frais d'une petite exploitation de Pune, au sud-est de Bombay –, en ayant aussi en tête le zéro déchet et des techniques culinaires d'avant-garde. Un menu dégustation était proposé, compris d'abord entre 2200 et 4500 roupies (entre 30 et 65 euros à l'époque).

À l'échelle mondiale, ça n'avait rien de radical. Prateek Sadhu a été diplômé en 2010 du Culinary Institute of America, au nord de New York, et est passé par Le Bernardin, à New York, et The French Laundry, en Californie, ainsi que par le Noma, avant de rentrer en Inde pour officier au Cirque, à Bangalore. Il se sentait solidaire des mouvements internationaux qui défendent les circuits courts, mais ce point de vue ne faisait pas beaucoup d'adeptes en Inde, même à Bombay.

Il a fallu attendre 2010 et la réinvention de plats traditionnels par le chef Manish Mehrotra dans son restaurant Indian Accent, à New Delhi, pour que le pays commence à voir les cuisiniers comme des artistes. Avant cela, ils avaient "peu de pouvoir", selon Vikram Doctor, journaliste gastronomique à Bombay. Ce dernier explique que les restaurants haut de gamme étaient l'apanage des hôtels et que la clientèle indienne n'aimait pas se ruiner pour un repas, surtout si la cuisine était indienne.

La notion de cueillette était étrange aux yeux des citadins, principaux clients de Masque, qui, d'après Vikram Doctor, voyaient d'un œil sceptique les ingrédients et plats venus des confins de l'Inde : tout ça leur paraissait "trop obscur, associé à des traditions étranges ou même à de la nourriture pour les pauvres".

Malgré tout, les plats de Prateek Sadhu ont plu dès le début pour leur inventivité et leur scrupuleuse précision, comme un voile voluptueux de mousse de maïs sur des grains craquants de maïs, évoquant ainsi les *bhutta*, les épis grillés qui sont vendus dans la rue pendant la mousson. Mais il avait le sentiment que quelque chose manquait : le fil scintillant qui mènerait un gourmet d'une virtuosité culinaire à l'autre.

En quête d'ingrédients dans tout le pays, les mois suivant l'ouverture du restaurant, il a de nouveau senti l'appel du Cachemire. Il a été stupéfait devant la beauté qu'il avait gardée en tête depuis son enfance, mais aussi par la profusion de la vallée. "Même moi qui étais né au Cachemire, je ne savais pas que nous avions tout ça", souligne-t-il.

→ Le chef dans un verger de cerisiers près de Srinagar, la capitale d'été du Jammu-et-Cachemire.

Photo Anu Kumar

Dans la gastronomie du Cachemire, la hiérarchie des épices est différente : tout commence par le *saunf* (graines de fenouil concassées), le *sonth* (gingembre séché et réduit en poudre), le safran (certaines des variétés les plus prisées poussent dans la vallée) et le *veri masala*, mélange de piments rouges endémiques, de fenugrec, de coriandre et de clous de girofle, le tout lié avec de l'huile de moutarde.

Contrairement aux autres régions de l'Inde, la cuisine fait la part belle à la viande, surtout l'agneau, et quasiment tout dans cet animal est utilisé : la croupe grasse mijotée dans le lait pour un curry appelé *aab gosht*, mais aussi des *goshtaba*, boulettes de la taille d'un poing façonnées avec des morceaux de jarret mélangés à du gras d'agneau.

Pour Prateek Sadhu, la spécificité de la cuisine du Cachemire est son adaptation à quatre saisons distinctes. L'hiver est rigoureux dans cette région, contrairement à une légère inflexion de la chaleur dans le reste du pays. Et autrefois, quand la neige bloquait régulièrement la route principale et privait la vallée de tout ravitaillement, tous les aliments comestibles devaient être préservés [pour tenir] jusqu'au printemps. Les boules et feuilles de chou-rave, les tomates, les navets, les morilles, les pommes et les châtaignes d'eau – ramassées dans les marais par des récoltants en tongs en bois longues comme des skis – sont autant d'ingrédients accrochés en guirlandes aux fenêtres pour sécher au soleil, tandis que la truite est étalée sur des herbes sèches embrasées afin de fumer le poisson.

La fonte des neiges s'accompagne d'un retour du frais et de l'immédiateté. Prateek Sadhu se souvient que sa mère partait dans les collines cueillir du *haakh* (chou cavalier), qu'elle cuisinait quotidiennement. Le pain doit se manger dès la fin de sa cuisson – jamais pendant le repas, où prime le riz, mais plutôt le matin ou le soir avec le thé. La viande est idéalement consommée sans délai : un authentique *wazwan* [un menu de mariage comprenant 36 plats et beaucoup de viande, typique de la région] est quasi impossible à organiser ailleurs que dans la vallée, d'abord parce qu'il doit être préparé par des *waza*, descendants masculins des cuisiniers d'Asie centrale qui accompagnaient le conquérant Tamerlan en Inde au XIV^e siècle, et ensuite parce que l'agneau doit être abattu et découpé une heure avant le début du festin, après quoi la chair est moins tendre.

Telle est l'histoire du Cachemire que Prateek Sadhu veut raconter : celle des lotus qui poussent au lac Dal, déracinés par des bateliers et vendus sur la terre ferme. Leurs bulbes ressemblent aux combinés des téléphones d'antan, et chacune de leurs perforations révèle une graine translucide aux saveurs de noix. Il veut faire connaître les baies d'argousier, dont il a découvert l'acidité au Danemark avant d'apprendre qu'elles étaient endémiques du Ladakh, où il a randonné pour récolter des fruits en été, avec sa tente et des gants militaires pour se protéger des épines. Et l'intense teinte rouge – des piments écrasés ou des célosies (fleurs) – du *rogan josh*, l'un des grands plats du Cachemire, de l'agneau braisé inoubliable.

La cueillette est une activité primitive : l'humanité, pendant l'essentiel de son existence, a été chasseuse-cueilleuse. Dans les pays en développement et au sein des populations qui n'ont pas facilement accès au confort



moderne, la cueillette de plantes sauvages reste courante et essentielle à la survie, en particulier dans les régions montagneuses et boisées dont la géographie résiste à l'agriculture. Il peut donc sembler contradictoire que des ingrédients prélevés dans la nature soient devenus un luxe ornant un plat pour justifier un prix d'or.

Pour les passionnés de cueillette, ce n'est toutefois pas un loisir élitiste mais plutôt une opération de sauvetage, qui vise à sauvegarder des ingrédients négligés ou oubliés, et à les préparer de manière à visibiliser et à honorer un lieu et ses habitants. Pour Prateek Sadhu, ça va encore plus loin : la cueillette que faisait sa mère et qui reste courante au Cachemire est une première étape de son projet global d'exhumer la mémoire, de composer avec un paysage perdu et retrouvé, et de proposer une paix, même fragile, dans l'assiette. D'ailleurs, sa recherche d'ingrédients a lieu tout autant dans la forêt que dans la rue, où il examine des sacs de jute remplis d'épices à Shehr-e-Khaas et rend hommage à l'apothicaire qui fournit toutes les mosquées en eau de rose.

Dans ce quartier séculaire qui était jadis le cœur de Srinagar, les coquilles vides de maisons incendiées – les biens de pandit en exil – côtoient toujours celles, intactes, de leurs voisins musulmans. La maison de la famille Sadhu avait aussi été incendiée à leur départ. À l'automne de 2018, je m'y suis promenée avec le cuisinier et, le lendemain matin, j'ai lu dans le journal qu'il y avait eu des "affrontements" dans le quartier. Prateek Sadhu avait espéré m'emmener dans un village en périphérie de Srinagar pour rendre visite à un homme qui produit du *kalari*, un fromage voisin de la mozzarella

Avec les produits cueillis au Cachemire, il voudrait proposer une paix, même fragile, dans l'assiette.

qui est saisi à la poêle. Mais il a secoué la tête. "Il y a eu des troubles", m'a-t-il fait savoir.

En mars 2023, au classement asiatique des "50 Best", c'est Masque qui a été le premier restaurant d'Inde. Ce même mois, Prateek Sadhu a quitté son poste en cuisine. Pendant toute la pandémie, il avait fait tout son possible pour payer ses employés quand la salle était fermée et qu'il avait fallu livrer des repas, en proposant des burgers et du barbecue coréen – des activités loin de sa mission initiale. Il voulait maintenant consacrer du temps à explorer l'Inde. "Pour en savoir plus sur mon pays", précise-t-il.

À l'étranger, il est aujourd'hui connu comme ambassadeur de la profusion des ingrédients indiens. Mais l'histoire du Cachemire – ses origines – reste inachevée à ce jour, il n'a pas encore pu la raconter entièrement. En voici un fragment, le souvenir d'une soirée chez Masque peu après l'ouverture du restaurant. La salle était haute de plafond, résolument moderne, à la fois opulente et minimaliste. Chaque dîner commençait par une visite des cuisines, une pièce carrée éclairée comme un labo où les cuisiniers travaillaient vêtus d'un tablier en jean sur de longs plans de travail, dans un silence quasi total.

Ce soir-là, tous les ingrédients du premier plat venaient du Ladakh : des abricots, leur chair tannée comme le cuir et l'amande de leur noyau coupée en lamelles; du

En bref

Dernières nouvelles de Prateek Sadhu

Le natif du Cachemire compte aujourd'hui parmi "les chefs indiens les plus réputés pour leurs expérimentations", écrit le quotidien **The Hindu**. Après avoir quitté Masque, à Bombay, en mars 2022, Prateek Sadhu a mis sur le cap sur Kasauli, une ville de l'Himachal Pradesh, un État himalayen voisin du Jammu-et-Cachemire. Là, sur le terrain d'un complexe hôtelier de luxe, il a ouvert en janvier 2023 un laboratoire et garde-manger. Il entrepone dans le premier, explique le magazine **Condé Nast Traveller India** : "Des produits locaux, frais et de saison y sont soumis à la déshydratation, à la fermentation, au fumage ou à l'affinage pour créer des saveurs complexes." Leur destination finale devrait être le restaurant que le chef espère ouvrir à l'automne.

fromage de yak fouetté en crème; des aiguilles de pin déshydratées et parsemées comme une pincée de sel. Même les pierres sur lesquelles les délicats amuse-bouche étaient assemblés venaient du Ladakh. Dans un autre plat, les baies d'argousier avaient été écrasées dans une soupe fraîche où des feuilles de capucine flottaient comme des nénuphars.

Il y avait au menu du confit de canard enveloppé dans des *tzir czot*, petites crêpes légères de riz dont le nom est inspiré du crépitement de la pâte dans la poêle. Mais spécialement pour moi, Prateek Sadhu avait décidé de préparer une sorte de *wazwan* miniature. Pendant que mes compagnons végétariens se satisfaisaient de *rajma* (des haricots rouges en réduction), j'avais pour moi toute seule de petits bols de poitrine d'agneau, des morceaux d'entrecôte qui résistent un peu en bouche avant de capituler et des testicules frits d'agneau, à l'intérieur crémeux.

Je me suis d'abord demandé dans quelle mesure ces plats généreux se mesuraient au reste des élégantes minibouchées du menu dégustation, qui semblaient conçues pour inspirer une émotion plutôt que rassasier. Puis le *katlam* est arrivé, un pain sans levain au feuilletage prêt à verser des larmes de beurre et, pour l'y tremper, un bol de bouillon de poule teinté d'huile de *kadi patta*. En y goûtant, j'ai senti un fond d'amertume annonçant des noix vertes. Je me suis souvenue de leurs arbres, de la pluie du soir et de la famille d'ours. Après avoir fini le pain, j'ai porté à mes lèvres une cuillère de bouillon mais je me suis ravisée et j'ai plutôt bu au bol. Ça y est, j'étais vraiment au Cachemire.

— **Ligaya Mishan,**

publié le 29 septembre 2022

LA SEMAINE PROCHAINE, DERNIER VOLET

Debora Fadul, celle qui parle à l'oreille des carottes

La chef guatémaltèque tient le restaurant le plus durable d'Amérique latine.



Virée mystique dans le Hoggar

Ce massif montagneux grandiose, au cœur du Sahara algérien, a autrefois accueilli l'ermite français Charles de Foucauld. Guidé par des Touaregs, le journaliste britannique Henry Wismayer l'a exploré. Son récit.

— **Financial Times**, extraits
(Londres)

Dans la pénombre de l'antichambre de la chapelle, le prêtre me colle dans la main un livre lu et relu. Il s'agit d'une biographie abrégée de Charles de Foucauld, l'ermite chrétien qui a fondé cet avant-poste il y a plus de cent ans. Un passage attire mon attention, celui où il explique pourquoi il a choisi de le construire ici, sur un escarpement élevé, au cœur du désert le plus chaud du monde. *“D’ici la vue est plus belle qu’on ne peut le dire ou l’imaginer. Rien ne peut donner une idée de la forêt de pics et d’aiguilles rocheuses qu’on a à ses pieds. C’est une merveille.”**

J’aurais voulu en lire davantage, mais le paysage exalté par ces phrases m’entraîne à nouveau vers l’extérieur. On voit par la porte basse le soleil tomber sur les extraordinaires monts du Hoggar.

Il y a dans les tréfonds de l’immense désert du Sahara des lieux spectaculaires dont la plupart des gens extérieurs à la région ignorent l’existence. Ce n’est pas si surprenant. Concernant l’Algérie, plus grand pays du Sahara et d’Afrique, cet anonymat s’explique entre autres par l’explosivité politique de la région.

La violence de la guerre civile des années 1990, appelées la “décennie noire”, préfigurait l’activisme islamique qui frappe actuellement les immenses espaces ingouvernables du Mali, de la Libye et du Niger, voisins de l’Algérie. Tant que cette ombre planait, le gouvernement algérien s’intéressait davantage à l’exploitation des réserves de pétrole et de gaz qui gisent sous le désert qu’à celle du potentiel touristique des paysages de la surface.

Maintenant que l’Algérie connaît une période de relative stabilité, le voile se lève. L’année dernière, je me suis rendu à Tassili N’Ajjjer, un parc national dans le sud-est du pays. J’ai été complètement stupéfié par les piliers de grès et les dunes orange de ce paysage extraterrestre. Les Touaregs qui m’accompagnaient m’ont cependant assuré qu’il y avait un endroit qui soutenait la comparaison.

En mars, j’ai donc pris l’avion pour Tamanrasset, une ville à la croissance rapide, balayée par la poussière, située sur la Transsaharienne, à 1600 kilomètres au sud d’Alger. De ce relais peu engageant, j’ai sauté dans un Land Cruiser où je me suis retrouvé en compagnie de trois Touaregs : Mustafa Ghalissou, le guide, Amoud Messegghi, le chauffeur, et Soulimane Zoulami, le cuisinier, vont m’emmener au cœur du

← Le haut plateau de l'Assekrem, dans le Hoggar, en novembre 2006.
Photo Klaus Steinkamp/Alamy/Photo12

parc national de l'Ahaggar – et des hauteurs qu'on appelle "Atakor" dans la région, soit "Éminence" ou "Endroit élevé".

Nous avons droit à un premier aperçu de la topographie spéciale du Hoggar en fin d'après-midi. Nous émergeons d'un oued pour voir une énorme colonne de basalte au sommet arrondi qui jaillit tout droit d'une plaine caillouteuse. Ces phénomènes sont des vestiges d'épisodes volcaniques intermittents qui remontent à trente-cinq millions d'années.

Ces structures se trouvent sur un dôme de surrection tectonique encore plus ancien. Quand le Sahara s'est retrouvé inondé du fait de l'élévation du niveau de la mer, ce plateau granitique qu'on appelle le "bouclier Touareg" est demeuré sec et a échappé à la sédimentation qui a formé par la suite le grès du Tassili N'Ajjer. Certaines de ses roches remontent à 1,7 milliard d'années, avant l'apparition de la vie multicellulaire.

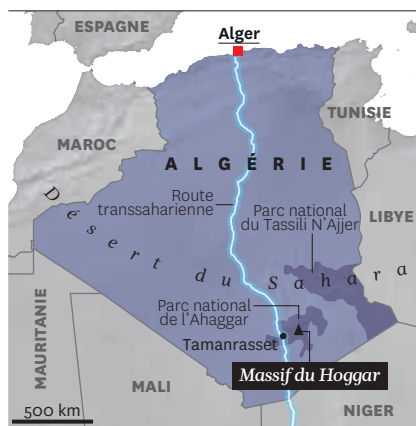
Art rupestre. Le lendemain matin commence comme les autres : par de la *baguette** tartinée de Vache qui rit pendant que les Touaregs s'iront un thé vert sirupeux dans de petits verres. À partir de là, notre itinéraire s'enfonce encore plus dans le massif. Nous traversons des champs de lave où le basalte étincelle de patines de quartz. Colonnes et mesas se dressent à l'horizon, comme des nageoires de requin à la surface d'une mer de pierre.

Ici, comme dans le Tassili N'Ajjer, des millénaires de passage humain ont laissé leur empreinte. Deux ou trois fois par jour, Mustafa me conduit à pied le long d'une gorge ou à un escarpement, en sautant entre les rochers avec une légèreté qui dément ses 65 ans. "Je marche quelques kilomètres tous les matins, confie-t-il. C'est ça qui me fait rester jeune." Il désigne de temps en temps des pièces d'art rupestre, certaines gravées dans la roche, d'autres réalisées à la peinture carmin.

Nombre d'entre elles datent de plusieurs milliers d'années. Il y a des chars tirés par des chevaux au galop, des surplombs hachurés de hiéroglyphes noirs. La plupart des œuvres font allusion à la même histoire que celle racontée dans le Tassili N'Ajjer : les girafes, les éléphants et les autruches qui prospèrent pendant la période humide africaine sont supplantés par le bétail au fur et à mesure que les chasseurs-cueilleurs se tournent vers le pastoralisme.

Alors que le Tassili N'Ajjer, avec ses structures érodées et ses dunes changeantes, présente le désert en mouvement, le Hoggar est un tableau de stase cosmique. On a l'impression de voyager encore plus loin dans le temps.

Les journées qui suivent se déroulent de la même façon : de longs trajets pleins de virages sur un sol pierreux, avec la



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS LE "FINANCIAL TIMES"

musique de Tinariwen, célèbre groupe touareg du Mali. Nous prenons nos repas nonchalamment sous les acacias, le long des cours d'eau asséchés, puis partons à la recherche de pétroglyphes millénaires. La nuit, nous campons sous les étoiles.

L'un des plaisirs d'un voyage dans le Sahara algérien, c'est la compagnie des Touaregs, leur décontraction, leur joie de vivre, leur symbiose avec le désert. Tout a l'air maîtrisé, c'est rassurant, mais on ne se presse jamais.

Chaque fois que nous rencontrons des gens, dans les villages de la périphérie du parc national ou dans les caravanes de chameaux qui le parcourent, les hommes se lancent dans un rituel de reconnaissance qui paraît légèrement choral : "Comment va ta santé? Comment va ta famille? Comment vont tes animaux?"

Dans un campement nomade, une famille nous invite dans une hutte constituée des mêmes joncs tressés que nous verrons pousser plus tard le long des rares cours d'eau fiables de la région. Nous mangeons dans un bol commun des pâtes mélangées à des légumes sautés. La matriarche qui a préparé le repas demeure invisible pendant que le plus jeune des sept enfants me fixe derrière les plis de la robe de son père.

Même quand nous sommes loin des habitations, l'aisance contagieuse des guides procure l'illusion que le désert est un endroit presque hospitalier. À chaque arrêt, Amoud et Mustafa débattent du lieu parfait pour se reposer. Une fois la décision prise, le Land Cruiser est déchargé des couvertures, matelas et ustensiles de cuisine. On dresse un écran de roseau pour tempérer le vent dominant. En deux minutes, Soulimane a un ragoût de légumes en train de mijoter dans la cocotte-minute et une théière sur le feu.

La distraction la plus surprenante de ce voyage est Afilal, zone humide et point de ravitaillement des oiseaux migrateurs. Nous l'explorons à l'heure du déjeuner. Dans cette région où la plupart des animaux et de la végétation dépendent de rares pluies d'été, ces étangs bordés de rouge représentent une explosion de

vie dans la poussière environnante, un printemps permanent. Je m'assieds et regarde les martinets filer comme des flèches et célébrer cette abondance singulière, pendant que Mustafa ramasse des pierres pour construire un barrage afin de détourner un ruisseau pour remplir des bassins d'eau stagnante entre les rochers.

Nous nous dirigeons vers le plateau de l'Assekrem, le point nord du circuit. Les derniers kilomètres sont à couper le souffle, le terrain s'élève en rangées successives de sommets gravés de stries profondes.

C'est par ce lieu surnaturel que Charles de Foucauld [1858-1916] s'est senti attiré au début du siècle dernier. Rejeton de l'aristocratie strasbourgeoise, il avait vécu une jeunesse licenciuse puis était devenu officier de l'armée coloniale en 1876. Lors de ses affectations en Palestine et au Maroc, il avait acquis la conviction qu'exister dans des endroits désertiques, c'était se rapprocher de Dieu. Dix ans plus tard, il renonçait à sa richesse et s'engageait dans une vie ascétique en imitation du Christ.

L'un des plaisirs de ce voyage, c'est la compagnie des Touaregs. Tout a l'air maîtrisé, mais on ne se presse jamais.

Quand il est arrivé dans le sud de l'Algérie en 1905, Tamanrasset était un village qui ne comptait que vingt familles. Il s'est construit une maison primitive à Assekrem et passait son temps avec les Touaregs, qu'il révérait.

Charles de Foucauld était encore en train de travailler à son dictionnaire de tamacheq, la langue des Touaregs, en 1916, en pleine insurrection nationaliste musulmane, quand une bande de maraudeurs bédouins Sénoussi a enfoncé sa porte. Ils l'ont fait prisonnier mais, à la suite d'un bruit soudain, un de ses ravisseurs, un gamin de 15 ans quelque peu nerveux, lui a tiré une balle dans la tête. Sa vie austère et sa mort violente ont valu à Charles de Foucauld le statut de martyr. Il a été canonisé par le pape François en mai dernier.

L'ermitage qu'il a construit se dresse toujours sur le plateau de l'Assekrem où il fait face aux pics en pain de sucre de Tedzouai et Tidiamaine. Un simple dortoir où les voyageurs peuvent passer la nuit occupe le col qui se trouve en dessous.

Pendant qu'Amoud et Soulimane déposent nos affaires dans l'une de ses chambres aux murs bleus, je remonte à toute vitesse le sentier en lacet qui mène au plateau. La vue sur les mesas,

les aiguilles et les cônes du Hoggar se déploie à chaque pas. Au sommet, un homme d'âge moyen au visage buriné, portant bonnet bas sur des yeux perçants, me lance "Bienvenue**".

C'est frère Ventura, originaire d'Espagne, membre des Petits Frères de Jésus, un ordre religieux qui prône l'exemple et les enseignements de Foucauld. Il vit ici avec un autre membre de l'ordre, en dessous du bâtiment construit par Foucauld, qui est aujourd'hui une chapelle. Il me raconte fièrement qu'il réside sur ce promontoire depuis vingt ans, où il entretient le site et veille le désert comme son guide spirituel.

Sombre géant. Ventura est volubile, avide de partager sa connaissance des couchers de soleil; il en a vu 7 000. "Revenez ici à sept heures moins le quart. C'est là que les couleurs de la montagne sont les plus belles." En effet.

Le reste du circuit est consacré à Ilamane, la montagne la plus célébrée de la région. Celle-ci fait son apparition au bout d'une vallée et grandit au fur et à mesure que Mustafa et moi laissons les autres pour continuer à pied l'avant-dernier tronçon de notre voyage.

Nombre des pièces de jeu d'échecs titaniques du Hoggar invitent à des rêveries anthropomorphiques, mais Ilamane est d'une autre nature. Vu depuis l'ouest, ses flancs descendent brutalement d'un sommet crânien avant d'être interrompus par deux plis en diagonale qui ressemblent à une paire de bras croisés. Toute la structure ressemble à un sombre géant enveloppé dans une coule.

Ce soir-là, notre dernier, Soulimane fait de la *taguella*, le pain traditionnel touareg, qui cuit dans le sable sous un lit de cendres. Le crépuscule enveloppe la vallée, et deux brillants points lumineux, Vénus et Jupiter, font leur apparition en proche communion à l'ouest au-dessus des sommets.

C'est presque un cliché que de considérer le Sahara comme un endroit numineux, un lieu de contemplation profonde et un refuge spirituel. Mais il est impossible de ne pas céder à cette tentation dans cette terre totémique qu'est le Hoggar, comprends-je, ce soir-là. On ne peut rester là, à contempler les corps célestes tourner dans l'immensité du ciel, sans se sentir immatériel devant la taille et la permanence du désert.

"Ce désert m'est profondément doux, écrivait Charles de Foucauld en 1906. Il est si doux et si sain de se mettre dans la solitude en face des choses éternelles."* Il s'était installé au bon endroit pour les trouver.

—Henry Wismayer,
publié le 4 avril

* En français dans le texte.



Au Portugal, une clinique anticouacs

Depuis 2021, une kiné et une psychologue accueillent des musiciens dans le centre culturel d'un hôtel de Porto. Leur mission : prévenir les risques du métier.

—**Público**, extraits (Lisbonne)

Flora Vezzà et David William se trouvent dans une petite salle de répétition pourvue d'une batterie, d'un canapé et de pas grand-chose de plus pour le moment. Elle est kinésithérapeute, spécialisée en ergonomie, lui est réceptionniste au M.Ou.Co, un hôtel de Porto qui propose également un espace culturel. C'est là que nous nous trouvons.

Le musicien qui avait rendez-vous avec Flora ayant annulé son rendez-vous à la dernière minute, elle a demandé à David (il joue aussi de la batterie) de quitter son poste pendant quelques instants. Ce qui permet à Flora de nous faire une démonstration des séances qu'elle effectue avec les musiciens

Cette Brésilienne de 62 ans demande à son compatriote de 31 ans d'installer la batterie comme il lui convient et de jouer un peu. David fait remarquer que les soirs de concert où il passe en second avec son groupe, la batterie est déjà montée, il n'a pas beaucoup de temps pour faire des réglages, ce qui peut entraîner des situations physiquement inconfortables. Une fois qu'il a commencé à jouer, Flora fait une série d'observations rapides sur sa posture.

La kiné est l'une des deux professionnelles de santé de la Clínica da Performance, un projet du M.Ou.Co qui vise à doter

les musiciens (et autres artistes, par exemple acteurs et danseurs) d'outils leur permettant de traiter leurs lésions physiques et surtout de prévenir de futurs problèmes. Le projet ne s'intéresse pas seulement au corps mais aussi à l'esprit – outre Flora Vezzà, il comprend une psychologue clinicienne : Natália Mendes.

La Clínica da Performance existe depuis l'ouverture du M.Ou.Co, en septembre 2021. Les consultations sont ouvertes à tous les musiciens, professionnels ou non, et gratuites pour les artistes programmés par l'espace culturel.

On ne parle pas beaucoup des problèmes physiques auxquels les musiciens sont confrontés tous les jours, explique Flora Vezzà. Et c'est un problème, assure-t-elle. Nombre d'instruments exigent que le musicien adopte "une position asymétrique" ou garde les bras levés pendant de longues périodes (il suffit de penser au violon, au saxophone...), ce qui peut provoquer des "tensions musculaires localisées".

"**Culture du silence.**" Il est important que les musiciens s'intéressent aux questions du corps et s'efforcent d'avoir une position aussi bonne que possible, car les douleurs peuvent à long terme devenir incapacitantes, précise Sofia Miró [la responsable du programme culturel

du M.Ou.Co]. "Il y a des musiciens qui cessent de jouer parce qu'ils n'en sont plus capables physiquement."

D'après Flora, "ce dont se plaignent le plus souvent" les musiciens qui viennent la consulter, ce sont des "tensions dans les bras et la région des cervicales". Elle se concentre sur la prévention. Elle montre aux musiciens "des étirements utiles pour eux, compte tenu de leur posture." Et leur explique également des "façons de travailler plus efficaces pour réduire le nombre d'heures de répétition". Il est important d'attirer l'attention des musiciens sur la "nécessité de faire des pauses", ajoute-t-elle. "Les musiciens qui viennent nous voir sont en général des musiciens qui ont déjà des douleurs, confie Sofia Miró. Nous aimerions que ce soit différent à l'avenir. S'ils venaient nous voir avant, ils auraient cette aide tout de suite et ils sauraient quoi faire pour éviter la douleur."

Selon Flora Vezzà, "l'instabilité des liens" professionnels peut contribuer à l'apparition de douleurs. Elle donne l'exemple d'un pianiste qu'elle a accompagné : "Il fait 200 kilomètres de voiture par jour parce qu'il donne des cours à divers endroits, explique-t-elle. Il est évident que ceci a des répercussions sur la santé."

La kiné accompagne des musiciens depuis 2007 et a l'impression qu'il n'est pas facile de parler de ces sujets dans certains cercles musicaux. "Reconnaître qu'on ne va pas bien, que ce soit en raison de problèmes

"Une douleur ressentie peut n'être que temporaire – si elle est bien traitée."

Natália Mendes,
PSYCHOLOGUE CLINICIENNE

physiques ou mentaux, c'est risqué dans les milieux intellectuels. Si vous avez des doutes sur votre jeu, votre position au sein de l'orchestre, vous êtes en danger." Natália Mendes est du même avis. Elle parle même d'une "culture du silence" au sein du secteur artistique. "Les gens ont peur d'être considérés comme inaptes ou de perdre des occasions de travailler s'ils révèlent leurs problèmes."

Pour elle, les musiciens font "de grands efforts pour investir dans l'expression émotionnelle de leur art", ce qui les rend vulnérables à l'anxiété, à la dépression et à l'épuisement psychologique. À cela s'ajoutent le "manque de stabilité financière", le stress associé à la nature intermittente de leur travail et "le niveau élevé d'autocritique" qui caractérise la population artistique en général.

Natália aide ses patients à gérer leur anxiété d'un côté et leurs douleurs de l'autre. Pour ce dernier aspect, elle travaille en partenariat avec le médecin spécialiste de la zone concernée mais il y a toujours un facteur mental. "Le musicien peut parfois songer qu'il lui arrive une catastrophe. Nous devons l'aider à comprendre que la douleur

qu'il ressent et qui peut l'obliger à s'arrêter est temporaire – à condition d'être bien traitée."

Jeís Carvalho, un guitariste brésilien de 34 ans, a pris rendez-vous avec Flora Vezzà à cause de douleurs dorsales. Il n'a fallu qu'une séance pour comprendre qu'elles étaient liées à un problème antérieur. Il s'est démis la clavicle il y a quelques années, ce qui a conditionné sa mobilité musculaire, explique-t-il. "Le muscle a tendance à ne pas trop se détendre" afin de "protéger cette zone", mais ça devient inconfortable quand on fait une activité physiquement exigeante – comme une répétition ou un concert.

Gérer le stress. Jeís Carvalho va mieux maintenant. Il fait des étirements avant de commencer à jouer "pour relâcher ces muscles" et se fait régulièrement masser. Les douleurs n'étaient pas incapacitantes mais le guitariste avait des antécédents familiaux qui l'inquiétaient.

Quant à Maria Mendes, 23 ans, une chanteuse lyrique qui officie comme renfort dans le chœur du Teatro São Carlos de Lisbonne, ce n'est pas "vraiment pour une question d'anxiété en concert" qu'elle a cherché de l'aide. Elle avait compris que ses problèmes personnels étaient en train de nuire à sa gestion des problèmes professionnels.

Les jours précédant les concerts, elle était "plus instable", et "avait une attitude" qui n'était "pas normale" pour elle. L'accompagnement psychologique lui a permis d'apprendre à mieux gérer le "stress de la préparation des spectacles et des répétitions" – qui sont "des moments tout aussi angoissants l'un que l'autre", confie-t-elle.

Les séances de la Clínica da Performance coûtent 45 euros (sauf la première consultation de psychologie, qui est à 50 euros). "L'un de nos objectifs de cette année, c'est de trouver des moyens de financement pour pouvoir ouvrir la clinique aux musiciens qui ne peuvent pas payer", confie Sofia Miró. Elle aimerait en outre que le M.Ou.Co. collabore avec un audiologiste [spécialiste des troubles auditifs] à l'avenir.

—**Daniel Dias,**
publié le 1^{er} juin

SOURCE



PÚBLICO
Lisbonne, Portugal
Quotidien
publico.pt

Lancé en mars 1990, "Public" s'est très vite imposé dans la grisaille de la presse portugaise par son originalité et sa modernité. S'inspirant des grands quotidiens européens, il propose une information de qualité.

Le FESTIVAL DU Monde

15-16-17 septembre

67/69, AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE
PARIS 13^e

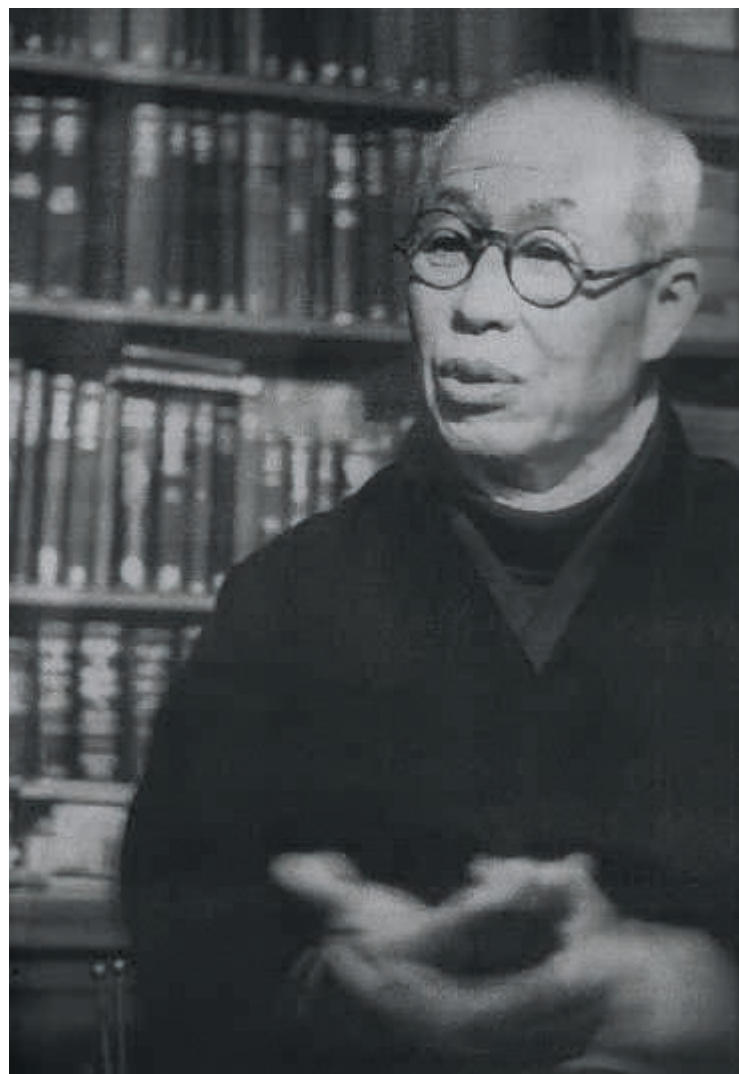
Visites
Ateliers
Débats
Spectacles

festival.lemonde.fr

©Jared Chulski



histoire.



Une librairie de la paix en temps de guerre

1917-1945 — Shanghai

Fréquentée par les intellectuels chinois et japonais, la librairie Uchiyama a constitué une passerelle culturelle pendant trente ans entre deux peuples alors en conflit ouvert.

— **History Today**, *extraits* (Londres)

Près de quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Chine et le Japon continuent de s'affronter sur la mémoire du conflit, chacun mettant l'accent sur sa propre victimisation et veillant à ce que cette fracture soit transmise à la génération suivante. Dans la vision classique

☞ **Kanzo Uchiyama (1885-1959) en 1953. Portrait paru dans le magazine japonais *The Mainichi Graphic* du 1^{er} avril 1953. Photo sans auteur connu/Creative Commons**

de la guerre, le Japon est l'ennemi par excellence de la Chine. Aussi l'histoire de la librairie Uchiyama, une librairie japonaise du Shanghai en temps de guerre fréquentée à la fois par les lettrés chinois et japonais, a-t-elle quelque chose d'une anomalie.

De 1917 à 1945, la librairie Uchiyama a été tenue à Shanghai par un couple de chrétiens japonais, Kanzo et Miki Uchiyama. Elle avait été fondée par Miki Uchiyama, qui vendait à l'origine des livres sur le christianisme, tandis que son mari, Kanzo, commercialisait des gouttes pour les yeux pour une société pharmaceutique japonaise. En dépit des tensions qui ne cessaient de croître entre le Japon et la Chine dans les années 1920 et 1930 [l'invasion japonaise de la Mandchourie a lieu en 1931, et le Japon y maintiendra un État fantôme de 1932 à 1945], la librairie Uchiyama a prospéré, servant des clients tant japonais que chinois. En 1937, un rapport du gouvernement japonais, qui analysait la circulation des livres japonais et l'apprentissage du japonais en Chine, constatait que si les autres librairies japonaises de Shanghai étaient essentiellement fréquentées par des Japonais, la clientèle de la librairie Uchiyama était composée de 70 % de Chinois et de 30 % de Japonais.

Cette situation était en partie due à la présence des clients japonais chrétiens d'Uchiyama, de fervents lecteurs qui avaient demandé à l'établissement d'élargir son stock afin de proposer de nouvelles publications sur davantage de sujets. Pour les clients chinois, l'attrait de la librairie Uchiyama s'expliquait par le fait qu'elle proposait les dernières publications japonaises dans des domaines comme la médecine, la politique, l'économie et le droit, ainsi que des livres et des revues de gauche dont l'accès était restreint dans la Chine des années 1930, comme les œuvres de Marx et Engels. Située dans la concession internationale, la librairie Uchiyama était à l'abri des poursuites prévues par la loi chinoise. Ces livres étaient très recherchés, en particulier par les étudiants chinois de retour de leurs études au Japon, qui lisaient des traductions japonaises d'ouvrages occidentaux.

Espace réservé. Outre la vente de livres, la librairie Uchiyama servait de salon culturel sino-japonais fréquenté par des intellectuels chinois et japonais. Quand Kanzo a quitté l'entreprise pharmaceutique en 1930, il est devenu propriétaire de la librairie et a endossé un rôle d'intermédiaire dans les échanges culturels sino-japonais, avec l'aide de Miki. Le deuxième étage de la librairie disposait d'un espace réservé, doté d'une table et de chaises où les clients pouvaient s'attarder, boire du thé et discuter. Un groupe composé d'étudiants chinois, de résidents japonais de Shanghai et d'écrivains japonais de passage, qui se réunissait régulièrement à la librairie, a créé un magazine littéraire, *Kaleidoscope*.

Les visites à la librairie Uchiyama, sise sur North Sichuan Road, faisaient partie de la vie quotidienne pour des gens comme Lu Xun [1881-1936], le père de la littérature chinoise moderne, et son contemporain Yu Dafu [1896-1945], des écrivains qui considéraient la littérature

comme un instrument à même de réformer la société chinoise. Lu Xun et Yu Dafu considéraient, presque chaque jour, le moindre livre qu'ils achetaient chez les Uchiyama. À plusieurs reprises, Kanzo Uchiyama s'est arrangé pour que des écrivains chinois comme Lu Xun et Guo Moruo trouvent refuge dans la boutique alors qu'ils étaient poursuivis par le Guomindang.

Le pouvoir évocateur des gravures. La librairie a joué un rôle essentiel dans le lancement du mouvement de la gravure sur bois moderne en Chine. Kanzo avait organisé un atelier de gravure, avec son frère Kakichi comme professeur et Lu Xun comme interprète, pour former de jeunes artistes chinois. Il orchestrait également des expositions de gravures pour présenter leur travail. Lu Xun était convaincu que les gravures étaient dotées d'un pouvoir évocateur susceptible de réveiller la Chine mieux que ne le pourrait jamais la littérature, sachant qu'une grande partie de la population chinoise était analphabète. Plus tard, les communistes utiliseraient les gravures sur bois pour mobiliser les paysans pendant la guerre contre le Japon et pendant la guerre civile contre les nationalistes.

Située dans la concession internationale, la librairie Uchiyama était à l'abri des poursuites prévues par la loi chinoise.

Quand le Japon et la Chine sont entrés en guerre à la fin des années 1930, il est devenu impossible de poursuivre les échanges culturels sino-japonais en personne à la librairie, et Uchiyama s'est donc mis à publier des livres et à donner des conférences sur la Chine devant un public japonais. Bien que la librairie Uchiyama de Shanghai ait fermé ses portes à la fin de la guerre et que Kanzo Uchiyama soit rentré au Japon, il a continué à se consacrer sans relâche à l'amélioration des relations sino-japonaises. Après son retour en 1947, il a passé dix-sept mois à donner 800 conférences dans tout le Japon.

Kanzo Uchiyama a fondé l'Association de l'amitié sino-japonaise, qui a emboîté le pas au grand mouvement pacifiste d'après-guerre au Japon et a joué un rôle majeur dans le retour des déportés des travailleurs chinois déportés et morts au Japon, ainsi que dans le rapatriement des orphelins japonais restés en Chine. Il a également encouragé la normalisation des relations diplomatiques avec la Chine, ce qui n'était pas une tâche facile, alors que le Japon se trouvait sous occupation américaine de 1945 à 1952, puis était considéré comme un rempart contre le communisme pendant la guerre froide. Kanzo Uchiyama s'est efforcé de tisser des liens plus étroits avec ses homologues chinois, en s'appuyant sur les réseaux qu'il avait établis au cours des trente ans qu'il avait passés à Shanghai.

— **Naoko Kato**
Publié le 6 juin

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Août-septembre 2023

Atlas

*Climat, guerre, travail, études...
Toute la planète migre.
Vers quels pays? Par quels
moyens? Les réponses en cartes
et en infographies.*

des migrations



En partenariat
avec **RTL**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**



**Les copains c'est vous,
le réseau c'est nous.**



**On est fait pour
être ensemble**